Courrier international

N° 1176 du 16 au 22 mai 2013
courrierinternational.com
France : 3,70 €

Afrique CFA 2 800 FCFA Algérie 450 DA
Allemagne 4,20 € Autriche 4,20 €
Canada 5,95 $CAN DOM 4,40 €
Espagne 4,20 € E-U 6,95 $US G-B 3,50 £
Grèce 4,20 € Irlande 4,20 € Italie 4,20 €
Japon 750 ¥ Maroc 32 DH
Norvège 32 NOK Pays-Bas 4,20 €
Portugal cont. 4,20 € Suisse 6,20 CHF
TOM 740 CFP Tunisie 5 DTU

Etudiants

Toujours mieux ailleurs

Chine, Inde, Etats-Unis : les destinations phares



CES JAPONAIS QUI NE VEULENT PLUS ÊTRE DES HOMMES

***TURQUIE*— LE CONFLIT SYRIEN SE RAPPROCHE**
***PAKISTAN*— UNE VICTOIRE POUR LA DÉMOCRATIE ?**
***FRANCE*— LE POIDS DE LA CENTRALISATION**



Etats-Unis : les révoltés du Vermont

M 03183 - 1176 - F: 3,70 €

AZZARO

POUR HOMME



votre boutique en ligne
azzarostore.fr

Relations clientèle : 01 55 62 24 99



ÉDITORIAL

ÉRIC CHOL

Le Grand Tour fait recette

C'est une coutume qui remonte au XVIe siècle. A l'époque, elle concernait essentiellement les rejetons de l'aristocratie anglaise ou allemande. A cheval, puis en diligence, ces vagabonds au sang bleu parcouraient l'Europe pour parachever leur éducation, d'Oxford à Venise, de Paris à Heidelberg. Cinq siècles plus tard, ceux que l'on surnomme les "Free Movers" et autres adeptes d'Erasmus entretiennent à leur façon cette tradition du Grand Tour. Avec cette génération "Skies" (Skype/Easyjet/smartphone), jamais le nomadisme étudiant ne s'est aussi bien porté. En trente ans, il a même changé d'échelle, concernant plus de 4 millions de personnes (le chiffre a quadruplé depuis 1975). Démocratisation des transports, ouverture des frontières, émergence des classes moyennes : la planète s'est rapetissée, les opportunités d'études ou d'emploi à l'étranger se sont multipliées. En cette période de chômage massif, l'herbe n'a jamais paru aussi verte ailleurs. Certes, pour les étudiants voyageurs, les Etats-Unis restent la destination phare et l'Europe le continent préféré ; mais l'Amérique latine, l'Océanie ou l'Asie attirent de plus en plus. Les Européens – qui ont finalement sauvé leur programme Erasmus, un temps menacé par les restrictions budgétaires – ne sont pas les seuls à avoir la bougeotte : les jeunes Chinois, Coréens et Indiens comptent désormais pour plus de la moitié du bataillon d'étudiants partis à l'étranger. L'"auberge espagnole" devient mondiale, et cette recherche de nouveaux cieux doit être encouragée ; elle permet, pour reprendre le slogan de *Courrier international*, d'"*envoyer promener sa vision du monde*".

En couverture : Le jour de la remise des diplômes à l'école d'infirmières São João de Deus de l'université d'Evora, au Portugal.
Photo Guillaume Pazat/Kameraphoto

Retrouvez Eric Chol
chaque matin à 6 h 55,
dans la chronique
"Où va le monde"
sur 101.1 FM
radio classique

Sommaire

p.36 à la une

ÉTUDIANTS : TOUJOURS MIEUX AILLEURS

Ils sont plus de 4 millions dans le monde à faire des études supérieures dans un autre pays que le leur, selon l'OCDE. Leurs motivations ? Se frotter à une autre culture, apprendre une langue et augmenter ainsi leurs chances de trouver, à leur retour, un emploi stable et bien payé.



AJUBEL

CONTINENTS p.30

Royaume-Uni. Sir Alex Ferguson : un condottiere moderne

Vingt-six ans à la tête de Manchester United et trente-huit trophées à son actif : les exploits de ce redoutable Ecossais – qui vient d'annoncer sa retraite – transcendent le football.



TOMMASO RADA

TRANSVERSALES p.44

Ecologie. La ruée vers l'arbre au Mozambique

L'exploitation des bois exotiques des forêts mozambicaines prospère en dehors de tout contrôle et sur fond de corruption. Principal bénéficiaire : la Chine.

360° p.54

Culture. Du pain, du sel et de la liberté

En Biélorussie, le groupe punk Liapis Troubetskoï est devenu le porte-voix des opposants au régime. Il ne se produit pourtant jamais dans son pays, où il est interdit de séjour. Reportage à Smolensk, en Russie.



MAXIME GOLOUBTCHIKOV

SUR NOTRE SITE



FALCO

www.courrierinternational.com

MÉDIAS *Les archéologues du web : retour sur les débuts d'Internet dans les années 1990*

TURQUIE-SYRIE *Ankara paie le prix fort. Les suites de l'attentat de Reyhanli, à la frontière entre les deux pays.*

CHYPRE *Comment vit-on aujourd'hui dans l'île en crise ?*

ITALIE *Silvio Berlusconi rattrapé par la justice*

Retrouvez nous aussi sur Facebook, Twitter, Google + et Pinterest

Sommaire

Les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent plus de 1 500 sources du monde entier : journaux, sites, blogs, qui alimentent l'hebdomadaire et son site *courrierinternational.com*. Voici la liste exhaustive des sources que nous avons utilisées cette semaine :

Adevarul Moldova Chisinau, quotidien. ***The American Prospect*** Washington, mensuel. ***Ha'Aretz*** Tel-Aviv, quotidien. ***Brasileiros*** São Paulo, mensuel. ***Bangkok Post*** Thaïlande, quotidien. ***Clarín*** Buenos Aires, quotidien. ***The Daily Beast*** (thedailybeast.com) New York, en ligne. ***The Daily Telegraph*** Londres, quotidien. ***Dawn*** Karachi, quotidien. ***The Economist*** Londres, hebdomadaire. ***El Faro*** (elfaro.net) San Salvador, en ligne. ***Foreign Policy*** Washington, bimestriel. ***Guangzhou Ribao*** Canton, quotidien. ***The Guardian*** Londres, quotidien. ***Mainichi Shimbun*** Tokyo, quotidien. ***La Marea*** Madrid, mensuel. ***The Malaysian Insider*** (themalaysianinsider.com) Kuala Lumpur, en ligne. ***Milliyet*** Istanbul, quotidien. ***The News*** Karachi, quotidien. ***The New York Times*** Etats-Unis, quotidien. ***Notícias Magazine*** Lisbonne, hebdomadaire. ***Nigerians Talk*** Abuja, en ligne. ***Now.*** Beyrouth, en ligne. ***El País*** Madrid, quotidien. ***Popoli*** Milan, en ligne. ***Público*** Madrid, en ligne. ***Al-Quds Al-Arabi*** Londres, quotidien. ***La Repubblica*** Rome, quotidien. ***Der Spiegel*** Hambourg, hebdomadaire. ***Süddeutsche Zeitung*** Munich, quotidien. ***The Tripoli Post*** Libye, bihebdomadaire. ***Die Welt*** Berlin, quotidien. ***The Washington Post*** Washington, quotidien.

← ***Toutes nos sources*** Chaque fois que vous rencontrez cette vignette, scannez-la et accédez à un contenu multimédia sur notre site ***courrierinternational.com*** (ici, la rubrique "Nos sources").

7 jours dans le monde

6. Turquie. Ce qu'on nous cache sur l'attentat de Reyhanli
10. Portrait. Maria Elizabeth Rocha Teixeira
12. Controverse.

D'un continent à l'autre

—AMÉRIQUES
14. Etats-Unis. Le Vermont rêve toujours de faire sécession
17. Guatemala. Ríos Montt condamné : un grand pas pour l'humanité
18. Cuba. Le fils Castro, un rouge sur le green
18. Argentine. Dans les pas du pape

—ASIE
20. Pakistan. Le scrutin de tous les espoirs
21. Malaisie. Samedi soir : à la manif plutôt qu'en boîte
22. Birmanie. Les réseaux sociaux de la haine

—MOYEN-ORIENT
24. Syrie. La guerre a tué le rêve des printemps arabes
25. Israël. Les camions arabes passent par Haïfa
26. Yémen. *"J'aurais dû être une terroriste..."*

—AFRIQUE
28. Nigeria. Boko Haram : pas de quartier !
29. Libye. L'hôpital retrouve la santé

—EUROPE
30. Royaume-Uni. Sir Alex Ferguson : un condottiere moderne
31. Italie. La tumeur Berlusconi
32. Allemagne. La vraie vie des autres
33. Espagne. Visite guidée à travers "l'autre Valence"

—FRANCE
34. La France étouffée sous la paperasse
35. Ecole privée pour futurs cracks de l'informatique

A la une

36. Etudiants : toujours mieux ailleurs

Transversales

44. Ecologie. Mozambique : la ruée vers l'arbre
46. Médias. Renoncer à Internet : un pur fantasme
47. Signaux. Si la planète était...

360°

48. Reportage. Ces Japonais qui ne veulent plus être des hommes
53. Plein écran. Une catastrophe qui fait recette
54. Culture. Du pain ! Du sel ! La liberté !
56. Tendances. Le tricot, du point au pixel
58. Histoire. Quand la Suède était gouvernée de Moldavie

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à :
Courrier international - Service Abonnements - A2100
62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour 1 an (52 numéros) + accès illimité au site Internet au prix de 99 € au lieu de 185 €* soit plus de 46% d'économie.

☐ Monsieur ☐ Madame ☐ Mademoiselle

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CP VILLE

TÉLÉPHONE E-MAIL

RCO1300PBI001

Je choisis mon moyen de paiement :

☐ Par chèque à l'ordre de *Courrier international*

☐ Par carte bancaire nº |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Expire fin |_|_|_|_| Cryptogramme |_|_|_|

date et signature obligatoires

** Prix de vente au numéro. En application de la loi du 6-1-1978, le droit d'accès et de rectification concernant les abonnés peut s'exercer auprès du service abonnements. Pour l'étranger, nous consulter. Ces informations pourront être cédées à des organismes extérieurs, sauf si vous cochez la case ci contre.*☐

Courrier international

Avantage abonné

Créez votre compte sur courrierinternational.com pour accéder en illimité à notre site Internet, aux newsletters, aux archives, aux PDF...
Retrouvez votre magazine sur votre iPhone/iPad (applications à télécharger gratuitement).



Plus simple et plus rapide
abonnez-vous sur
boutique.courrierinternational.com
ou par téléphone
au **03 21 13 04 31** (non surtaxé)

Votre abonnement à l'étranger :
Belgique : (32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com
USA-Canada : (1) 800 363 1310 - expsmag@expressmag.com
Suisse : (41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch

Courrier international

Edité par Courrier international SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €. **Actionnaire** La Société éditrice du Monde.
Président du directoire, directeur de la publication : Antoine Laporte.
Directeur de la rédaction, membre du directoire : Eric Chol.
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président.
Dépôt légal Mai 2013. Commission paritaire n° 0712c82101.
ISSN n°1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 6-8, rue Jean-Antoine-de-Baïf, 75212 Paris Cedex 13 **Accueil** 33 (0)1 46 46 16 00 Fax général 33 (0)1 46 46 16 01 **Fax rédaction** 33 (0)1 46 46 16 02 **Site web** www.courrierinternational.com **courriel** lecteurs@courrierinternational.com **Directeur de la rédaction** Eric Chol **Rédacteurs en chef** Jean-Hébert Armengaud (16 57), Claire Carrard (édition, 16 58), Odile Conseil (déléguée 16 27), **Rédacteurs en chef adjoints** Catherine André (16 78), Raymond Clarinard, Isabelle Lauze (hors-séries, 16 54). **Assistante** Dalila Bounekta (16 16) **Rédactrice en chef technique** Nathalie Pingaud (16 25) **Direction artistique** Sophie-Anne Delhomme (16 31) **Directeur de la communication et du développement** Alexandre Scher (16 15) **Conception graphique** Javier Errea Comunicación

Europe Catherine André (coordination générale, 16 78), Danièle Renon (chef de service adjointe Europe, Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 22), Gerry Feehily (Royaume-Uni, Irlande, 16 95), Lucie Geffroy (Italie, 16 86), Nathalie Kantt (Espagne, Argentine, 16 68), Daniel Matias (Portugal, Brésil, 16 34), Iwona Ostapkowicz (Pologne, 16 74), Caroline Marcelin (chef de rubrique, France,17 30), Iulia Badea-Guéritée (Roumanie, Moldavie, 19 76), Wineke de Boer (Pays-Bas), Solveig Gram Jensen (Danemark, Norvège), Alexia Kefalas (Grèce, Chypre), Mehmet Koksal (Belgique), Kristina Rönnqvist (Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie, coordination Balkans), Agnès Jarfas (Hongrie), Mandi Gueguen (Albanie, Kosovo), Miro Miceski (Macédoine), Martina Bulakova (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Katerina Kesa (Estonie), **Russie, est de l'Europe** Laurence Habay (chef de service, 16 36), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) **Amériques** Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Eric Pape (Etats-Unis, 16 95), Anne Proenza (chef de rubrique, Amérique latine, 16 76), Paul Jurgens (Brésil) **Asie** Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Ingrid Therwath (Asie du Sud, 16 51), Ysana Takino (Japon, 16 38), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Elisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corées), Kazuhiko Yatabe (Japon) **Moyen-Orient** Marc Saghié (chef de service, 16 69), Ghazal Golshiri (Iran), Pascal Fenaux (Israël), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe), Pierre Vanrie (Turquie) **Afrique** Ousmane Ndiaye (chef de rubrique, 16 29), Hoda Saliby (chef de rubrique Maghreb, 16 35), Chawki Amari (Algérie), Sophie Bouillon (Afrique du Sud). **Transversales** Pascale Boyen (chef des informations, Economie, 16 47), Catherine Guichard (Economie, 16 04), Anh Hoà Truong (chef de rubrique Sciences et Innovation, 16 40), Gerry Feehily (Médias, 16 95), Virginie Lepetit (Signaux). **Magazine 360°** Marie Béloeil (chef des informations, 17 32), Viriginie Lepetit (chef de rubrique Tendances, 16 12), Claire Maupas (chef de rubrique Insolites 16 60), Raymond Clarinard (Histoire), Catherine Guichard. **Ils et elles ont dit** Iwona Ostapkowicz (chef de rubrique, 16 74)

Site Internet Hamdam Mostafavi (chef des informations, responsable du web, 17 33), Carolin Lohrenz (chef d'édition, 19 77), Carole Lyon (rédactrice multimédia, 17 36), Paul Grisot (rédacteur multimédia, 17 48), Pierrick Van-Thé (webmestre, 16 82), Patricia Fernández Perez (marketing), **Agence Courrier** Sabine Grandadam (chef de service, 16 97) **Traduction** Raymond Clarinard (rédacteur en chef adjoint), Natalie Amargier (russe), Isabelle Boudon (anglais, allemand), Françoise Escande-Boggino (japonais, anglais), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois), Julie Marcot (anglais, espagnol, portugais), Daniel Matias (portugais), Marie-Françoise Monthiers (japonais), Mikage Nagahama (japonais), Ngoc-Dung Phan (anglais, italien, vietnamien), Olivier Ragasol (anglais, espagnol), Danièle Renon (allemand), Mélanie Sinou (anglais, espagnol), Leslie Talaga (anglais, espagnol) **Révision** Jean-Luc Majouret (chef de service, 16 42), Marianne Bonneau, Philippe Czerepak, Fabienne Gérard, Françoise Picon, Philippe Planche, Emmanuel Tronquart (site Internet) **Photographies, illustrations** Pascal Philippe (chef de service, 16 41), Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saindon (16 53) **Maquette** Bernadette Dremière (chef de service), Catherine Doutey, Nathalie Le Dréau, Gilles de Obaldia, Josiane Petricca, Denis Scudeller, Jonnathan Renaud-Badet, Alexandre Errichiello, Céline Merrien (colorisation) **Cartographie** Thierry Gauthé (16 70) **Infographie** Catherine Doutey (16 66) **Calligraphie** Hélène Ho (Chine), Abdollah Kiaie (Inde), Kyoko Mori (Japon) **Informatique** Denis Scudeller (16 84) **Directeur de la production** Olivier Mollé **Fabrication** Nathalie Communeau (directrice adjointe), Sarah Tréhin (responsable de fabrication). Impression, brochage Maury, 45330 Malesherbes.

Ont participé à ce numéro Gilles Berton, Aurélie Boissière, Jean-Baptiste Bor, Valérie Brunissen, Isabelle Bryskier, Sophie Courtois, Nicolas Gallet, Mélanie Guéret, Gabriel Hassan, Steven Jambot, Antonin Lambert, Jean-Baptiste Luciani, Valentine Morizot, Corentin Pennarguear, Camille Savage, Pierangélique Schouler, Isabelle Taudière, Nicole Thirion, Véronique Tran Vinh

Publicité M Publicité, 80 boulevard Blanqui, 75013 Paris, tél. : 01 57 28 20 20. Directrice générale : Corinne Mrejen. Directeur délégué : David Eskenazy (david.eskenazy@mpublicite.fr, 38 63). Directeurs de clientèle : Hedwige Thaler (hedwige.thaler@mpublicite.fr, 38 09), Mustapha El Hayani (mustapha.elhayani@mpublicite.fr, 38 11). Chef de publicité : Marjorie Couderc (marjorie.couderc @mpublicite.fr, 37 97). Assistante commerciale : Carole Fraschini (carole.fraschini @mpublicite.fr, 3868) Régions : Eric Langevin (eric. langevin@ mpublicite.fr, 38 04). Annonces classées : Cyril Gardère (cyril.gardere @mpublicite.fr, 38 88). Site Internet : Alexandre de Montmarin (alexandre.demontmarin@mpublicite.fr, 37 45).

Secrétaire général Paul Chaine (17 46). Assistantes : Natacha Scheubel (16 52), Sophie Nézet (partenariats, 16 99), Sophie Jan. Gestion : Bénédicte Menault-Lenne (responsable, 16 13). Comptabilité : 01 48 88 45 02. **Responsable des droits** Dalila Bounekta (16 16). **Ventes au numéro Responsable publications :** Brigitte Billiard. **Direction des ventes au numéro** : Hervé Bonnaud. **Chef de produit** : Jérôme Pons (0 805 05 01 47, fax : 01 57 28 21 40). **Diffusion internationale** : Franck-Olivier Torro (01 57 28 32 22). **Promotion** Christiane Montillet. **Marketing** Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Lucie Torres (17 39), Romaïssa Cherbal (16 89).

Modifications de services ventes au numéro, réassorts
Paris 0805 05 01 47, province, banlieue 0 805 05 0146

Service clients Abonnements : Courrier international, **Service abonnements**, A2100 - 62066 Arras Cedex 9. **Tél.** : 03 21 13 04 31 Fax : 01 57 67 44 96 (du lundi au vendredi de 9 heures à 18 heures) Courriel : abo@courrierinternational.com **Commande d'anciens numéros** Boutique du Monde, 80, bd Auguste-Blanqui, 75013 Paris. Tél. : 01 57 28 27 78

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 49 times per year (triple issue in Aug, double issue in Dec), by Courrier International SA c/o USACAN Media Dist. Srv. Corp. at 26 Power Dam Way Suite S1-S3, Plattsburgh, NY 12901. Periodicals Postage paid at Plattsburgh, NY and at additional mailing Offices. POSTMASTER : Send address changes to Courrier International c/o Express Mag, P.O. box 2769, Plattsburgh, NY 12901-0239.

Ce numéro comporte un encart Médiapart sur certains abonnés de France métropolitaine.

www.volkswagen.fr

Elle : suréquipée.
Vous : surclassé.

Avec ses jantes alliage 17" Fontana, ses feux bi-xénon à LED, ses vitres arrière surteintées, sa radionavigation avec écran tactile, son interface Bluetooth®, sa climatisation Climatronic, son aide au stationnement avant et arrière et sa boîte DSG(2), la Passat SW Design Edition est littéralement suréquipée.

Passat SW Design Edition
A partir de **23 460 €**(1)
SOUS CONDITION DE REPRISE

Das Auto.

Volkswagen recommande **Castrol EDGE Professional**

Volkswagen Group France s.a. - R.C.S. Soissons B 602 025 538

(1) Prix TTC conseillé au tarif du 25/04/2013 de Passat SW Design Edition 1.4 TSI 122 BVM6, remise exceptionnelle de 2 500 € TTC, prime à la casse VW Think Blue. de 1 500 € TTC pour mise au rebut d'un véhicule de plus de 10 ans et reprise Argus™ + 1 000 € TTC sur votre ancien véhicule déduites. Reprise de votre ancien véhicule aux conditions générales de l'Argus™ (en fonction du cours de l'Argus™ du jour de reprise, du kilométrage, des éventuels frais de remise en l'état standard et abattement de 15 % pour frais et charges professionnels déduit). Pour les véhicules hors cote Argus™, reprise de 1000 € TTC. Offre réservée aux particuliers non cumulable avec toute autre offre en cours en France métropolitaine valable pour toute commande entre le 25/04/2013 et le 31/07/2013 dans le réseau participant. (2) En option selon modèle et finition. **Modèle présenté :** série spéciale Passat SW Design Edition 1.4 TSI 122 BVM6 avec option peinture métallisée (585 €) au prix TTC conseillé au tarif du 25/04/2013 de **24 055 € TTC**, remise exceptionnelle, offre de reprise et prime à la casse déduites. **Think Blue. | Pensez en Bleu. Das Auto. | La Voiture.**

Cycle mixte (l/100 km) : 6,3. Rejets de CO_2 (g/km) : 145.

7 jours dans le monde.



↓ *Dans la ville de Reyhanli, le 11 mai 2013.* **AP/SIPA**

TURQUIE

Secrets sur l'attentat de Reyhanli

Ankara a imputé à Damas les 46 morts causés par une double explosion dans cette ville proche de la Syrie. Mais la censure imposée aux médias turcs sur les images des lieux du drame soulève des questions gênantes pour le gouvernement turc.

—Milliyet *Istanbul*

Vous vous souvenez de l'injonction du Premier ministre [Erdogan] à l'occasion de la Fête des enfants, le 23 avril dernier, lorsqu'une petite fille invitée à ses côtés s'était mise à pleurer d'émotion ? *"Surtout, que les journalistes ne diffusent pas les images où l'on voit que je verse aussi une larme !"* avait-il ordonné. Trois semaines plus tard, une nouvelle injonction va dans le sens de la censure : *"Que les journalistes ne diffusent pas d'images de Reyhanli !"*

Pour interdire la diffusion d'images sur Internet et sur tout autre support audiovisuel, le Conseil supérieur de l'audiovisuel turc [RTÜK] s'est appuyé sur une décision de justice précisant que *"les prises de vue* [*pouvaient*] *révéler des indices"*. C'est donc grâce à un reportage de la BBC que l'on a pu voir un des *"indices"* dont ont été privés les médias turcs, notamment les images d'une unité de production d'explosifs gérée sur le sol turc par des membres de l'Armée syrienne libre. Selon cette information, *"les explosifs fabriqués dans des laboratoires situés du côté turc de la frontière sont apportés du côté syrien, où ils servent à faire exploser des bâtiments officiels"*. Les rebelles syriens vont même jusqu'à faire devant les caméras de la BBC une démonstration de la puissance de ces explosifs où l'on voit un bâtiment et les alentours quasiment anéantis par une explosion. Ne trouvez-vous pas que cela ressemble furieusement à ce qui s'est passé à Reyhanli ? Heureusement qu'il y a la censure et que de pareilles images ne parviennent pas jusqu'aux médias turcs ! Au moins, cela évite le débat…

"La diffusion d'images du lieu de l'attentat a des conséquences néfastes pour le secret de l'enquête", *"Ces images peuvent avoir des effets négatifs sur le plan psychologique dans l'opinion publique"* : voilà ce qu'on nous dit. Or, il y a à peine un mois, le même genre d'événement a eu lieu à Boston. N'avons-nous pas alors tous suivi ces événements ? Quelqu'un a-t-il alors imaginé une seule seconde qu'il fallait interdire ces images ?

J'espère sincèrement que la censure concernant les images de Reyhanli n'est pas motivée par la crainte d'une réaction négative de l'opinion turque, qui réagirait à cette violence en se demandant : *"Qui nous a donc précipités dans ce bourbier ?"* Veut-on nous cacher le fait que la frontière turco-syrienne s'est transformée en une base pour mener des attaques en territoire syrien ? Veut-on que l'opinion turque ignore que les mises en garde des services de renseignements concernant la présence dans la région, ces derniers jours, de minibus chargés d'explosifs n'ont pas fait l'objet de toute l'attention nécessaire ? A moins que le gouvernement de l'AKP ne cherche à empêcher que l'on dise que sa politique syrienne, fondée sur l'idée que *"de toute façon Assad n'en a plus que pour quelques mois"*, est en réalité un fiasco complet ?

La censure permet surtout à ce qui est interdit de se répandre plus vite et ne fait que renforcer le sentiment que l'on nous cache quelque chose. Elle entretient la rumeur, le mensonge et les énigmes. L'attitude qui sied à un homme politique ayant confiance en lui et en sa politique est de répondre aux critiques de ses opposants devant l'Assemblée nationale ou à la télévision, mais pas de censurer *"comme un enfant"* tout ce qui pourrait lui causer du tort…

SOURCE

MILLIYET
Quotidien, Istanbul
200 000 ex.
"Nationalité", fondé en 1950, a été racheté en 2012 par le Holding Demirören, actif dans le pétrole et le tourisme. Can Dündar (l'auteur de l'article ci-dessus), y est souvent mis sous pression pour ses positions critiques à l'égard de l'AKP.

400

ppm (parties par million) de CO_2 dans l'atmosphère : c'est la quantité enregistrée le 12 mai, et c'est du jamais-vu *"depuis des millions d'années"*, précise The Observer. *"Les avertissements lancés depuis vingt ans par les scientifiques sont tombés dans l'oreille d'un sourd ; nos responsables ont complètement échoué à réduire les émissions de gaz à effet de serre sur la planète – au contraire, ils ont permis leur augmentation."*

Dans le collimateur des salafistes

MAROC — Pour avoir parlé d'*"incitation au terrorisme"* à propos d'une lettre de Mahomet adressée à plusieurs rois pour les sommer de se convertir à l'islam sous peine de guerre, l'intellectuel marocain Ahmed Assine fait depuis quelques semaines l'objet d'une haineuse campagne de dénigrement. Les *"charlatans wahhabito-salafistes"*, comme les désigne le site marocain Demain online, *"ont accusé Assine de porter atteinte au prophète de l'islam"* alors que l'intellectuel *"critiquait seulement la présence de cette lettre dans le programme national d'éducation* […], *considérant qu'au regard du référentiel universel des droits de l'homme elle constituait une incitation au terrorisme"*.

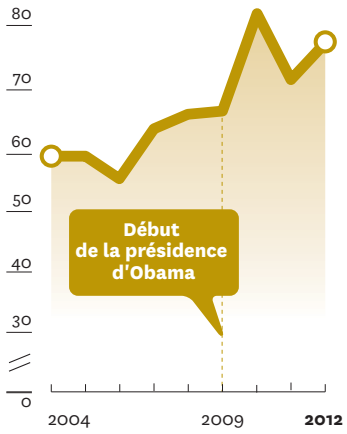
Le Gerb, vainqueur ou perdant ?

BULGARIE — Vainqueur avec un peu plus de 30 % des voix du scrutin anticipé du 12 mai, le Gerb, parti de l'ex-Premier ministre Boïko Borissov, ne pourra gouverner seul. La situation est identique pour ses rivaux socialistes (27 %). Des négociations ardues sont en cours avec les deux autres formations politiques qui ont franchi la barre des 4 % : le Mouvement pour les droits et libertés (MDL) de la minorité musulmane et les ultranationalistes d'Ataka. Selon le quotidien **Troud**, le scénario le plus probable reste *"tous contre le Gerb"*, même si très peu d'observateurs imaginent les islamophobes d'Ataka travaillant main dans la main avec le MDL. Borissov avait démissionné à la mi-février après plusieurs semaines de grogne populaire contre la hausse du prix de l'électricité.

Obama stimule le lobby des armes

Fréquentation du Salon annuel de la NRA

(en milliers de personnes)



SOURCE : NRA, FRANK POMPA, USA TODAY

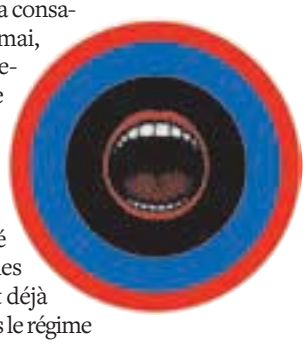
ÉTATS-UNIS — *"En un certain sens, le débat sur les armes à feu a été favorable à la National Rifle Association"*, note *USA Today* au vu de l'affluence au dernier meeting du puissant lobby des armes à feu – il se tenait cette année à Houston, au Texas, dans les premiers jours de mai. *"Il s'agit, conformément aux statuts, d'élire les 76 membres du conseil d'administration, mais c'est aussi un salon de l'armement (400 exposants) et un rassemblement politique avec moments de prière et concert de country."* La NRA a revendiqué 86 228 visiteurs.

Les Pirates rament encore

ALLEMAGNE — Réunis en congrès fédéral du 10 au 12 mai en Bavière pour préparer les élections législatives du 22 septembre, les Pirates ont surtout fait le ménage dans leurs instances dirigeantes, et déçu les attentes de leurs fans. *"C'est un incroyable tir contre leur camp,* déplore *Die Tageszeitung, pas d'avancée vers la démocratie virtuelle, rien d'une avant-garde politique."* Un constat partagé par la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* : *"Leur entrée au Bundestag semblait incertaine. Elle paraît quasi impossible."*

Citoyens en révolte

EGYPTE — "La 'révolte' prend de l'ampleur", titre le journal libéral *Al-Masry Al-Youm*, qui a consacré sa une, les 13 et 14 mai, à une campagne - appelée "révolte" – destinée à collecter des signatures pour demander le retrait du président Morsi et de nouvelles élections. Elle a été lancée début mai par des groupes qui militaient déjà pour la démocratie sous le régime Moubarak et avaient activement participé à la révolution. Ils revendiquent à ce jour deux millions de signatures. Ils espèrent en obtenir quinze d'ici au 30 juin, date d'une immense manifestation devant le siège de la présidence.



↓ *Dessin de* **Vlahovic,** *Belgrade.*

RUSSIE

Le vide se fait autour de Poutine

La démission du vice-Premier ministre Vladislav Sourkov, un poids lourd du gouvernement, pourrait faire chuter celui-ci.

La crise économique et la passivité du gouvernement contraignent le président à passer au 'pilotage manuel' de la politique socio-économique, et les observateurs à se demander si le gouvernement actuel a un quelconque avenir", écrit l'hebdomadaire russe **Expert** après la démission du vice-Premier ministre Vladislav Sourkov. C'est le 7 mai, au lendemain d'une réunion de bilan au cours de laquelle Vladimir Poutine a vertement critiqué le gouvernement, qu'a été entérinée la démission de l'une des figures les plus importantes de la classe politique russe des dix dernières années, l'"éminence grise" du régime, l'idéologue en chef, Vladislav Sourkov (48 ans). Le président a passé un savon à l'équipe de Dmitri Medvedev pour ne pas avoir mené à bien les chantiers qu'il lui avait fixés il y a un an, lors de son retour au Kremlin comme président.

Concernant Sourkov, c'est plus particulièrement sa gestion du projet stratégique de Skolkovo, la Silicon Valley russe, qui lui a été reprochée. Plusieurs scandales ont éclaté à ce sujet, notamment celui du versement de 750 000 dollars (environ



EKATERINA SHTUKINA / ITAR-TASS

↑ **Vladislav Sourkov (au centre), en avril.**

575 000 euros, pris sur le budget de Skolkovo) d'émoluments pour des conférences à un député de Russie juste, Ilia Ponomarev, dont la participation active au mouvement de contestation de l'année 2012 est notoire. De là à en déduire que Sourkov se servait de Skolkovo pour financer l'opposition, il n'y a qu'un pas, que certains observateurs de la presse russe ont franchi. **Expert** fait remarquer que c'est la deuxième figure d'autorité après le ministre de l'Economie Alexeï Koudrine, en novembre 2011, qui quitte le gouvernement *"en affichant ses positions"* et *"dont on peut supposer qu'elle aura de nouvelles activités, notamment politiques"*.

SUIVEZ - LES

Journalistes, experts, militants, groupes ou responsables politiques : ils sont sur les réseaux sociaux. A suivre !



***100 years ago today* @CenturyAgoToday**
Ce qui se passait dans le monde il y a un siècle. Il y a cent ans, le Mexique était en pleine guerre civile ; en Europe, les Balkans faisaient régulièrement parler d'eux… Le spectre de la Grande Guerre se profilait à l'horizon (en anglais).



***Thomas Erdbrink* @ThomasErdbrink**
Le chef du bureau du *New York Times* à Téhéran est l'un des rares journalistes occidentaux installés en Iran, pays dont il suit l'actualité de près depuis dix ans. Un compte à suivre dans la perspective de la présidentielle du 14 juin (en anglais).



***Tintin* @Tintin**
Un compte spécialement destiné aux fans du jeune reporter à la houppette et aux (ridicules) pantalons de golf – et aux autres collectionneurs de figurines, qui seront également à la fête le 18 mai, lors du "marché aux puces Tintin", à Louvain-la-Neuve (en anglais et en français).

LA NOUVELLE INTERNATIONALE

De 6h à 9h,
c'est la matinale de Radio Nova avec Courrier International

BIENTÔT

Féfé

Mercredi 22 mai

«Le charme des premiers jours», c'est le titre du nouvel album de Féfé. L'ancien membre du Saïan Supa Crew - de son vrai nom Samuël Adebiyi - s'est également fait connaître sur la scène internationale pour son duo avec le rappeur somalien K'naan, leur titre «Wavin' Flag» est devenu l'un des hymnes officiels de la coupe du monde de football de 2010.

Féfé poursuit sa carrière solo et revient donc sur le devant de la scène avec un deuxième album, à découvrir dans la Nouvelle Internationale.



©JMLUBRANO

ÇA S'EST PASSÉ DANS LA MATINALE

Chéri SAMBA

Lundi 13 mai



L'artiste peintre congolais Chéri Samba signe un travel book sobrement intitulé «Paris vu par Chéri Samba» (Editions Louis Vuitton), dans lequel il dévoile les mystères parisiens avec humour et parfois avec un certain sarcasme.

Chéri Samba peint la ville telle qu'il la voit et telle que les Congolais et les Africains qui ne la connaissent pas peuvent l'imaginer.

Interview à réécouter en podcast sur novaplanet.com

nova LE GRAND MIX

Courrier international

A la découverte du judaïsme

POLOGNE — Treize imams originaires de différents pays musulmans – Indonésie, Palestine, Arabie Saoudite, notamment – et des Etats-Unis s'apprêtent à effectuer à partir du 20 mai une visite éducative en Pologne pour mieux connaître l'histoire du peuple juif, informe l'hebdomadaire **Polityka**. Selon le Pr Marshall J. Berger, de l'Université catholique d'Amérique, qui coordonne ce projet, ces imams ont encore trop souvent recours aux *Protocoles des sages de Sion* (un faux rédigé par la police secrète du tsar Nicolas II, qui se présente comme un plan de conquête du monde établi par les Juifs) pour trouver des informations sur le judaïsme. Au programme : visite de l'ancien camp d'Auschwitz ; sur les traces des ghettos de Cracovie et de Varsovie ; rencontre avec des Justes et visite au musée de l'Histoire des juifs de Pologne, récemment inauguré à Varsovie.

Des PDG trop payés

NORVÈGE — Il n'y a pas de corrélation entre le salaire du dirigeant et le bénéfice de l'entreprise, affirme le quotidien norvégien **Aftenposten** en résumant une étude réalisée par KLP, la plus grande compagnie d'assurances du royaume. Celle-ci a analysé les bénéfices et salaires des dirigeants de 25 entreprises cotées à la Bourse norvégienne sur les 14 dernières années. Pour la compagnie d'assurances, qui a elle-même investi plus de 6,5 milliards d'euros dans des entreprises, dont 1,6 milliard dans une centaine d'entreprises norvégiennes, le niveau des salaires devrait être lié à des résultats mesurables afin de motiver les dirigeants. Or, malgré la crise, les salaires des PDG norvégiens ont atteint un niveau record en 2011. *"Cela fait maintenant plusieurs années que nous votons régulièrement contre les salaires de la direction lors des assemblées générales"*, explique Jeanett Bergan, chargée des investissements responsables de KLP.

LE DESSIN DE LA SEMAINE

Ariel Castro : quelque chose en lui de diabolique



ENLÈVEMENTS DE CLEVELAND
Inculpé pour la séquestration et le viol de trois jeunes femmes pendant dix ans à Cleveland, dans l'Ohio, Ariel Castro pourrait aussi se voir accusé de meurtre pour avoir interrompu des grossesses des jeunes femmes. Coutumier de violences et de menaces, il avait été interrogé à huit reprises au moins ces dernières années, mais la police n'avait jamais pu retenir de charges à son encontre. Castro a été arrêté le 6 mai, après qu'une de ses victimes a réussi à s'enfuir de la maison où elle était captive.
↑ *Dessin de* **Nate Beeler** *paru dans* **The Columbus Dispatch**, *Etats-Unis.*

815

personnes ont été canonisées le 12 mai par le pape François à Rome (voir la rubrique "Ils ont dit", p. 10). A cette occasion, le simple et chaleureux Saint-Père a aussi affirmé ses positions – *"très peu libérales"*, souligne le quotidien Le Temps. Il a en particulier appelé solennellement les gouvernements à *"assurer une garantie juridique de l'embryon"*, saluant ceux qui participaient à Rome à une grande marche *"pro-life"*. Quelques jours plus tôt, il avait reçu les supérieures d'ordres féminins du monde entier, ce qui lui avait donné l'occasion de recadrer les religieuses américaines, jugées trop radicales et trop féministes par le Vatican.

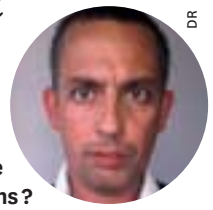
LCI Vu d'ailleurs
avec Christophe Moulin et Eric Chol
En direct vendredi à 17 h 10,
Samedi à 21 h 10, et dimanche 14 h 10 et 17 h 10.

Ibo Ogremen / LCI
L'actualité française vue de l'étranger chaque semaine avec Courrier international

ILS PARLENT DE NOUS

VASILE DAMIAN, responsable de la rédaction en langue roumaine à RFI.

"Roms : une politique injuste"


DR

Quel regard portez-vous sur la politique menée en France vis-à-vis des Roms ?
— Le premier constat, c'est que la situation n'a pas beaucoup changé avec le gouvernement socialiste, contrairement aux promesses électorales de Hollande – ces populations ne seront plus stigmatisées, avait-il dit – et à la circulaire d'août 2012 [qui introduit en principe une large dose d'humanité et de concertation avec le monde associatif dans l'évacuation des campements illicites]. La politique menée à l'égard des Roms est incompréhensible, inexplicable et injuste. Et en plus elle ne mène à rien : les Roms sont toujours là. Depuis dix ans, leur nombre est à peu près stable – entre 15 000 et 20 000. Et plus on continuera comme ça, plus il y aura de tragédies comme l'incendie de Lyon, où trois personnes sont mortes, plus il y aura de conflits avec les populations riveraines.

La conférence de Marine Le Pen devant un campement de Roms le 24 avril, c'est de la provocation ?
— De la provocation assez minable, oui. Quand elle dit qu'elle va tous les expulser, c'est un mensonge, elle le sait très bien – Valls aussi, d'ailleurs, qui est également dans la provocation lorsqu'il affirme que le principal problème vient des Roms, qui ne veulent pas être intégrés. Si les enfants sont scolarisés, si leurs parents voient leurs perspectives d'embauche s'améliorer (comme tous les Roumains et Bulgares, avec la levée des restrictions le 1er janvier 2014), ça ouvrira des perspectives.

Peut-on comprendre la grogne des riverains qui vivent près des campements ?
— C'est un cercle vicieux. Si les Roms n'étaient pas poussés dans les derniers retranchements de leur dignité, si les conditions sanitaires dans lesquelles ils vivent étaient moins horribles, si les communes venaient ramasser leurs poubelles, si les enfants étaient scolarisés comme il faut, si l'Etat, de son côté, luttait contre les mafias et les trafics – car il y en a, c'est vrai, même si ça ne concerne pas la majorité des Roms –, on aurait alors un début de solution.



RENAULT QUALITY MADE

RENAULT CAPTUR. VIVEZ L'INSTANT.
LE NOUVEAU CROSSOVER URBAIN.

Consommations mixtes min/max (l/100 km) : 3,6/5,4. Émissions CO_2 min/max (g/km) : 95/125. Consommation et émissions homologuées. *La vraie.

RENAULT QUALITY MADE : la qualité par Renault. Renault

CHANGEONS DE VIE
CHANGEONS L'AUTOMOBILE

RENAULT

ILS FONT L'ACTUALITÉ

Maria Elizabeth Rocha Teixeira
Juge très civile pour militaires

Elle deviendra l'an prochain présidente du Tribunal supérieur militaire, la plus haute juridiction de l'armée brésilienne. C'est la première fois qu'une femme occupera ce poste.

—Brasileiros (*extraits*)
São Paulo

S'il s'agissait d'un film, elle s'appellerait Juliette. Mais la première femme à siéger au Tribunal supérieur militaire (STM) et qui devrait en prendre la tête en 2014 a pour nom Maria Elizabeth Rocha Teixeira. L'évocation shakespearienne s'explique par sa vie privée : *"Je suis mariée avec Romeu [le général Romeu (Roméo) Costa Ribeiro Bastos], qui est quelqu'un de merveilleux. Et si vous me demandez quelle est la grande victoire de mon existence, je ne pense pas que cela soit d'être devenue la première femme juge dans un tribunal militaire composé d'hommes. C'est d'avoir un mariage heureux."*

Romeu et Beth se sont connus il y a vingt-sept ans, dans la salle des professeurs de l'université Candido Mendes, à Rio de Janeiro. Il était professeur d'algèbre linéaire, elle enseignait le droit constitutionnel. Le couple vit aujourd'hui à Brasilia. A 52 ans, outre ses fonctions au tribunal, Maria Elizabeth est toujours enseignante et suit parallèlement un master à Lisbonne.

Créé en 1808, le STM est la plus ancienne haute instance judiciaire du pays, et c'est certainement celle qui a aujourd'hui la situation la plus confortable en termes de nombre de procès : 1 026 jugements y ont été prononcés en 2011 – contre 100 000 environ dans le cas de la Cour suprême brésilienne. Le STM juge uniquement les délits commis par des militaires, ou ceux dont ils ont été victimes. Nommée par Lula, la juge Beth, comme l'appellent ses collègues, a rejoint les 14 autres juges du tribunal en 2007 [le tribunal est composé de dix juges militaires et cinq juges civils].

Dans sa nouvelle position, la juge ne s'est pas posée en féministe mais elle n'a pas non plus baissé la tête face à ce monde masculin. En octobre 2009, elle a convaincu ses pairs, lors d'un séance plénière, d'accorder à une fonctionnaire de l'armée le droit d'étendre la couverture de sa mutuelle à sa compagne. Cinq mois plus tard, elle est revenue à la charge en défendant l'homosexualité au sein de la grande muette. *"Je me suis inscrite dans le sillage de la pensée du sociologue portugais Boaventura Souza Santos : nous avons le droit de revendiquer l'égalité chaque fois que la différence nous infériorise et nous avons le droit de revendiquer la différence quand l'égalité nous dénature"*, affirme-t-elle. Mais cette fois-ci, elle n'a pas réussi à convaincre les autres juges. *"Je me bats pour le renforcement des garanties et des droits fondamentaux. Je n'hésite pas à revenir sur des décisions de justice quand je considère que ces droits n'ont pas été respectés"*, précise la magistrate.



↓ **Maria Elizabeth Rocha Teixeira.** *Dessin de* **Mikel Casal,** *Espagne, pour* Courrier international.

Le général Raymundo Nonato de Cerqueira préside le STM depuis mars avec la juge Beth comme vice-présidente – l'association d'un militaire et d'un civil à la tête de cette instance fait partie de ses règles de fonctionnement. Etant donné que le général Cerqueira fêtera ses 70 ans en plein mandat, et se verra alors dans l'obligation de prendre sa retraite, la juge Beth prendra sa place entre juin 2014 et mars 2015, devenant ainsi la première femme à présider cette cour. *"Donnons tous les pouvoirs aux femmes, dans l'espoir d'un monde plus égalitaire"*, lance Marco Aurélio Mello, juge du STM. *"Beth joue le rôle de modératrice au STM. Avec le respect qu'elle a conquis, elle parvient à concilier fermeté et rigueur en agissant avec élégance et douceur"*, souligne son amie Kátia Cubel, chef d'entreprise à Brasilia. Et comment affronter ce monde d'hommes ? *"En étant femme !"* répond-elle en se recoiffant. Maria Elizabeth en profite pour évoquer ce qui lui tient à cœur dans son rôle de juge militaire. D'abord, sa fermeté à défendre des jugements progressistes. *"Et puis, l'un de mes projets est de lutter contre la qualification stigmatisante de 'justice corporatiste'. Les statistiques de la justice militaire fédérale montrent sa rigueur dans l'application de la loi pénale."*

En dépit de ses fonctions, la juge Beth continue de profiter de ses loisirs : aller au cinéma, voyager… Une dernière question : *"Quelle est votre idole ?" "Je n'en ai pas. J'ai un grand amour. C'est mieux, non ?"*

—André Michael

ILS/ELLES ONT DIT

PROTECTEUR

"L'indépendance du Soudan du Sud a été bénéfique pour les animaux", estime **Sadiq Mouhamed Qassam Al-Sayed**, porte-parole du ministère du Tourisme, des Antiquités et de la Faune sud-soudanais. (***Sabah el-Kheir,*** Le Caire)

OBSÉDÉ

"[Je défendais] la sexualité des enfants. Pas le sexe avec les enfants. Ça fait une grande différence." Objet d'une campagne qui tente de le faire passer pour un pédophile, l'eurodéputé **Daniel Cohn-Bendit** (Verts) se démarque de l'esprit provocateur de ses jeunes années. Mais il rappelle aussi le conservatisme de l'époque et la seule obsession qui l'habitait alors : une *"obsession antibourgeoise"*. (***Der Spiegel,*** Hambourg)



DR

RATIONNEL

"Je ne peux pas considérer ça comme un miracle, mais comme un fait médical", affirme le professeur **Salvatore Toma**, à propos de la guérison d'une nonne italienne, suivie par son équipe d'oncologues entre 1979 et 1982. Le Vatican vient de canoniser les 800 martyrs d'Otrante (tués par les Turcs en 1480 pour avoir refusé de se convertir à l'islam), dont certaines des reliques se trouvaient dans le lit de la religieuse hospitalisée. (***La Repubblica,*** Rome)

DISTENDUE

"Après mon accouchement, j'avais l'air d'un sharpeï." La chanteuse colombienne **Shakira**, maman depuis janvier, se compare à ce chien de race chinoise, reconnaissable à sa peau formant une multitude de plis. (***The Daily Mail,*** Londres)

SÉLECTIF

"Ce n'était pas une attaque raciste : nous avons les mêmes origines et nous échangerions volontiers 500 000 musulmans contre 500 000 émigrés polonais", explique **Simon Darby**, porte-parole du Parti national britannique (BNP). Ce parti a distribué des tracts antipolonais à Maryport, une petite ville du nord-ouest de l'Angleterre, lors de la campagne électorale pour les régionales en Cumbrie. (***Gazeta Wyborcza,*** Varsovie)



DR

VOTRE ASSURANCE PROPOSE-T-ELLE LES MEILLEURS SERVICES AUTO ?





En cas de panne ou d'accident,

AXA est N°1 du service remorquage auto sur

Quialemeilleurservice.com

Parce que pour 2 Français sur 3, être dépannés rapidement est un service prioritaire*, AXA s'engage à vous remorquer en moins d'une heure, 24/24 h, 7/7 j, partout en France métropolitaine, en cas d'accident, de panne, de crevaison ou même de simple erreur de carburant. En cas de retard, AXA vous indemnise de 30 euros !

Consultez les autres services sur Quialemeilleurservice.com

Rendez-vous sur
Quialemeilleurservice.com

réinventons / notre métier

AXA

* Source Ipsos 2012.

Classement au 21/12/2012 sur le site Quialemeilleurservice.com édité par AXA France. Service valable en France métropolitaine et soumis à conditions. AXA France IARD. SA au capital de 214 799 030 € - 722 057 460 RCS Nanterre - AXA Assurances IARD Mutuelle. Société d'assurance mutuelle à cotisations fixes contre l'incendie, les accidents et les risques divers. Siren 775 699 309 - Sièges sociaux : 313 terrasses de l'Arche 92727 Nanterre Cedex. AXA Assistance France Assurances. SA au capital de 7 275 660 € - 451392724 RCS Nanterre. Siège social : 6 rue André Gide 92320 Châtillon. Entreprises régies par le Code des Assurances.

CONTROVERSE

Faut-il autoriser le suicide assisté ?

Déjà permise dans plusieurs pays, l'aide à mourir dans la dignité fait l'objet de débats et projets législatifs dans de nombreux pays, y compris la France. Mais les oppositions restent fortes, et pas seulement pour des questions de morale religieuse.



↓ *Dessin de* **Mix & Remix** *paru dans* **L'Hebdo,** *Lausanne.*

OUI

Une liberté bénéfique

—The Economist *(extraits) Londres*

L'aide au suicide, déjà légalisée dans sept pays ou Etats [Suisse, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg et aux Etats-Unis dans l'Oregon, le Montana et l'Etat de Washington], fait l'objet de débats en Nouvelle-Zélande, au Québec, en Australie et en Grande-Bretagne. Espérons que la tendance actuelle à la libéralisation se poursuivra, car il est grand temps de reconnaître le droit de mourir paisiblement à tous ceux qui ne connaissent que souffrance dans les derniers temps de leur vie.

Cette libéralisation reflète une évolution de l'opinion publique. L'idée selon laquelle chacun doit pouvoir décider de sa vie et de sa mort a fait son chemin, et, avec la laïcisation et la couverture médiatique d'affaires particulièrement délicates, elle a contribué à faire pencher la balance en faveur du suicide assisté. Des sondages réalisés dans l'ensemble du monde occidental montrent que les peuples approuvent largement cette option. La résistance reste cependant très marquée chez certains groupes. La plupart des institutions religieuses estiment ainsi que seul Dieu, qui a donné la vie, peut la reprendre. De même, alors que nombre de médecins prônent une libéralisation de l'euthanasie active, leurs ordres professionnels y sont généralement opposés, au prétexte qu'elle est contraire au serment d'Hippocrate, par lequel le corps médical s'est engagé à *"ne pas faire de mal"*. D'autres encore, plus nombreux, craignent qu'en légalisant l'aide au suicide pour les malades en phase terminale on ouvre une brèche susceptible de déboucher sur une vague d'homicides. Ces objections ne résistent pas à l'analyse. On ne peut en effet laisser le point de vue de groupes religieux restreindre les libertés de ceux qui ne partagent pas leurs croyances. Ensuite, la définition de la notion de "mal" est sujette à débat. Enfin, dans aucun des pays qui ont dépénalisé l'aide à la fin de vie, il n'y a eu d'"épidémie" de suicides : en Suisse, où elle est autorisée depuis 1942, elle ne représente pas plus de 0,5 % de l'ensemble des décès enregistrés chaque année dans le pays. Enfin, il faut opposer à la faiblesse de ces objections l'immense bénéfice de ce geste, qui permet à des personnes en grande souffrance d'obtenir de l'aide pour abréger leur supplice.

La plupart des juridictions qui ont légalisé le suicide assisté réservent exclusivement ce recours à des malades en phase terminale. En tant que journal de sensibilité libérale, *The Economist* ne peut que s'associer à cette approche. Tout individu devrait être libre de décider du cours de sa vie – et, partant, de la façon dont il veut mourir.

Cependant, rendre le suicide plus facile qu'il ne l'est déjà à ceux qui ne sont pas en phase terminale d'une maladie comporte une part de risque. Pour les dépressifs, par exemple, l'angoisse psychologique peut rendre l'existence intolérable, mais la dépression est un état transitoire qui peut disparaître. De même, les personnes âgées peuvent parfois être tentées de céder à la pression d'un entourage familial impatient d'en finir, qui estime que l'argent consacré aux soins des grands-parents serait mieux investi dans l'éducation des petits-enfants.

Le suicide assisté peut en revanche épargner un calvaire aux malades en fin de vie et à leur famille. Autant d'arguments qui devraient porter tous les Etats à libéraliser leur législation. Pour les individus qui parviennent au terme de leur vie naturelle, le simple fait de savoir qu'ils peuvent rendre leur dernier souffle sans passer par les affres de l'agonie est un grand bienfait.—

france culture
LES ENJEUX INTERNATIONAUX
Thierry Garcin et Eric Laurent
6h45/6h57 du lundi au vendredi
dans *Les Matins de France Culture*
en partenariat avec Courrier international
franceculture.fr

NON

"Je veux être un fardeau pour mes proches"

—The Guardian *(extraits) Londres*

Dans ce débat, je suis pour ainsi dire du mauvais côté du manche. Un sondage YouGov publié [au Royaume-Uni] fin avril montre de façon convaincante que l'opinion publique partage très largement l'idée que nous avons le droit de choisir le moment de notre mort. Les médecins ne sont pas d'accord, pas plus que les parlementaires ni le clergé. Pourtant, même les chrétiens pratiquants se disent aujourd'hui partisans du suicide assisté.

Je suis persuadé que la législation suivra bientôt. Les individus réclament aujourd'hui le droit de mourir vite, sans souffrir, dans leur sommeil et avant de devenir un fardeau pour leurs proches. C'est ce qu'il est convenu d'appeler *"une belle mort"*.

Je souhaite opposer à cela un autre son de cloche, minoritaire. Moi, je veux être un fardeau pour mes proches et je veux qu'eux aussi soient un fardeau pour moi – car c'est exactement ce que signifie s'occuper les uns des autres. Je sais bien entendu que chacun est terrifié à l'idée scandaleuse de passer de vie à trépas et, plus généralement, d'être malade. L'idée d'avoir quelqu'un qui nous essuie le derrière, fasse notre toilette, supporte nos délires incohérents et nos sautes d'humeur est une menace au sentiment d'autonomie individuelle auquel nous tenons tant.

Or c'est là que le modèle libéral d'autodétermination individuelle atteint ses limites. Car, à partir du moment où nous nous trouvons dans un tel état de vulnérabilité, nous n'avons d'autre choix que de nous laisser aimer et dorloter par nos proches. Dès lors que l'on se retrouve alité dans ses propres excréments sans pouvoir se prendre en charge, on rompt avec le pernicieux adage cartésien *"Je pense, donc je suis"*.

Car aucun de nous n'est un cerveau dans une cuve. Nous ne sommes pas des identités intellectuelles autonomes et solitaires passant avec les autres des alliances provisoires pour n'en retirer qu'un bénéfice mutuel à court terme. Mon existence est fondamentalement liée à la tienne. Bien sûr que je peux faire ta toilette. Bien sûr que je te tiendrai la main toute la nuit. Allons, tais-toi et cesse de dire que tu es un fardeau. Je t'aime. T'aimer, c'est ça justement. Et il y a forcément là quelque chose d'extraordinairement beau.

Cela étant, je n'ai aucun goût pour la douleur en soi. Et je peux même imaginer avaler un jour une quelconque mixture si la souffrance devient réellement intolérable. Je comprends. Et je comprends même qu'aider les autres à le faire peut parfois être un acte de miséricorde.

Mais il est tout aussi juste de réfuter l'idée communément admise selon laquelle atténuer la douleur ne pose aucun problème. Car la souffrance fait tellement partie de la vie qu'en la supprimant on risque également de supprimer une grande part de tout ce que nous tenons pour si précieux. A vouloir sans cesse se prémunir contre la douleur, on en vient aussi à passer à côté de beaucoup d'aspects merveilleux de la vie.

Enfin, la "belle mort" contemporaine est telle que le mourant lui-même n'a pas pleinement conscience de partir. Qu'advient-il alors du besoin de demander pardon et de remercier ses proches ? Tout se passe comme si nous voulions mourir sans vraiment savoir que nous mourons.

Cet état d'esprit s'explique en grande partie par notre peur de la mort – peur amplifiée par les faux-semblants que nous entretenons en occultant la mort.

Si l'euthanasie me pose problème, ce n'est pas parce que c'est une façon immorale de mourir, mais parce qu'elle puise sa justification dans un mode de vie empreint de peur.

—Gilles Fraser

Official Sponsor · Developed with · Powered by









Nouvelle Ducati Multistrada 1200 S avec suspensions Skyhook, à partir de 19 990 € TTC

Touring meets passion*

*Quand tourisme et passion se rencontrent

d'un continent à l'autre. amériques

Amériques 14
Asie 20
Moyen-Orient 24
Afrique 28
Europe 30
France 34

Etats-Unis. Le Vermont rêve toujours de faire sécession

Dans ce petit Etat du Nord-Est, des intellectuels de gauche sont engagés dans un mouvement sécessionniste contre le capitalisme et *"l'empire américain"*.



↙ *Dessin de* **Falco,** *Cuba.*

—The American Prospect *(extraits)*
Washington

En septembre 2012, une soixantaine de Vermontais se sont rassemblés à la Chambre des représentants de Montpelier, capitale de l'Etat, pour célébrer l'*"esprit d'indépendance"* du Vermont et discuter de leurs objectifs de *"viabilité environnementale, justice économique et autodétermination"*. Le président de la Chambre leur avait prêté les lieux gratuitement pour la journée. Rob Williams, un éleveur de yacks et professeur de journalisme diplômé de Princeton, a ouvert la conférence en énonçant un certain nombre de *"dures réalités"*. Dans le contexte de la double crise mondiale du pic pétrolier et du réchauffement climatique, les Etats-Unis sont devenus *"un empire à la dérive,* a-t-il affirmé, *un pays insensible aux besoins, aux préoccupations et aux désirs des citoyens ordinaires"*.

Autodétermination. Vêtu d'un tee-shirt portant l'inscription *"Les Etats-Unis hors du Vermont"*, Rob Williams ne prônait pas une révolution, mais plutôt une sécession. *"Une sécession non violente, la séparation d'avec l'empire et l'exercice de notre droit à l'indépendance, un droit foncièrement américain, exprimé pour la première fois dans la Déclaration d'indépendance, qui demande aujourd'hui à être réétudié."* Le Vermont, a-t-il précisé, est l'un des trois seuls Etats, avec le Texas et Hawaii, à avoir été une république indépendante – de 1777 à 1791 dans son cas – et il est *"particulièrement bien placé pour conduire le débat national sur l'autodétermination"*.

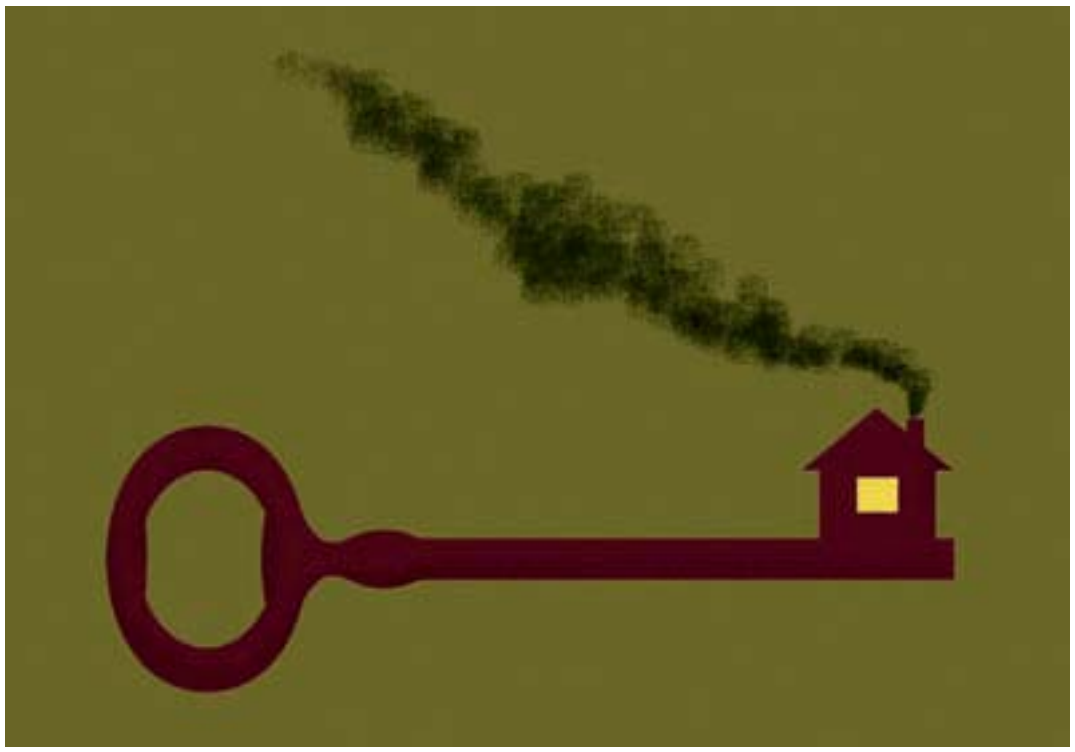
M. Williams et ses amis – qui ne forment pas tout à fait un mouvement mais plutôt *"un réseau d'observateurs critiques"* – réclament la sécession depuis 2003. Ils se sont déjà rassemblés à la Chambre des représentants en 2005, puis en 2008, pour faire passer leur message. Le Vermont n'est toujours pas indépendant, mais les sécessionnistes, qui appellent de leurs vœux une *"seconde république du Vermont"*, ont acquis une certaine notoriété et une influence modeste au sein de l'Etat.

Sur la liste des intervenants figurait Lierre Keith, une féministe écologiste, qui déclara : *"le capitalisme est littéralement fou"*, et appela de ses vœux l'effondrement de la civilisation industrielle ; un homme coiffé d'un keffieh parla avec beaucoup d'enthousiasme d'un paysan du Vermont qui, en butte aux tracasseries policières que lui avait values sa consommation de marijuana, avait fini par se rendre en ville en tracteur et par écraser sept voitures de police ; un musicien chanta un morceau intitulé *Totalitarian Democracy* [la démocratie totalitaire] ; un acteur vêtu d'un sarrau et de bottes à la mode du XVIIIe siècle interpréta le personnage d'Ethan Allen, le soldat laboureur qui a mené la guerre de Sécession du Vermont en 1777 ; et une troupe de danseuses de la compagnie radicale Bread and Puppet, entièrement vêtues de blanc, déclamèrent des poèmes sur la *"gymnastique des insurgés"*.

Le principal orateur de la matinée, l'historien Morris Berman, reprit certaines idées de son dernier ouvrage *Why America Failed* [Les raisons de l'échec américain]. *"Le principal objectif de la civilisation nord-américaine est et a toujours été une économie en constante expansion – l'abondance – et une innovation technologique sans fin – le progrès."* C'est ce qui a fait de nous *"un pays de battants,* [...] *un peuple obnubilé par la réussite"*. Fondée sur l'illusion d'une croissance continue – ce qu'on appelle le rêve américain –, cet esprit conquérant, cet instinct de possession sans limites, produit une instabilité et des crises permanentes. *"Un pays de battants,* conclut Morris Berman, *est voué à l'échec ; il ne peut en être autrement."*

Rob Williams hochait la tête en signe d'approbation. *"Seul le Vermont autorise ce genre de rassemblements dans les murs de son assemblée législative"*, m'a t-il confié.

Depuis l'élection de Barack Obama, la sécession n'est quasiment plus qu'une vieille divagation de la droite, soutenue par des nationalistes texans, des nostalgiques des Etats confédérés d'Amérique, des partisans de la suprématie de la race blanche et des fous de la gâchette. Pourtant, l'Etat du Vermont, pays de mangeurs de muesli qui votent à gauche et roulent en Subaru, a lui aussi son mouvement sécessionniste qui, très actif durant les années Bush, a continué à se manifester après l'arrivée au pouvoir d'Obama. Insensible aux étiquettes, il accueille indifféremment dans son giron bûcherons et professeurs, socialistes, libertaires et anarchistes, anciens républicains et ex-démocrates, chauffeurs de poids lourds, instituteurs et serveuses, étudiants, artistes, musiciens et poètes, agriculteurs, chasseurs et hommes des bois aux cheveux en broussaille. Le programme du mouvement, qui a été lu pendant la conférence, proclame : *"Des méga-multinationales et un Etat tentaculaire nous contrôlent par le biais de l'argent, des marchés et des médias, sapant notre volonté politique, nos libertés civiles, notre mémoire collective et nos cultures traditionnelles."* Et il conclut : *"Citoyens, souscrivez à ce programme*



↓ *Dessin de* **Falco,** *Cuba.*

en participant à l'honorable tâche de rejeter l'empire américain immoral, corrompu, décadent, agonisant et à la dérive et en œuvrant à sa prompte et pacifique dissolution avant qu'il ne nous entraîne tous dans sa chute."

Au beau milieu de la conférence, Steven Howard, un avocat à lunettes qui s'était présenté comme *"un militant pour la liberté"*, monta sur le podium et cria : *"Libérons le Vermont !"* Devant la tiède réaction du public, il reprit encore plus fort : *"Libérons le Vermont !"* Cette fois, il y eut des acclamations et des applaudissements. Quand le calme revint, il demanda : *"Mais comment ?"* Il n'y eut pas de réponse, bien que ce fût la question centrale.

Le moins qu'on puisse dire c'est que les Vermontais n'ont pas massivement pris parti pour la sécession : aucun manifestant n'a encore brûlé le drapeau américain à Burlington ou à Montpelier. Dans les sondages réalisés au cours des cinq dernières années, seulement 13 % des électeurs du Vermont ont exprimé leur soutien à cette cause. En 2010, les neuf candidats sécessionnistes qui se sont présentés à l'élection du gouverneur ont tous été battus.

Quand les interventions se sont interrompues pour le déjeuner, j'ai demandé à Morris Berman ce qu'il pensait des orateurs et de leurs intentions. *"Il n'y a aucune chance qu'une sécession se produise dans les conditions actuelles*, me dit-il. *Je suis historien. Je m'intéresse à ce qui est possible. Si le Vermont faisait sécession, l'armée serait à Burlington [la plus grande ville de l'Etat] en deux heures."* Pourtant il reste optimiste. Selon lui, les habitants du Vermont sont en train de réinventer la sécession. Ce ne sera pas une simple rébellion politique ni une querelle de clochers, mais une révolte contre l'économie impérialiste, un pas vers l'indépendance économique.

Le premier homme à avoir prôné la sécession dans l'histoire récente est Frank Bryan, un professeur de sciences politiques de l'université du Vermont, qui, en 1987, a publié un récit humoristique sur la séparation de l'Etat sous le titre *Out ! The Vermont Secession Book* [Dehors ! Le livre de la sécession du Vermont].

"Dans le Vermont, explique-t-il, *il y a une communauté de gens opposés aux vastes et lointaines administrations qui leur disent comment vivre leur vie. C'est la communauté des partisans de la décentralisation de la droite libertarienne et de ce que j'appellerais la gauche communautariste. La droite s'oppose à un gouvernement interventionniste et la gauche, au grand capital. Ce qu'ils veulent, c'est un gouvernement à échelle humaine."*

Thomas Naylor, un autre professeur qui, en 1993, s'est retiré dans un village proche de Burlington après avoir enseigné l'économie pendant trente ans à l'université Duke, a repris l'idée de sécession de Frank Bryan. En 2003, il a fondé un groupe de réflexion, baptisé Second Vermont Republic, qui a pour mission de *"s'opposer à la tyrannie du gouvernement, au monde des affaires et à la mondialisation"* et qui a très vite compté plusieurs centaines de membres. *"Le temps est venu de nous rebeller pacifiquement contre l'empire américain en reprenant le contrôle de notre vie à un gouvernement tentaculaire, au grand capital, aux grandes villes, aux grandes universités et aux vastes réseaux informatiques"*, écrivait Thomas Naylor en 2008 dans son livre *Secession*.

Mort en décembre 2012 à l'âge de 76 ans, cet homme incarnait le combat pour la sécession du Vermont. Il représentait la cause sécessionniste sur les chaînes câblées et à la radio publique. Au cours d'une interview donnée en 2009 à la télévision d'Etat iranienne, il a assuré aux Iraniens, ravis d'entendre un Américain invectiver le Grand Satan, que les Etats-Unis étaient *"aux mains des grandes entreprises et de Wall Street"*. Pour Thomas Naylor, le mouvement sécessionniste devait transcender le clivage gauche-droite. *"Les progressistes comme les conservateurs ont en commun leur soif de grandeur et de pouvoir – un gouvernement tentaculaire et de grandes entreprises*, disait-il, *Ils cherchent à posséder, à contrôler et à manipuler l'argent, les gens et la richesse matérielle. Barack Obama est un George W. Bush en plus bronzé, avec une meilleure diction, et sans le rictus."*

En 2007, après avoir vu Thomas Naylor sur Fox News, Dennis Steele, un Vermontais de la cinquième génération issu d'une famille d'ouvriers, lui a écrit qu'il voulait rejoindre la cause sécessionniste. Ce bel homme au physique robuste avait servi dans l'armée américaine, s'habillait en vêtements de chantier, conduisait un pick-up, buvait du sirop d'érable au petit-déjeuner et chassait le cerf. Sur le conseil de Naylor, il s'est porté candidat au poste de gouverneur à l'élection de 2010, mais n'a recueilli que 1 % des suffrages.

L'été de cette année-là, j'avais loué une chambre au *Gathering Inn*, minuscule pension du Vermont située à Hancock, au pied des Green Mountains, et tenue par une femme joviale de 67 ans dénommée Kathleen Byrne. *"Mon Dieu, si seulement on pouvait se séparer tout de suite !"*, me dit-elle quand je l'interrogeai sur la sécession. Sur sa propriété, elle avait un élevage de poulets, des arbres fruitiers et un jardin potager qui lui permettaient de nourrir sa famille et ses clients, elle avait aménagé une serre qui lui assurait des produits tout au long de l'année. *"Une indépendance bien modeste*, me dit-elle, *mais appréciable car elle est palpable."*

"Le temps est venu de nous rebeller pacifiquement contre l'empire américain"

Biens communs. Quelques jours plus tard, durant la parade du 4 juillet [jour de la fête nationale américaine] à Montpelier, j'ai suivi une vingtaine de sécessionnistes – Thomas Naylor et Rob Williams en tête – qui brandissaient une banderole portant l'inscription *"Deux cents ans, ça suffit !"* Derrière les sécessionnistes venaient des Shriners [société maçonnique] avec leurs karts et leurs étranges coiffes, et devant, un énorme char décoré de rouge, de blanc et de bleu représentant les intérêts de la Community National Bank, dont les membres étaient déguisés en Betsy Ross [celle qui a confectionné le drapeau américain en 1777], en statue de la Liberté et en George Washington. J'ai demandé au personnage de Washington, qui était en fait le vice-président de la banque et s'appelait Steve Gurin, ce qu'il pensait de la bande de sécessionnistes derrière lui. Après un grand éclat de rire, il s'est exclamé : d'où tirerions-nous nos revenus ? Comment survivrions-nous ? *"On serait tout seuls*, conclut-il, *et on ne peut pas se nourrir de neige !"*

J'avais souvent interrogé Naylor sur ces préoccupations légitimes. Il était peu enclin à s'étendre sur les détails. *"J'imagine qu'un Vermont libre ressemblerait beaucoup à l'ancien Vermont*, m'a-t-il dit, *à ceci près que nous ne tuerions pas des femmes et des enfants et que nous ne soutiendrions pas l'empire."* Quelle genre de devise utiliserait la nouvelle république ? *"Oh, nous garderions le dollar ou nous adopterions peut-être l'euro ou la monnaie canadienne."* Qu'en serait-il de la retraite, des soins aux personnes âgées, de l'assurance maladie, de l'infrastructure actuellement financée par le gouvernement fédéral – les ponts, les routes, les autoroutes reliant le Vermont aux autres Etats ? Le Vermont libre trouverait des solutions en temps opportun.

Ce même après-midi, après la parade, je me suis rendu à la ferme de Rob Williams, située à la périphérie de Waitsfield. Les yacks meuglaient et Rob se servait d'un long bâton de bois pour les faire avancer sur le flanc de la colline. Le Vermont indépendant, tel que Rob Williams me l'a décrit, ne tombera pas dans l'autarcie. Il ne fermera pas ses frontières, ne mettra pas fin à ses échanges. L'idée est de commencer par mettre plus d'indépendance là où c'est faisable. Si la sécession n'est pas possible, ses défenseurs trouveront d'autres moyens de rompre avec la *"corporatocratie"*. *"Les trois piliers de l'indépendance sont l'alimentation, le combustible et la finance*, m'a expliqué Rob Williams. *Compte tenu du pic pétrolier, il serait peut-être judicieux de réfléchir à la manière de réduire notre dépendance à des systèmes engendrant des gaspillages sur les plans énergétique et social, de produire davantage de denrées alimentaires et d'énergie localement, autrement dit en toute indépendance, d'avoir davantage de banques locales pour proposer des crédits locaux et des capitaux pour produire localement des denrées et de l'énergie."*

Le lendemain, nous avons abordé la question des biens communs, une idée fondamentale dans la conception économique de l'indépendance de Rob Williams. Il a

Repères



COURRIER INTERNATIONAL

SOURCE

THE AMERICAN PROSPECT

Washington D. C., New York
Bimensuel, 38 000 ex.
www.prospect.org

"Libéral, progressiste ou bien encore gaucho", ainsi se définit ce magazine fondé en 1990 en réaction à la poussée des conservateurs dans la décennie précédente. Il s'intéresse surtout à la vie politique américaine, mais aborde également les grandes questions de politique étrangère. Ses enquêtes fouillées et bien écrites, ainsi que ses signatures prestigieuses, ont fait sa réputation.

désigné d'un geste l'eau, le soleil, l'air, les grands arbres : *"Voilà les biens communs."* Ce concept tire son origine du droit civil romain, codifié dans les *Institutes* de l'empereur Justinien, qui stipulaient qu'en vertu du droit naturel, des éléments comme l'air, l'eau courante et la mer sont des biens communs à toute l'humanité.

Le premier pas vers l'indépendance consisterait donc à assurer des biens communs aux habitants du Vermont. Quelques mois après la conférence de Montpelier, Rob Williams m'a invité à une réunion stratégique du conseil d'administration de Vermont Commons, coopérative d'information à but non lucratif. Parmi les dix membres du conseil figuraient Robert Wagner, consultant en logiciels de la société informatique Oracle, et Gaelan Brown, expert en marketing et employé de l'organisation à but non lucratif 1 % pour la Planète. Le thème de la réunion était la trinité denrées alimentaires-combustibles-finances.

L'un des sujets évoqués fut l'instauration d'une société de transition, *"un radeau vermontais"*. Puis la conversation porta sur la souveraineté alimentaire. Le Vermont importe aujourd'hui 95 % de ses denrées. Les sécessionnistes se sont engagés à inverser la tendance en créant plusieurs dizaines de milliers d'emplois dans l'agriculture et la distribution alimentaire.

Le Vermont importe également 100 % de ses combustibles fossiles, dont 700 millions de dollars par an de propane et de fioul. Gaelan Brown m'a assuré que les 250 000 foyers de l'Etat pourraient se chauffer intégralement au bois s'ils utilisaient 4,34 millions de stères par an sur les 424 millions de stères renouvelables que représentent les forêts du Vermont. Il a calculé que l'Etat pourrait produire 70 % de son électricité en combinant solaire, éolien, biomasse et hydraulique.

Les sécessionnistes envisagent aussi d'instaurer un système proposant des services bancaires et des crédits à des taux d'intérêt proches de zéro. Selon eux, une banque publique pourrait *"fournir des fonds à taux réduit aux citoyens tout en mettant fin au monopole des usuriers"*.

Il m'a semblé que le changement réclamé par les sécessionnistes allait au-delà de la simple relocalisation et que c'était un véritable défi historique. La croissance pour la croissance est une illusion suicidaire, nous disaient-ils. La solution est une austérité relative, qui suppose que les gens vivent selon leurs moyens. Autrement dit, le rêve américain doit mourir et ce sont les Américains qui doivent le tuer. Mais ce langage est contraire à la nature même de l'expérience euro-américaine. C'est le langage de la pénurie et, avec leur discours honnête, je me suis demandé si les sécessionnistes n'allaient pas se passer la corde au cou.

La veille des élections du 6 novembre, le candidat sécessionniste Robert Wagner s'est rendu dans le village de Hancock pour mobiliser les électeurs. Sur le pas de sa porte, un vieil homme lui a raconté que son neveu avait été tué en Afghanistan. Wagner a répondu : *"Nous sommes entraînés dans des guerres à l'autre bout du monde, alors que ça n'a aucun sens. Le problème, ce n'est pas le terrorisme, c'est le pétrole. Les gens de Washington ne pensent pas au peuple. Nous aurions peut-être avantage à nous séparer pour former notre propre pays."*

Une semaine après l'élection, j'ai appelé Robert Wagner pour connaître les résultats. Il avait perdu pour la deuxième fois, mais il avait emporté 18 % des suffrages dans son district, soit 4 fois plus qu'en 2010, et il avait gagné à Hancock. Il compte bien se représenter en 2014.

—Christopher Ketcham

france culture

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Christine Ockrent et les meilleurs experts nous racontent le monde
Chaque samedi de 12h45 à 13h30

franceculture.fr

En partenariat avec Courrier international

GUATEMALA

Ríos Montt condamné : un grand pas pour l'humanité

Le procès de l'ex-dictateur constitue un exemple pour le monde entier.



↑ *Dessin de* **Martirena,** *Cuba.*

—El Faro *San Salvador*

La condamnation pour génocide du général Efraín Ríos Montt crée un précédent historique dans la lutte pour les droits de l'homme, pour la dignité des victimes et contre l'impunité. Jamais dans l'histoire de l'humanité un ancien chef d'Etat n'avait été jugé pour génocide dans son propre pays, et encore moins reconnu coupable. Ce pas en avant sur le chemin qui mène de la barbarie à l'Etat de droit s'est effectué dans l'un des pays du monde où l'on pouvait le moins l'imaginer : le Guatemala. Le courage d'une juge, la compétence d'un procureur et de son équipe, l'accompagnement de la communauté internationale et la faible légitimité politique de l'accusé ont permis que cette journée historique s'achève sur l'emprisonnement d'un général autrefois intouchable. Condamné pour génocide et crimes contre l'humanité.

En réalité, ce procès n'était pas celui d'un homme, mais celui d'un pays tout entier. Les victimes appartenaient à des communautés indiennes jusqu'alors tenues à l'écart de la justice. Elles ont été entendues devant la première juridiction guatémaltèque, respectées comme plaignantes, reconnues dans leur personnalité juridique. Elles ont obtenu un jugement rapide et dans les règles.

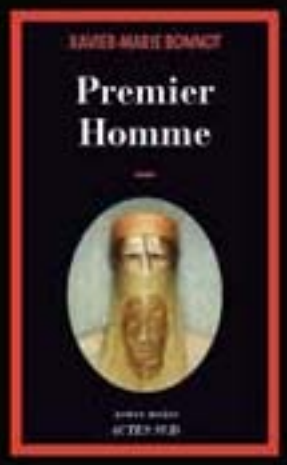
Demain, la défense de Ríos Montt fera appel et il faudra sans doute encore une longue procédure avant que ne soit prononcée la sentence définitive. Celle de la juge Yassmín Barrios sera peut-être annulée. Il n'en reste pas moins que, juridiquement, devant un tribunal, il a été établi que le Guatemala a connu un génocide planifié et ordonné par l'état-major militaire commandé par le général Efraín Ríos Montt entre 1982 et 1983. Et ce fait est ineffaçable.

Il est encore trop tôt pour mesurer les répercussions de ce jugement, mais on peut d'ores et déjà affirmer qu'il ouvre la voie à la réconciliation de la société guatémaltèque grâce à la reconnaissance des atrocités commises dans le passé. Grâce à cette décision de justice, on peut s'attendre à une participation des Indiens au débat public et aux prises de décision, car on a commencé à respecter leurs droits et à les reconnaître comme étant partie intégrante d'une nation multiculturelle et multiethnique. Mais, surtout, l'impunité vient de perdre une bataille décisive.

Pendant une pause du procès, le général Ríos Montt a déclaré : *"Quand on prend des décisions, on ne réfléchit pas forcément aux conséquences, mais on fait quand même ce qu'on doit faire."* La première conséquence de ce jugement, c'est qu'aucun chef d'Etat ne pourra plus prendre de décisions en étant sûr que la justice ne le rattrapera jamais. C'est une grande première, notamment en Amérique centrale, où les criminels de guerre sont protégés par des systèmes qui assurent leur impunité. L'onde de choc guatémaltèque n'atteindra peut-être pas dès demain le Salvador, mais elle doit déjà faire frémir les criminels de guerre. Et elle représente un défi pour notre propre système judiciaire, qui a protégé ces criminels au nom des accords de paix. Le Guatemala est aujourd'hui un exemple à suivre : il a fait un grand pas qui vaut pour toute l'humanité.—

Contexte

Le verdict est tombé le 10 mai : l'ex-dictateur Efraín Ríos Montt, âgé de 86 ans, a été condamné à cinquante ans de prison pour génocide et à trente ans pour crimes de guerre, soit au total quatre-vingts ans de prison. Efraín Ríos Montt a gouverné le pays en 1982-1983, à la suite d'un coup d'Etat et au plus fort de la guerre civile qui a dévasté le pays et fait plus de 200 000 morts entre 1960 et 1996. Ríos Montt a longtemps échappé à la justice. Son procès, qui s'est ouvert le 19 mars, a été suspendu le 18 avril pour vice de procédure, avant de reprendre le 7 mai. Le général était accusé d'être responsable du massacre par l'armée de 1 771 Indiens Mayas de l'ethnie Ixil dans le département de Quiché. Plus de 98 témoins ont témoigné à la barre des atrocités dont ils ont été victimes alors que l'armée pratiquait la politique de la terre brûlée contre les Indiens, accusés de collaborer avec la guérilla. Ríos Montt comparaissait en même temps que l'ancien chef des services secrets, José Mauricio Rodríguez, qui a été acquitté.



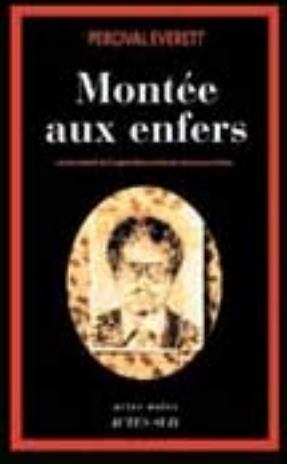












CHERCHEZ L'INTRUS !

UN LIVRE NE FAIT PAS PARTIE DE LA COLLECTION ACTES NOIRS. LEQUEL ?

JOUEZ ET GAGNEZ SUR :
actes-sud.fr • facebook/actes noirs • application actes noirs disponible gratuitement sur l'Apple Store et Google Play

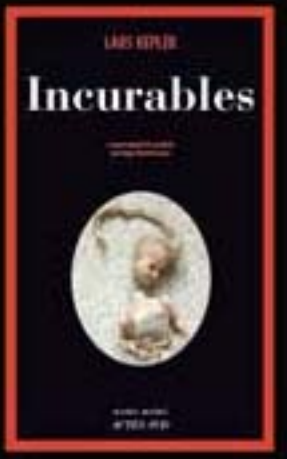


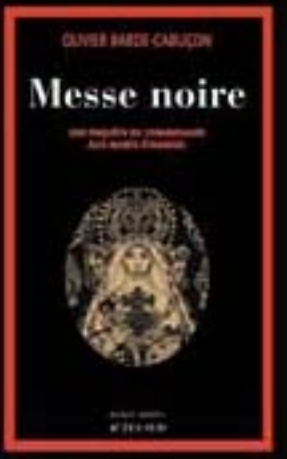








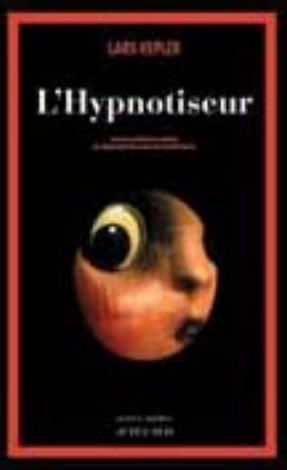




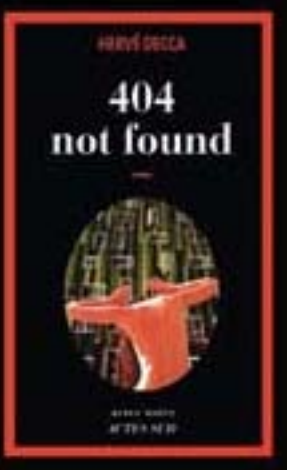






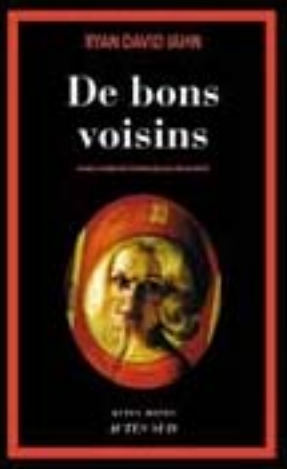
















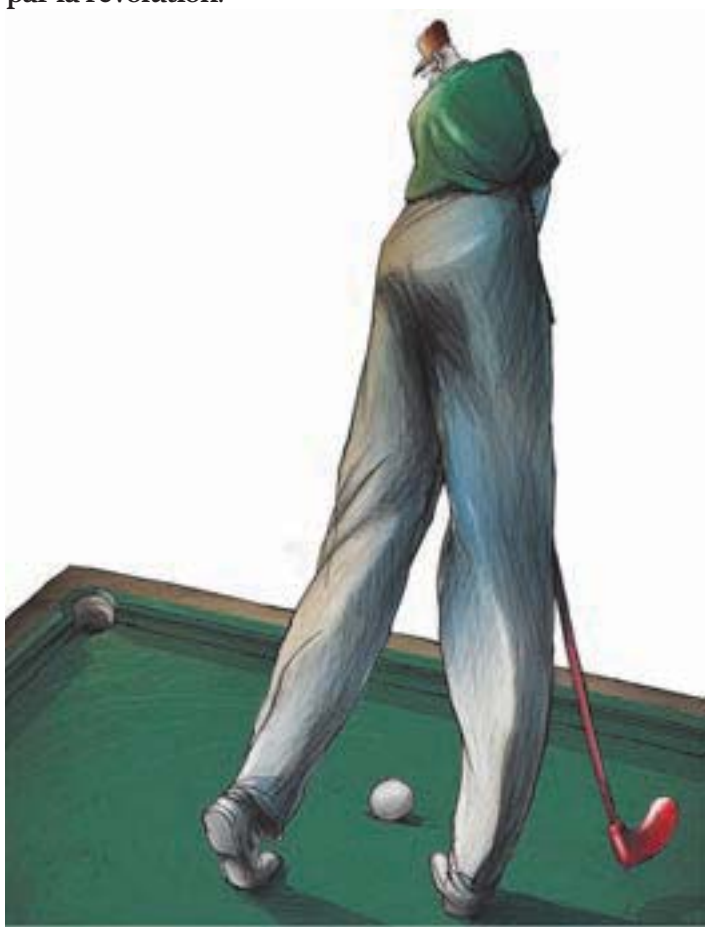
actes noirs
ACTES SUD

En partenariat avec 13 RUE

CUBA

Le fils Castro, un rouge sur le green

La victoire de l'un des fils de Fidel à la Coupe de golf de Montecristo pourrait attirer les investisseurs mondiaux vers ce sport autrefois honni par la révolution.



↓ *Dessin de* **Boligán** *paru dans* **El Universal,** *Mexico.*

—El País (*extraits*) *Madrid*

Antonio Castro, l'un des cinq fils de Fidel Castro, ressuscite le golf à Cuba. Cinquante ans après la célèbre partie de golf parodique disputée par son père et Che Guevara afin de tourner en ridicule Eisenhower (1953-1961), alors président des Etats-Unis et grand amateur de golf, Antonio Castro Soto del Valle vient de remporter la cinquième édition de la Coupe de golf de Montecristo, qui a eu lieu [du 25 au 27 avril] dans la station balnéaire de Varadero [à l'est de La Havane]. Cent joueurs provenant de quinze pays comme les Etats-Unis, le Canada, le Japon, la France, le Royaume-Uni ou encore l'Espagne y participaient.

Quel que soit l'attachement d'Antonio Castro, 44 ans et médecin orthopédiste, pour cette discipline bannie par la révolution de 1959, sa participation à ce championnat international sert avant tout un objectif commercial. Cuba a en effet approuvé il y a deux ans seize projets conçus pour les touristes à fort pouvoir d'achat, comprenant notamment des parcours de golf, des ports de plaisance pour accueillir les yachts, ainsi que la construction et la vente de résidences de luxe et de locaux commerciaux.

La fin d'une époque. Qui mieux que le fils de Castro démontrant la puissance de son swing pouvait convaincre les investisseurs étrangers du sérieux de ces projets ambitieux et marquer la fin d'une époque ? La célèbre partie historique où Fidel Castro et Che Guevara maniaient le club en tenue militaire avait été immortalisée par le photographe cubain Alberto Korda (1928-2001), passé à la postérité pour sa célèbre photo du Che prise le 5 mars 1960, lors des funérailles des victimes de l'attentat contre le navire *La Coubre* à La Havane. Castro et Guevara avaient eu l'idée de se moquer des golfeurs après avoir feuilleté des journaux américains s'extasiant de la dextérité du président des Etats-Unis au golf. Un simulacre de partie fut organisé dès le lendemain, et le journal *Revolución* titra : *"Fidel joue mieux qu'Eisenhower"*.

Antonio Castro doit avoir un certain talent, mais les esprits chagrins et moqueurs restent convaincus que la victoire du fils de Fidel doit beaucoup aux entreprises impliquées dans ces projets qui se chiffrent en milliards d'euros, à l'instar des partenaires de jeu du roi Ferdinand VII, grand amateur de billard, qui profitaient du moindre moment d'inattention du monarque pour changer les boules de place et lui faciliter la victoire. Pour autant, la réputation de sportif d'Antonio Castro n'est pas usurpée : il est non seulement le vice-président de la Fédération cubaine de base-ball, mais aussi celui de la Fédération internationale du même sport.

La proximité des Etats-Unis, qui comptent plus de 20 millions de golfeurs amateurs, le plus grand marché du secteur, multiplie les perspectives. Les investisseurs étrangers rêvent d'une levée de l'embargo, de la normalisation des relations diplomatiques avec Cuba et de l'arrivée massive des Américains sur le sol cubain. Le secteur spécialisé dans le tourisme du golf souhaite attirer les cinq millions et demi de golfeurs qui se trouvent à moins de trois heures d'avion de Cuba, notamment au Canada. *"Cuba pourrait devenir la première destination des Caraïbes pour le golf"*, explique Peter Walton, directeur de l'Association internationale des opérateurs de tourisme du golf. Les entreprises espagnoles GPM, HGI Capital Group et Aedifica, le cabinet d'architecte Foster & Partners et des entrepreneurs du Canada, du Royaume-Uni, de France et du Vietnam, ont déjà présenté des propositions. La victoire du fils de Fidel Castro à la coupe de Montecristo a été abondamment commentée sur les réseaux sociaux. Les réactions étaient parfois critiques : *"Quel manque de respect ! Le peuple cubain meurt de faim et cet impudent joue au golf, un sport de riches et de bourgeois."* Ou plus pragmatiques : *"Cuba doit investir pour gagner de l'argent. Et si Cuba installe 400 parcours ou plus pour attirer les touristes, c'est tant mieux."*

—Juan Jesús Aznarez

ARGENTINE

Dans les pas du pape

A Buenos Aires, une promenade en bus permet de découvrir les endroits par où François est passé quand il n'était "que" Jorge Bergoglio.

—Clarín *Buenos Aires*

La maison où il vivait avec ses parents et ses frères et sœurs, la petite place où il jouait au foot avec les gamins du quartier, le lieu où il a eu la "révélation" de sa vocation de prêtre, et même le kiosque où il achetait le journal et le coiffeur où il allait se faire couper les cheveux : tous ces sites font partie de l'itinéraire gratuit proposé autour de Jorge Bergoglio, plus connu depuis le 19 mars comme Sa Sainteté le pape François.

Tourisme religieux. Organisé par l'office du tourisme de Buenos Aires et la direction générale des cultes, le circuit démarre dans le quartier qui vit naître et grandir le futur pape, et plus précisément devant la basilique San José de Flores, où sa vie prit un tournant radical. *"Un beau jour de printemps, il est passé à la basilique et, alors que ses amis l'attendaient pour aller pique-niquer, il a eu une révélation : il a su qu'il allait vouer sa vie à Dieu. Alors, au lieu d'aller pique-niquer, il est rentré chez lui méditer"*, raconte Soraya Chaina, guide touristique et responsable du développement à l'office du tourisme. Pour définir le parcours, ses concepteurs se sont rendus partout, ont discuté avec les habitants, les amis, les connaissances de Jorge Bergoglio. Mais ils se sont aussi appuyés sur *El Jesuita*, la biographie écrite par Sergio Rubin, journaliste à *Clarín*, et l'Italienne Francesca Ambrogetti [paru en français sous le titre *Je crois en l'homme, conversations avec Jorge Bergoglio*, Flammarion, 2013].

La maison où il vécut avec ses parents et ses quatre frères et sœurs, au numéro 500 de la Calle Membrillar, dans un coin surnommé *"le quartier des maisons bon marché"*, porte déjà une plaque commémorative. Et presque toutes les églises de l'itinéraire arborent avec fierté une image du pape. A l'église San José de Talar, vouée au culte de la Vierge Desatanudos ["qui défait les nœuds"], le marchandisage autour du pape François fait fureur. *"C'est Bergoglio qui a rapporté l'image de la Vierge à Buenos Aires. Il l'a découverte en Allemagne dans les années 1980"*, explique Soraya Chaina. C'est aujourd'hui l'une des Vierges les plus populaires en Argentine.

"On estime qu'environ 25 % des voyageurs dans le monde sont intéressés par le tourisme religieux. L'élection du nouveau pape sera une motivation supplémentaire pour tous ceux qui ont envie de visiter Buenos Aires. D'où notre volonté de parier sur ce type de circuits", s'est félicité Hernán Lombardi, ministre de la Culture de la ville de Buenos Aires, qui a lui aussi suivi le circuit papal. Pour l'heure, cependant, le circuit n'est proposé qu'en espagnol.

Au fur et à mesure que le bus avance, Soraya Chaina retrace aussi l'histoire et les origines d'une petite dizaine de quartiers, et ses éclairages fourmillent de détails, non seulement sur la vie de Jorge Bergoglio (dont les grands-parents sont arrivés en Argentine du Piémont italien), mais aussi sur les arcanes de la hiérarchie et de l'organisation du catholicisme. Le circuit offre une belle occasion d'en savoir plus sur cet homme qui, s'il est l'un des plus influents de la planète, reste tout d'abord un Porteño et un fervent supporter du club de foot San Lorenzo.—

↓ *Le pape François. Dessin de* **Langer,** *Argentine.*



Une journée en Tunisie

Matin : Plage à Djerba

Après-midi : Visite des ksour de Tataouine



www.bonjour-tunisie.com

Tunisie
LIBRE DE TOUT VIVRE

asie

Pakistan. Le scrutin de tous les espoirs

Les élections législatives sont historiques: taux de participation record, transition démocratique réussie et verdict clair des urnes. Bon courage au nouveau Premier ministre, Nawaz Sharif !



↙ *"Démocratie : 1 - Talibans : 0 Dessin de* **Schrank** *paru dans* **The Independent,** *Londres.*

—The News *Karachi*

Tous les mauvais augures et les sceptiques avaient tort. Les Pakistanais sont allés voter le 11 mai et sont sortis vainqueurs. Les électeurs – jeunes et vieux, hommes et femmes – ont ignoré les menaces des talibans et se sont déplacés en masse dans les bureaux de vote pour exprimer leur volonté, y compris dans les régions les plus instables du pays. Avec un taux de participation historique, les Pakistanais ont également anéanti les forces fondamentalistes bornées, qui tenaient le processus démocratique et les élections dans l'étau des principes de l'islam. Le jour du scrutin, la majorité des électeurs a une fois de plus énoncé son verdict en faveur de la démocratie et de la Constitution.

Plusieurs incidents violents ou de nature terroriste ont néanmoins eu lieu le 11 mai dans différentes régions du pays, faisant plus de 50 victimes et des dizaines de blessés. Il faut également ajouter que le processus électoral a été entaché à plusieurs endroits par une mauvaise gestion, des irrégularités, et même de véritables manipulations. A Karachi, des milliers de personnes ont dû attendre patiemment devant certains bureaux de vote pendant des heures, car les urnes, les bulletins et le personnel n'étaient pas encore arrivés. Ces détails seront toutefois vite oubliés.

Le tsunami Imran Khan. L'essentiel, pour l'instant, reste que le Pakistan a été témoin d'élections législatives extrêmement libres, justes et transparentes, auxquelles le peuple a participé avec un enthousiasme extraordinaire. Malgré tous les problèmes et les défis qui rongent le Pakistan aujourd'hui, l'humeur était à la fête et l'optimisme largement prédominant le jour du scrutin. L'électeur pakistanais semble avoir mûri. De grandes zones du pays restent aux mains des seigneurs féodaux et des chefs tribaux, et le destin électoral des candidats de nombreuses circonscriptions est encore décidé par les clans et les dynasties, mais aujourd'hui les électeurs commencent à poser les bonnes questions, à juger et à considérer les candidats avec plus d'attention. Au Pakistan, Monsieur Tout-le-monde a désormais une conscience politique – grâce à l'explosion des médias – et il est beaucoup plus exigeant. Il n'est plus possible de tenir pour acquis l'électeur lambda. Et cette tendance est irréversible. Le tsunami déclenché par Imran Khan [ancien joueur de cricket et dirigeant du Pakistan Tehreek-e-Insaf, le Mouvement pakistanais pour la justice], même s'il n'a pas déclenché le déferlement espéré, a réussi à mobiliser de nombreux jeunes électeurs et à mettre au premier plan des questions comme la corruption. Dans un pays aussi hétéroclite et aussi peuplé que le Pakistan, les partis politiques devront être pluralistes s'ils veulent franchir de nouvelles limites et étendre ou maintenir leurs cercles actuels de sympathisants. A l'heure des médias libres et de la justice indépendante, la corruption et les pots-de-vin anéantiraient leurs chances d'être réélus. Les partis doivent également couper les ponts avec les groupes criminels et mafieux, qui ont politisé la criminalité et criminalisé la politique. Karachi reste le principal exemple de cette tendance, car dans la capitale économique tous les grands partis ont contribué à aggraver la situation.

Eliminer la corruption. Le Parti du peuple pakistanais (PPP) [à la tête du gouvernement sortant] n'a pas réussi, sous la houlette du président Asif Ali Zardari, à se débarrasser de son image négative. Il s'agit là de l'une des principales explications de son échec cuisant lors des dernières élections. Les escroqueries et le double jeu qui consistent à soutenir les criminels sous couvert de prétendues commissions de la paix, la corruption rampante, l'inefficacité et la mauvaise gestion sont autant de menaces pour le bilan autrefois populaire de Zulfikar Ali Bhutto [président de 1971 à 1973 et Premier ministre de 1973 à 1977] et de sa fille Benazir [Premier ministre de 1988 à 1990 et de 1993 à 1996]. Le jeune Bilawal Bhutto Zardari [fils de Benazir et de l'actuel chef de l'Etat et président du PPP] parviendra-t-il à changer la donne ? Saura-t-il éliminer la corruption de son parti et lui donner une nouvelle vision et des fondations idéologiques ? A l'heure actuelle, ses chances d'accomplir un tel miracle semblent faibles.

C'est la Ligue musulmane du Pakistan-Nawaz (PML-N) qui a eu le plus de succès dans les urnes, car l'opinion publique perçoit d'un bon œil son efficacité, sa capacité à gérer l'économie, son équipe expérimentée et ses vues modérées. Nawaz Sharif – son dirigeant, qui entrera dans l'Histoire quand il sera Premier ministre pour la troisième fois – devra maintenant faire un numéro d'équilibriste pour être à la hauteur des attentes, c'est-à-dire redresser l'économie et affronter le défi que constituent l'extrémisme et le terrorisme. Dans le même temps, il doit se souvenir que, dans le Pakistan d'aujourd'hui, museler la presse ne permet plus d'étouffer les critiques visant son gouvernement. Cette méthode est désormais illusoire. Dans ce domaine, Nawaz Sharif doit prendre un cours de tolérance auprès du PPP. S'en prendre aux locaux de la Cour suprême avec l'aide de voyous ne serait pas non plus une idée brillante dans le contexte actuel. Gérer les relations entre le civil et le militaire reste par ailleurs un défi fondamental pour le nouveau gouvernement de Nawaz Sharif. Ce qu'il nous faut maintenant, c'est un gouvernement capable de s'attaquer aux deux grands défis que sont l'économie et le terrorisme. Est-ce trop demander ?

—Amir Zia

Contrepoint

Les illusions pakistanaises

● L'un des principaux personnages du roman de Charles Dickens *Les Grandes Espérances* est une femme figée dans le temps. Miss Havisham n'est pas vieille mais c'est une femme trahie. Escroquée et abandonnée par le seul homme qu'elle ait jamais aimé la veille de leur mariage, elle a choisi de rester éternellement mariée à celui qu'elle a perdu. Le Pakistan ressemble à Miss Havisham. Les présentateurs de journaux télévisés prodiguent leurs recommandations, la foule scande des slogans et des montages musicaux exaltent le patriotisme, le changement et la prise de responsabilités à l'occasion des élections législatives du 11 mai. Les images sont superficielles et les émotions creuses, mais le pays y croit allégrement, si bien que toute tentative de souligner le flou des promesses politiques ou les obstacles structurels est non seulement impopulaire mais aussi idiote. Personne n'écoutera, tant est enivrante cette fièvre collective qui saisit la population. Le pays est sur le point de changer, pense une opinion unanime. Pendant ce temps, ce n'est pas une ou deux mais six bombes qui explosent quelque part dans le pays, puis ailleurs, puis ailleurs encore. Une femme est violée dans une ruelle et un enfant jeté dans un égout, mais personne n'a le temps de s'en soucier, trop occupés qu'ils sont tous par la recherche d'unité. A l'instar de Miss Havisham, les Pakistanais ont appris à parler le langage du changement, de la responsabilité et même de la révolution, sans jamais apprendre le sens de ces mots. Le changement est un slogan, la révolution un statut Facebook et la responsabilité un tweet ou peut-être deux. Ceux qui se sont rendus aux urnes s'imaginent être les meilleurs, et même des héros, pour avoir bravé les difficultés. Les autres avaient trop chaud, étaient trop pauvres, trop inquiets, trop femmes et aussi trop silencieux pour se déplacer. Les chansons à la gloire du changement passent sous silence les montagnes de détritus à l'extérieur des mosquées, les prêts du FMI à rembourser, les fraudes électorales passées et la tragédie des dirigeants morts assassinés. Dans le roman de Dickens, Miss Havisham ne change jamais vraiment. Effilochée et jaunie, sa robe nuptiale prend feu. Elle meurt avec elle, brûlée vive, figée dans son déni, sans qu'aucun héros puisse la sauver. Mais *Les Grandes Espérances* de Dickens est un livre de fiction, tandis que le Pakistan, lui, est bien réel.

—*Rafia Zakaria*, Dawn *Karachi*

MALAISIE

Samedi soir : à la manif plutôt qu'en boîte

Les jeunes électeurs ont joué un rôle clé dans le scrutin du 5 mai. Aujourd'hui, ils descendent dans la rue pour contester les résultats.

—The Malaysian Insider
Kuala Lumpur

Vêtue de noir, des mèches blondes zébrant sa chevelure, Geetha semblait prête à profiter de son samedi soir dans une discothèque plutôt que d'assister à un rassemblement politique. Pourtant, c'est bien vers la manifestation qu'elle s'est dirigée en ce samedi 12 mai. Comme des milliers de jeunes, elle a marché des kilomètres pour rejoindre le stade de Negeri Pulau Pinang, en face de l'île de Penang, et assister au rassemblement du Pakatan Rakyat [PR, Pacte populaire, coalition de l'opposition], organisé pour manifester contre les résultats des élections législatives du 5 mai. [Le PR estime que le scrutin a été marqué par de nombreuses fraudes.]

Dans la foule, essentiellement des jeunes, issus de divers groupes ethniques. Certaines filles portent des minishorts, d'autres le foulard, mais tout le monde est vêtu de noir [en signe de deuil, mot d'ordre lancé par l'opposition à l'issue du scrutin]. Ils brandissent des drapeaux du parti pendant les interventions des dirigeants du PR, qui ont expliqué pourquoi ils s'opposaient aux résultats.

Pour Geetha, assister à ce rassemblement était une chance de rentrer dans son Etat natal, Penang, mais aussi d'être présente après avoir manqué la manifestation organisée le 8 mai au stade de Kelana Jaya, un jour où la pluie n'avait pas empêché des milliers de personnes de se déplacer. [Plus de 80 000 personnes étaient présentes lors de ce rassemblement interdit par les autorités.]

"Je ne voulais pas manquer ça, alors j'ai fait le nécessaire pour venir", explique-t-elle tout en marchant sur la route qui mène au stade, obstruée par les camions, voitures et motos mal garés. Geetha, comme les milliers d'autres personnes qui sont venues, a voté pour la première fois, et ce sont elles qui ont probablement préféré le PR à la coalition en place, le Barisan Nasional [BN, Front national], lors du scrutin.

Le BN a repris l'Etat de Kedah et l'Organisation nationale unifiée malaise (Umno), son principal parti, a remporté 9 sièges supplémentaires au niveau fédéral (pour un total de 88 parlementaires) par rapport à 2008. En revanche, la coalition au pouvoir n'a obtenu en tout que 133 sièges cette année, contre 140 en 2008. Dans chacune des 12 assemblées au sein des Etats, le BN n'a gagné en tout que 275 sièges en 2013, contre 306 en 2008 – ce qui reflète la popularité croissante du PR, notamment chez les jeunes, qui représentent une part considérable de l'électorat.

Les 40 % d'électeurs âgés de moins de 40 ans ont joué un rôle décisif dans le scrutin

Cette année, on comptait 3,4 millions d'électeurs supplémentaires par rapport à 2008. Selon la commission électorale, à peu près 40 % des électeurs seraient âgés de moins de 40 ans.

Le gouvernement, contrôlé par le BN, a tout particulièrement ciblé ces jeunes à l'approche du scrutin et a consacré 100 millions de ringgits [près de 26 millions d'euros] à sa campagne, "1 Malaysia for Youth [1M4U]", destinée à la jeunesse. La coalition a recruté des reines de beauté et des chanteurs populaires pour être les ambassadeurs de cette campagne, et a même créé une station de radio.

Avides de changement. Parmi les autres outils de séduction des électeurs, on a vu des offres de réductions sur les smartphones et une allocation de 250 ringgits [64 euros] pour ceux qui en gagnent moins de 3 000 [770 euros], ainsi que des offres de permis moto quasiment gratuit. Des campagnes ont également été menées sur les réseaux sociaux comme Facebook, YouTube et Twitter, afin d'obtenir le soutien des jeunes par d'autres biais que les activités organisées par les partis associés au BN et par d'autres moyens que la couverture médiatique dans la presse traditionnelle.

La majorité des personnes qui se sont rendues aux deux rassemblements correspond au groupe ciblé par le BN, mais, si l'on en croit les encouragements – sifflement des cornes à l'appui – qui ont parcouru les stades, les cœurs et les esprits sont fidèles au PR. *"Nous avons besoin de changement. C'est aussi simple que ça"*, lance Sunny Lim tout en agitant un drapeau géant du PAS [Parti islamique panmalaisien] dans le stade. *"Nous sommes jeunes, sans préjugés raciaux, et nous voulons un bon gouvernement"*, ajoute-t-il alors en rejoignant ses amis pour faire le tour du stade et exprimer son soutien.

Sunny Lim et toutes les personnes qui se sont déplacées symbolisent le défi qui attend le BN au cours des cinq prochaines années : la coalition ne pourra plus se contenter de réformes superficielles et devra joindre le geste à la parole face à une société de plus en plus jeune et prête à se priver d'une nuit de fête pour aller à un rassemblement politique.

—*Jahabar Sadiq*
à George Town (Malaisie)

Le Monde | Télérama | Courrier international
présentent

MBA FAIR

JEUDI 23 MAI 2013 - 17H30 À 21H00
80 bd Auguste Blanqui PARIS 13e
Journal *LE MONDE*

Événement réservé aux cadres expérimentés (3 ans minimum)

VENEZ DÉCOUVRIR
LES MEILLEURS MBA

Conférence *Le Monde* : «Êtes-vous fait pour un MBA ?»



INSCRIVEZ-VOUS

INFOS & INSCRIPTION : www.mbafair-lemonde.com

Facebook : «MBA Fair – Le Monde»
Twitter : @SalonMBAFair et #MBAFair

BIRMANIE

Les réseaux sociaux de la haine

Les émeutes antimusulmans des derniers mois ont été encouragées par des blogs et des sites probablement proches du régime.



↙ *Dessin d'***Arend,** *Pays-Bas.*

—Bangkok Post *Bangkok*

La propagande est omniprésente dans le monde opaque des médias sociaux en Birmanie (Myanmar). Les pages Facebook et les blogs sont remplis de discours favorables à l'armée ou de diatribes contre tout et n'importe quoi, des musulmans aux médias en passant par Aung San Suu Kyi. Si l'on ne peut jamais savoir exactement qui est à l'origine de ces plateformes, leur contenu donne certains indices. Nombre d'entre elles affichent régulièrement le drapeau national, tandis que d'autres préfèrent montrer les statues du roi guerrier qui se dressent à l'entrée de l'Ecole des services de défense [qui forme les officiers de l'armée birmane] installée dans la ville de Pyin Oo Lwin.

Malgré l'opacité de la Toile, le moine bouddhiste Ashin Issariya, qui avait été arrêté pour son rôle dans la "révolution de Safran" [le mouvement d'opposition au régime mené par les bonzes en septembre 2007], est convaincu que nombre de ces sites sont l'œuvre de l'armée : *"Les rois guerriers représentent l'armée. Ils doivent donc être liés à l'armée d'une façon ou d'une autre."* Le blogueur Nay Phone Latt, également directeur exécutif de Myanmar ICT for Development Organisation, pense lui aussi que nombre de blogs prétendument informels sont en fait des canaux de propagande de l'Etat. Il est *"suspect"* de voir *"avec quelle rapidité certains groupes sont capables de poster et de diffuser l'information"*, précise-t-il. En particulier, ceux qui incitent à la violence. *"Nombre de sites affichent le drapeau national et des photos de Nay Pyi Taw, la capitale, et la plupart de leurs infos proviennent de sites gouvernementaux."* Il demeure malgré tout *"vraiment difficile"* de prouver qui se trouve derrière, ajoute-t-il.

Au début de l'année, un groupe de moines bouddhistes de l'Etat Môn a organisé une campagne antimusulmans dénommée 969 [en référence aux Trois Joyaux du Bouddha]. Leurs sermons diffusés par DVD et autocollants ont facilité la diffusion du fanatisme et de la méfiance. Ils encouragent les bouddhistes à ne faire leurs achats que dans les commerces tenus par des bouddhistes, à n'épouser que des coreligionnaires et à ne soutenir que leur communauté.

Ashin Issariya s'étonne que le gouvernement ait négligé le mouvement 969 et répugné à réagir contre ces actions attisant la haine. *"Il est vraiment étrange que le ministère des Affaires religieuses ait laissé cette campagne provoquer de la tension entre les deux communautés,* déclare-t-il. *Après les manifestations des moines en 2007, utiliser un compte Gmail entraînait la condamnation à quinze ans de prison. Alors pourquoi les autorités ne prennent-elles pas des mesures contre un groupe qui mène ouvertement une campagne pour attiser les sentiments antimusulmans ?"* Outre les sermons et les DVD, les vues sectaires du mouvement 969 sont relayées et accentuées par d'innombrables sites sociaux. Les différends entre groupes ethniques et raciaux n'ont rien d'exceptionnel en Birmanie mais la violence qui a éclaté dans l'Etat d'Arakan en juin 2012, à Meiktila et dans d'autres villes en mars dernier a porté le conflit à un niveau jusqu'alors inconnu.

Après avoir étudié dix sites web animés par des auteurs anonymes, nous avons constaté qu'ils contenaient tous des articles favorables à l'armée et défavorables aux musulmans et à l'opposition, les personnes le plus souvent visées étant

Dresser l'opinion contre Aung San Suu Kyi

Mme Suu Kyi, l'ancien prisonnier politique et opposant Min Ko Naing, le mouvement étudiant de la génération 88 et d'autres militants de premier plan. Pour attirer les lecteurs, les sites recourent souvent à la pornographie, aux ragots perfides et aux rumeurs salaces. Myanmarexpress.net est l'un des sites les plus populaires du pays. Lancé en 2011, à peu près au moment où Mme Suu Kyi s'est vu accorder la liberté, il est enregistré à Moscou et a généré plus de 22 millions de visites. Le fait qu'un grand nombre de militaires reçoivent une formation poussée en informatique tendrait à confirmer que c'est l'armée qui se trouve derrière ces sites.

Dans *"La Russie, le Myanmar et les technologies nucléaires"*, un article publié en 2011 dans la revue *Iadernyi Kloub* [club nucléaire], Anton Khlopkov et Dmitri Konoukhov expliquent que, depuis 2001, le ministère de la Science et de la Technologie du Myanmar envoie chaque année 500 personnes étudier dans les universités russes. Pendant l'année universitaire 2010-2011, la Birmanie a été le pays qui a envoyé le plus d'étudiants à l'Institut moscovite des matériaux, une école d'ingénierie très cotée. L'immense majorité des personnes envoyées étudier en Russie sont des officiers, essentiellement des lieutenants et des capitaines, ajoute le texte.

Piratage. Sai Thein Win est un ancien major de l'armée birmane. Il a quitté le pays après avoir révélé des informations sur les ambitions nucléaires du gouvernement et vit désormais en Norvège. Il nous confie que sa messagerie a été piratée en 2011 et que des informations personnelles ont été postées sur Myanmarexpress.net. Ses compétences en informatique lui ont permis d'identifier le pirate, un officier formé en Russie.

Il est clair pour Sai Thein Win que des blogs comme Myanmar Express et Opposite Eyes ont des liens avec les organisations officielles. *"Beaucoup de ces sites ont accès à des photographies et des informations qui sont réservées à la police et à l'armée."* Et d'ajouter : *"Ces blogs sont créés pour dresser l'opinion publique contre des gens comme Aung San Suu Kyi et des organisations comme le mouvement étudiant de la Génération 88."*

Ainsi, en juin 2012, une Arakanaise a été violée et assassinée, prétendument par des musulmans, à Kyauk Ni Maw, un village isolé dans l'ouest du pays. D'innombrables sites et blogs "non officiels" ont rapporté l'événement bien avant qu'il ne soit annoncé par les autorités. Plusieurs d'entre eux ont même diffusé une photo de la victime, même si aucun n'en donnait la source. Nul ne peut dire avec certitude d'où elle venait.

Ce qui est sûr, en revanche, c'est que moins d'une semaine après, 10 religieux musulmans ont été massacrés à Taungup, dans l'Etat d'Arakan, par une foule assoiffée de vengeance. L'incident a provoqué des émeutes entre musulmans et bouddhistes dans tout l'Etat d'Arakan. Parallèlement à ces événements les médias sociaux ont attisé la haine et la méfiance. Le moine bouddhiste Wira Thu est

CHRONOLOGIE DES VIOLENCES

28 mai 2012 — Trois musulmans violent une femme. Un des suspects se suicide en détention, les deux autres sont condamnés.
3 juin 2012 — En réaction, 10 musulmans sont battus à mort à un barrage de police. Des émeutes s'étendent dans tout l'Etat d'Arakan. Elles provoquent le déplacement de 125 000 personnes.
21 au 23 octobre 2012 — De nouveaux affrontements entraînent la mort d'au moins 75 musulmans et le départ en exil de 25 000 personnes.
20 mars 2013 — La ville de Meiktila est à son tour le théâtre de violences. Les musulmans sont ciblés par des groupes organisés. Les mosquées et des habitations sont détruites.
22 avril 2013 — L'organisation Human Rights Watch publie un rapport concluant à une action de nettoyage ethnique préméditée.

SOURCE



BANGKOK POST
Bangkok, Thaïlande
Quotidien, 55 000 ex.
www.bangkokpost.com
Fondé en 1946, ce journal indépendant, réalisé en anglais par une équipe internationale s'adresse à l'élite urbaine et aux expatriés. Il a récemment étoffé son offre du week-end, notamment avec le magazine *Spectrum*. Premier journal thaïlandais à disposer d'un site Internet, inauguré en avril 1996, il se targue d'avoir plus de 4 millions de visiteurs par mois sur un site attrayant, une fenêtre sur la Thaïlande et la région.

SUR LE WEB

Plus d'informations sur le site **Democratic Voice of Burma** (http://english.dvb.no). Ce portail décrypte l'actualité politique et sociale de la Birmanie.

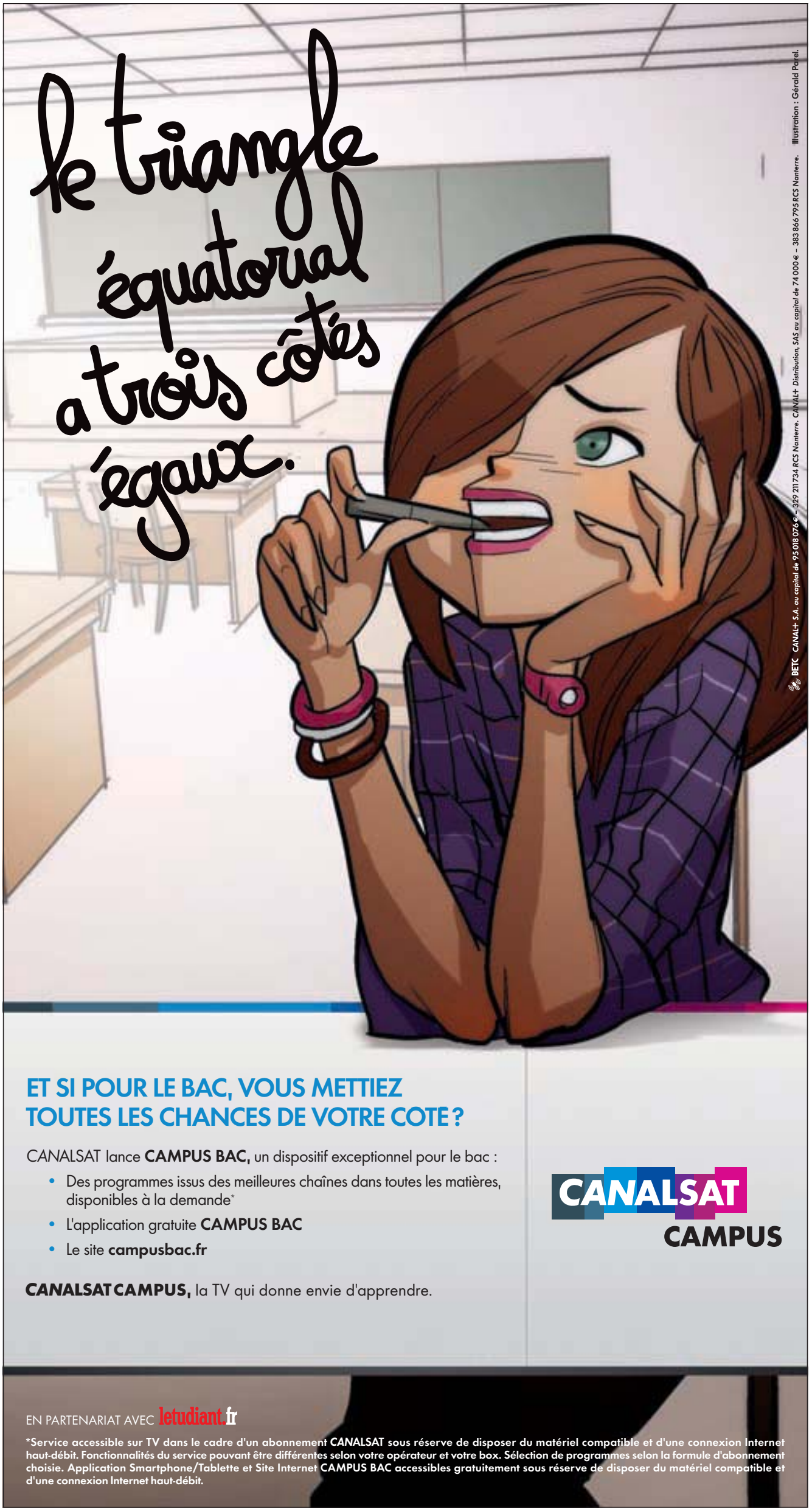
l'un de ceux qui se livrent à une propagande antimusulmans. Emprisonné en 2003 pour incitation au conflit religieux et amnistié en 2012, c'est lui qui a créé le mouvement 969.

Pour des blogueurs comme Nay Phone Latt et Kyaw Soe ainsi que pour Min Ko Naing, le fait que le gouvernement n'ait pas réagi à la vague de violences qui a ravagé Meiktila et 14 autres villes est le signe qu'il était complice. Kyaw Soe se rappelle les entretiens qu'il a menés dans la communauté musulmane de Meiktila peu après les émeutes : *"Des témoins m'ont déclaré que les membres des bandes en colère avaient tous le même type de couteau, qui faisait dans les 60 centimètres de long. Ils m'ont dit aussi que les hommes échangeaient des informations avec des sifflets, ils étaient donc manifestement bien entraînés."* Ce qui l'afflige le plus, c'est que, quand ils ne sont pas manipulés par des organisations mystérieuses et leurs sites sociaux, bouddhistes et musulmans birmans vivent en bonne intelligence. D'ailleurs, nombre de musulmans ont trouvé refuge chez leurs voisins bouddhistes pendant les événements de Meiktila.

Manœuvres. Provoquer l'instabilité et entretenir une atmosphère de méfiance et de peur chez certains groupes ethniques et religieux, c'est là une tactique à laquelle les gouvernements du monde entier ont recours depuis longtemps pour garder le contrôle d'un pays. On attise l'intolérance et la haine entre ethnies de sorte que, quand des émeutes éclatent, l'armée a un prétexte tout trouvé pour intervenir et imposer sa loi.

Dans un article intitulé *"Le cercle vicieux du nationalisme extrémiste"*, publié le 8 avril dans *The Irrawaddy Magazine,* Igor Blazevic, un militant des droits de l'homme qui réside en République tchèque, évoque les leçons qu'il a tirées des événements de Bosnie, son pays d'origine, au début des années 1990 : *"Le nettoyage ethnique n'intervient pas à la suite de violences spontanées. Il est habituellement l'œuvre de groupes paramilitaires bien entraînés et organisés par des éléments des forces de sécurité. Ces groupes ont pour mission de faire le sale travail sans montrer de lien direct avec les forces régulières, les fonctionnaires et leurs commanditaires politiques."*

Les massacres qui ont eu lieu récemment à Meiktila ne sont pas les premiers de ce genre en Birmanie. Que ces atrocités aient été commises par l'armée ou par des groupes paramilitaires, le fait est que le gouvernement n'a rien tenté pour retrouver les responsables et les traduire en justice.—



moyen-orient

Syrie. La guerre a tué le rêve des printemps arabes

Par son bilan meurtrier et l'absence de solution à l'horizon, le conflit syrien a détruit l'esprit des changements joyeux et pacifiques des premières révolutions arabes.



—Foreign Policy (*extraits*)
Washington

Lorsque le président syrien Bachar El-Assad a prononcé son premier grand discours en réponse au début des manifestations en Syrie, fin mars 2011, la réaction des internautes arabes sur Twitter était amusée : *"Un discours de fait, plus que deux et c'est bon !"* C'est en tout cas le scénario qu'ont respecté Ben Ali en Tunisie et Moubarak en Egypte. Le président propose tant bien que mal une série de réformes insatisfaisantes en réaction à une mobilisation populaire massive et grandissante, puis, après un troisième discours magique, disparaît à tout jamais. L'autre possibilité, si Bachar El-Assad choisissait de déchaîner les forces militaires contre son peuple, serait probablement de passer au scénario libyen – c'est-à-dire à une intervention militaire dirigée par l'Otan et bénéficiant de l'aval de l'ONU. Aujourd'hui, plus personne n'évoque le troisième discours magique. En deux ans, il y a eu plus de 70 000 morts et des millions de réfugiés : il est devenu douloureux de se rappeler ces blagues légères sur l'inéluctabilité de la chute du régime.

Aujourd'hui, Washington est rongé par un nouvel épisode de l'éternel débat : faut-il intervenir en Syrie ? Défendre la "crédibilité" américaine est toujours une mauvaise raison de partir en guerre. L'accroc que subira la réputation des Etats-Unis s'ils ne font pas respecter certaines limites implacables est minime et sera oublié en quelques jours. Une intervention militaire restera au cœur de l'actualité pendant les prochaines années.

Le cauchemar syrien a détruit l'esprit des changements légers, optimistes et positifs apporté par les premiers soulèvements du "printemps arabe". La promesse de ce printemps a laissé place en Syrie à une violence ostensible et prolongée, ainsi qu'à des mouvements politiques identitaires divisés, à une attention fixée sur l'intervention internationale, à l'anéantissement des espoirs, à la fragmentation de la presse, à la faillite de l'Etat et à une guerre stratégique par proxy.

C'est avant tout la violence continue qui a anéanti le printemps arabe. En Egypte et en Tunisie, la situation n'était peut-être pas aussi pacifique que beaucoup se plaisent à le croire – de nombreux manifestants sont morts lors d'affrontements avec la police –, mais il faut noter que l'armée a choisi de ne pas ouvrir le feu sur les populations. En Libye, l'intervention de l'Otan a été lancée un mois à peine après le début de la révolte, avant que la riposte violente de Kadhafi ne prenne trop d'ampleur. En revanche, l'étendue incompréhensible des pertes humaines et des destructions en Syrie n'a cessé de s'aggraver au cours des deux dernières années – et l'horizon continue de s'assombrir.

La décision qu'a prise le régime d'Assad de déployer tous les moyens à sa disposition pour rester au pouvoir a transformé ce qui était au départ un soulèvement pacifique en une spirale infernale de militarisation.

La violence confessionnelle. La violence en Syrie, qui s'éternise et se manifeste par de multiples formes d'inhumanité, influence tout ce qu'elle touche. Comme d'autres guerres civiles prolongées, celle-ci a créé et enraciné des divisions religieuses et politiques auparavant moins marquées. Peu importe le nombre de nobles projets qui prévoient une justice de transition et une réconciliation après l'ère Assad, on a peine à imaginer que les Syriens oublieront un jour toute cette cruauté et toute cette horreur. Par ailleurs, la violence confessionnelle se propage bien au-delà des frontières syriennes, renforçant ainsi hostilité et suspicion entre sunnites et chiites dans toute la région.

La guerre en Syrie a également ouvert la voie à Al-Qaida et aux mouvances djihadistes, contrairement aux précédents soulèvements arabes. La violence syrienne a créé le contexte parfait pour relancer un djihad mondial. Face à un Etat en faillite, les pays du Golfe s'empressent tous de financer une guerre sainte pour soutenir une population sunnite luttant contre un régime déserteur. L'ascension des groupes djihadistes en Syrie n'est pas due à l'immobilisme des pays occidentaux – d'ailleurs, c'est souvent la présence de troupes occidentales dans les pays arabes qui attire ce type de mouvements, au lieu de les dissuader. Ils ont tout simplement été intéressés par la meilleure occasion depuis l'Irak de lancer un djihad salafiste mondial.

Les citoyens arabes qui en 2011 ont surmonté leurs peurs pour participer à des manifestations de masse contre des dictatures enracinées ont maintenant un exemple cru et récent des risques qu'ils courent. S'ils n'avaient pas vu les horreurs qui ont lieu en Syrie, les Jordaniens se seraient peut-être joints au mouvement croissant de protestation. Cette leçon a probablement été retenue par les peuples d'autres pays arabes qui ont pour l'instant évité la révolte.

La Syrie a également contribué à dissiper l'impression grisante selon laquelle les populations arabes allaient s'allier pour affronter ensemble leurs dictateurs. Cette belle unité s'est bien sûr estompée au fil des mois, lorsque les divisions entre les islamistes et leurs opposants ont mis fin aux consensus politiques égyptien et tunisien. Au tout début, pourtant, la cohésion était étonnamment forte.

La Syrie n'a toutefois jamais connu de situation similaire. De nombreux militants "anti-israéliens" ont condamné la révolte populaire en Syrie, car ils y voyaient une conspiration islamiste ou venant des pays occidentaux. Quiconque a participé au débat politique syrien sur Internet a découvert à ses dépens l'intensité des divisions et des disputes. Plus le conflit s'aggrave, plus ces divisions s'amplifient.

L'attention accordée à l'intervention militaire internationale dans le cadre du débat syrien a transformé la Syrie en un champ de bataille où s'affrontent les positions politiques des grandes puissances. Le conflit syrien est rapidement devenu l'arène principale de la guerre froide régionale plutôt qu'une simple lutte interne pour obtenir des changements. La concurrence stratégique par proxy entre les différentes puissances régionales – les pays du Golfe et la Turquie soutiennent certains groupes de rebelles, tandis que l'Iran et le Hezbollah appuient le régime – a modelé le conflit de façon bien plus flagrante qu'ailleurs.

La violence syrienne a créé le contexte parfait pour relancer un djihad mondial

Le Qatar, l'Arabie Saoudite et la Turquie avaient plusieurs raisons de soutenir l'opposition et ont fait appel à différents réseaux pour atteindre leurs objectifs. A de nombreuses reprises, ces pays ont agi de façon contradictoire et fourni des armes et de l'argent à des forces locales opposées, de façon à anéantir tout espoir de voir l'opposition unifiée et à renforcer le pouvoir non seulement des islamistes, mais aussi des groupes armés plutôt que des mouvements pacifiques.

La situation syrienne a également modifié radicalement la couverture médiatique régionale, à la fois dans le monde arabe et les pays occidentaux. Pendant les premiers temps du printemps arabe, les médias internationaux se sont empressés de relayer une demi-douzaine de scénarios qui évoluaient rapidement – en Tunisie, en Egypte, en Libye, à Bahreïn, en Syrie et au Yémen – tout en observant anxieusement presque tous les autres pays arabes au cas où ils se joindraient au mouvement. Ces derniers temps, la presse ne couvre plus que la Syrie dans la région et quelquefois l'Egypte lorsqu'elle traverse des crises.

Au cœur de la Syrie, la médiatisation est essentiellement assurée par les correspondants de guerre, pour des raisons évidentes, alors que les nouvelles rédigées en dehors du pays s'appuient dangereusement sur des vidéos et des informations relayées sur Internet par des réseaux militants. En Egypte, une armée de journalistes indépendants a pu se rendre immédiatement sur place pour

← Portrait de Hamza Bakkour, jeune victime de la répression en Syrie *par le peintre Khalil Younès.*

vérifier que les affrontements ou les manifestations avaient bien lieu, mais les médias qui abordent la question syrienne ne prennent pas la peine de confirmer ou de réfuter le nombre infini de revendications et de démentis.

La chute d'Al-Jazira. Le conflit syrien a profondément touché le paysage médiatique arabe. Il s'est avéré particulièrement cruel envers [la chaîne qatarie] Al-Jazira, dont la chute est probablement le principal événement qu'a vécu le paysage médiatique arabe au cours des dix dernières années. Saluée ou haïe, Al-Jazira était depuis les années 1990 extrêmement consciente de représenter *"la voix de la rue arabe"*, elle dominait les médias de la région – surtout en temps de crise –, car elle abordait tous les sujets : les guerres en Irak, en Cisjordanie et au Liban, mais aussi les luttes pour obtenir des réformes démocratiques.

Toutefois, Al-Jazira a traité la question syrienne avec partialité [en soutenant les islamistes], et l'impression qu'elle a donnée de soutenir la politique étrangère du Qatar lui a coûté sa place de premier plan. De plus en plus, la chaîne est vue comme un média partisan supplémentaire – et rien ne l'a remplacée pour l'instant. La presse arabe se trouve par conséquent de plus en plus fragmentée, car les autres médias nationaux et régionaux sont tout aussi divisés entre les différents camps religieux et politiques – on voit ainsi disparaître l'espace médiatique commun et unificateur des Arabes. Et les réseaux sociaux ont plutôt tendance à encourager la formation de bulles partisanes, car les personnes partageant les mêmes vues cherchent à se regrouper et à renforcer leurs préjugés.

Le désastre syrien ne signifie pas que les révoltes arabes ont échoué. Ces révolutions étaient la marque des profonds changements structurels apportés au monde politique en Afrique du Nord et au Moyen-Orient. Ces changements continueront de se développer pendant encore de nombreuses années. En revanche, il vaut la peine de prendre du recul pour réaliser à quel point le conflit syrien a bouleversé le monde qu'avaient mis en place les révolutions arabes.

—Mark Lynch

↓ *Dessin de* Chubasco, *Mexique.*



ISRAËL

Les camions arabes passent par Haïfa

La guerre civile en Syrie pousse le commerce entre pays du Moyen-Orient à emprunter les routes et les ports israéliens.

—Ha'Aretz *(extraits)*
Tel-Aviv

Les routes du nord d'Israël offrent depuis quelque temps une vision surprenante : celle de convois de vieux camions réfrigérés en provenance ou en direction de Haïfa, décorés de posters et de lumières colorées et escortés par des fourgonnettes de police. Ces camions immatriculés en Jordanie ou en Turquie filent entre la Jordanie et le port de Haïfa sans s'arrêter. Ils transportent des produits jordaniens et irakiens vers la Turquie, et vice versa. Récemment, du fait de la guerre civile en Syrie, Israël est discrètement devenu un corridor clé pour le commerce des biens importés et exportés dans la région.

Les experts du transport savent depuis longtemps que l'Etat hébreu est situé à un endroit stratégique et pourrait constituer un point de transit entre les pays méditerranéens et les pays arabes. Mais il a fallu que l'accès à la Méditerranée par la Syrie soit bloqué pour que ce potentiel se transforme en solution intéressante pour ses voisins.

La Jordanie ne possède aucun débouché maritime, si ce n'est à l'extrémité sud du pays le port d'Aqaba, qui donne sur la mer Rouge. Ainsi, le transport de marchandises, qu'il s'agisse d'importations ou d'exportations, se fait essentiellement par voie terrestre. Les bateaux en provenance d'Europe et de Turquie jetaient auparavant l'ancre en Syrie, dans des ports tels que Lattaquié ou, de plus en plus souvent, Tartous, situé plus au sud. Les marchandises étaient ensuite acheminées par route jusqu'en Irak et en Jordanie. Mais la guerre civile syrienne a changé la donne.

Le tour des Turcs. Peu à peu, les autorités syriennes n'ont plus été en mesure de garantir la sécurité des chauffeurs et de leur chargement. Les commerçants de Turquie et de Jordanie ont alors cherché d'autres solutions. Ils ont d'abord envisagé un transport routier depuis la Turquie jusqu'en Irak. Mais ils se sont heurtés au mauvais état des routes et aux problèmes de sécurité liés à la rébellion kurde dans l'est de la Turquie et le nord de l'Irak.

Autre solution testée : l'envoi de marchandises par bateau jusqu'à Port-Saïd, en Egypte, puis par camion jusqu'à la mer Rouge, en ferry jusqu'en Arabie Saoudite et, enfin, de nouveau par camion jusqu'en Jordanie. Mais ce voyage de sept jours n'en valait guère la chandelle. Ce n'est qu'après ces péripéties que la Jordanie s'est adressée aux autorités israéliennes. Quelques jours plus tard, ce fut au tour des Turcs de demander à Israël la permission de faire transiter des marchandises sur son territoire, notamment de l'oxygène destiné aux hôpitaux jordaniens. La réponse d'Israël n'est pas allée de soi. Les services de sécurité connaissent mal les conducteurs de ces camions de transport. Sous la pression du ministre du Développement régional, Silvan Shalom, le pays a donné son autorisation pour un petit nombre de camions jordaniens, petit nombre qui a augmenté au fil du temps.

Les camions subissent des contrôles de sécurité très stricts, notamment des scannages du chargement et des tests de détection des explosifs. Et ils se déplacent en convois de dix, accompagnés d'une escorte de police. Les camions turcs sont également de la partie. Il en arrive entre 50 et 150 par ferry. Leurs chauffeurs les conduisent ensuite directement en Jordanie.

D'après les informations des autorités fiscales israéliennes, ce commerce avec la Jordanie existe depuis un certain temps, mais à petite échelle. En 2011, par exemple, 3 500 camions ont circulé dans les deux directions. Comme les camions jordaniens étaient interdits sur le sol israélien, les marchandises étaient transportées dans des véhicules israéliens. Mais, depuis qu'ils sont autorisés, leur nombre a presque doublé, pour atteindre 6 400 en 2012. Et, pendant le premier trimestre 2013, pas moins de 2 600 camions de marchandises ont circulé dans les deux sens.

Selon des sources gouvernementales israéliennes, l'autorisation accordée aux camions jordaniens d'emprunter les routes israéliennes constitue *"un élément important pour la coopération entre les deux pays, qui pourrait les rapprocher"*. Mieux, cette autorisation qui était au début considérée comme une faveur accordée à la Jordanie et à la Turquie engendrera peut-être même des profits. *"On pourrait collecter jusqu'à 200 millions de shekels [42,3 millions d'euros] par an en taxes portuaires, carburant, assurances et divers frais liés au transport"*, souligne une source gouvernementale. Mais, pour une autre source, les vraies gagnantes, ce sont les relations d'Israël avec ses voisins.

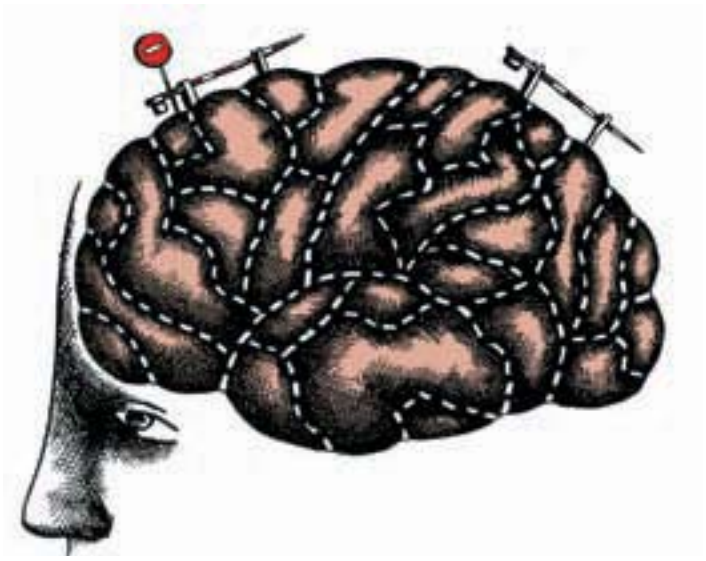
—Daniel Schmil



YÉMEN

“J’aurais dû être une terroriste…”

Témoignage d’une journaliste yéménite qui, de l’école élémentaire à l’université, a subi un enseignement fanatique et obscurantiste.



↙ *Dessin de* **Coste,** *Bruxelles.*

—Now *Beyrouth*

Quand j’étais petite, j’aimais le dessin. J’aimais dessiner des filles habillées de robes de princesse et portant de petites chaussures comme Cendrillon. C’est à cela que je m’adonnais en classe de dessin. Je n’étais probablement pas douée, mais j’étais motivée pour montrer ce que je savais faire. Une fois, j’ai ajouté un ruban rouge dans les cheveux et des chaussures de la même couleur aux pieds. Qu’elle était belle et élégante ! Je l’ai montrée à la maîtresse en m’attendant à recevoir des compliments. J’étais sûre que cette Cendrillon allait lui plaire.

La maîtresse a esquissé un sourire, puis a hésité avant de me dire : *“Il faut que tu la barres d’un trait à travers le cou, sinon elle pourrait revenir le jour du Jugement dernier et dire que c’est toi qui lui as insufflé la vie. Imiter la création de Dieu est illicite. En dessinant un trait noir sur son cou, tu signifieras que ce n’est qu’un dessin et non un être vivant.”* Je ne comprenais pas pourquoi je devais asphyxier cette jolie fille à la belle robe de princesse. Ni la raison pour laquelle Dieu allait me punir alors que je n’avais commis aucun mal mais simplement fait un dessin qui ressemblait à ce que l’on voyait à la télévision. Il n’empêche que, en bonne élève obéissante, j’ai ajouté le gros trait noir à travers le cou de la fille. C’était comme si je l’égorgeais. Depuis, je n’ai plus jamais eu envie de dessiner de fille. Je ne voulais pas égorger mes rêves.

Bosnie-Herzégovine. *“Que toutes les élèves viennent dans la cour d’école pour écouter le discours de la directrice”,* hurle une institutrice en brandissant un bâton afin de nous faire peur. Nous nous alignons en rangs, sous le soleil. Durant des heures et des heures. C’était au début du secondaire. Je ne comprenais presque rien au discours de la directrice. Ce que j’ai compris, c’est qu’il y avait des gens en Bosnie-Herzégovine qui haïssaient la religion musulmane et que nous devions y aller afin de les tuer. A force de rester debout sous le soleil brûlant, j’avais mal à la tête et je demandai à la maîtresse si je pouvais retourner dans la salle de classe. Courroucée, elle me répondit : *“Tu ne parviens pas à supporter deux heures de soleil alors que là-bas des gens meurent quotidiennement pour l’islam.”* Ses paroles m’intimidèrent et je renonçai à mon idée, continuant à résister au soleil en me disant que cela allait peut-être aider les habitants de la Bosnie-Herzégovine.

L’Islam protège. On m’a mise à l’université réservée aux filles pour la poursuite de mes études. C’est la meilleure du Yémen, d’après ce qu’on dit. La voix de la professeure me tire de mes rêveries. Si elle élève la voix, c’est qu’elle doit avoir quelque chose d’important à dire. Je tends donc l’oreille pour écouter son discours : *“Savez-vous pourquoi les publicités de montres occidentales présentent les aiguilles à dix heures et dix minutes ?”* Nous répondons que non. *“Parce que les musulmans ont vaincu les Occidentaux à cette heure-là.”* Elle ne cite pas le nom de la bataille ni n’explique comment on a pu déterminer l’heure aussi précisément. Dans la classe, personne ne réagit et toutes les filles se taisent.

Dans la cour de la fac, une camarade nous dit : *“Savez-vous que les médicaments occidentaux sont tous empoisonnés, mais que nous ne mourons pas parce que nous sommes musulmans ?”* Certaines filles ne sont pas convaincues. L’une d’elles dit : *“Qu’est-ce que c’est que ces affabulations ?”* La première lui répond : *“Tu ne crois donc pas que l’islam nous protège du mal ?”* Cette question suffit à la faire taire.

L’officier de police tourne les pages de mon passeport et grommelle : *“Vous êtes yéménite ?”* Puis il me toise : *“Vous ne seriez pas palestinienne avec passeport yéménite ? Vous n’avez pas l’air yéménite.”* Je lui réponds que je suis yéménite de père et de mère. Il tend mon passeport à son collègue. Celui-ci le prend et disparaît. Je regarde l’officier en souriant : *“Vous croyez que je suis terroriste parce que je suis yéménite ?”* “Non, dit-il, *c’est une procédure de routine.”* Je regarde ma montre. Il est 10 h 10. Je souris et me dis qu’il est étonnant que je ne sois pas devenue terroriste.

—Hind Al-Aryani

PAYS DU GOLFE

Une ambassade israélienne, mais où ?

Ha’Aretz vient d’annoncer qu’Israël a ouvert une représentation diplomatique dans un pays du Golfe, sans le nommer. Dans la presse arabe, les spéculations vont bon train.

Al-Quds Al-Arabi *(extraits)*
Londres

Le ministère du Budget israélien mentionne des frais pour l’ouverture d’une représentation diplomatique dans un pays tenu secret – il refuse en effet d’en divulguer le nom pour ne pas embarrasser les autorités locales. C’est ce qu’indique le quotidien israélien *Ha’Aretz,* selon qui tous les pays dans lesquels Tel-Aviv a ouvert une représentation entre 2010 et 2012 sont cités à l’exception d’un seul, qui se situerait dans le Golfe. Et ce parce que *“les relations entre Israël et les pays du Golfe sont extrêmement sensibles”.*

Qatar ou Oman ? A n’en pas douter, ces informations susciteront de nombreuses spéculations. Deux pays viennent à l’esprit, à savoir le Qatar et Oman, qui avaient déjà établi des relations économiques avec Israël et accueilli une représentation de l’Etat hébreu. En outre, le Premier ministre qatari Hamad bin Jassem Al-Thani s’est rendu à Washington [fin avril] et a déclaré que la Ligue arabe était prête à accepter le principe d’échanges de territoires entre Israéliens et Palestiniens.

Les Emirats arabes unis ont également établi des relations secrètes avec Israël. Selon des documents ayant fuité sur WikiLeaks, leur ministre des Affaires étrangères, Abdullah bin Zayed Al-Nahyan, a en effet rencontré plus d’une fois Tzipi Livni, son homologue israélienne de l’époque. Les Emirats avaient également accueilli plusieurs ministres israéliens à l’occasion de conférences internationales organisées sur leur sol.

Impossible de ne pas mentionner aussi Bahreïn. Une délégation israélienne s’y était rendue [en 1994] et le prince héritier avait écrit un article pour *The New York Times* [en 2009] afin de plaider la normalisation médiatique avec Israël, soutenant que les Arabes devaient publier dans la presse israélienne s’ils voulaient toucher l’opinion publique de ce pays et expliquer l’initiative de paix de la Ligue arabe.

En ce qui concerne le Qatar, son gouvernement a plus d’une fois suggéré qu’il était prêt à laisser la représentation israélienne rouvrir ses portes à Doha sous certaines conditions. Notamment l’autorisation de lancer la reconstruction de Gaza et la garantie qu’Israël ne détruirait pas de nouveau ce Territoire. Le fait qu’il y finance d’ores et déjà des chantiers de reconstruction signifie-t-il que Doha a reçu les garanties qu’il demandait ?

La vérité éclatera rapidement. On ne tardera pas à connaître le nom de ce pays

Le sultanat d’Oman avait finalement donné son accord [dans les années 1990] à l’ouverture d’une représentation à Mascate afin d’encourager le processus de paix. La paix se faisant attendre et alors qu’Israël usait de balles réelles dans la répression de la seconde Intifada, ce bureau a ensuite été fermé.

Nous sommes certains que la vérité éclatera rapidement et qu’on ne tardera pas à connaître le nom du pays qui accueille la nouvelle représentation israélienne. Car, en Israël, les journaux ne taisent aucun secret. Non seulement en raison de la concurrence qu’ils se livrent entre eux, mais aussi parce que les autorités sont favorables aux fuites concernant la normalisation des relations israélo-arabes.—

rfi Carrefour de l’Europe
Le dimanche à 12h10 (et 21h10) présenté par Daniel Desesquelle avec Eric Maurice de
Retrouvez l’émission sur www.rfi.fr
pressEurop Courrier international

NOUVELLE TOYOTA AURIS

LA SEULE BERLINE COMPACTE ESSENCE,[1] DIESEL[2] OU HYBRIDE[3]

TOYOTA

TOUJOURS MIEUX
TOUJOURS PLUS LOIN



À PARTIR DE

199€[1]/MOIS

AVEC 3 550 € D'APPORT

LOCATION LONGUE DURÉE SUR 49 MOIS

SANS CONDITION DE REPRISE

AURIS ESSENCE ET DIESEL : consommations mixtes (L/100 km) et émissions de CO_2 (Normes CE) : de **3,8** à **5,5** et de **99** à **128** g/km (A à C). AURIS HYBRIDE : consommations mixtes (L/100 km) et émissions de CO_2 (Normes CE) : de **3,8** à **3,9** et de **87** à **91** g/km (A). Données homologuées.
(1) Exemple pour une Auris 100 VVT-i Dynamic 5 portes (hors peinture métallisée ou nacrée) neuve en LLD sur 49 mois et 45 000 km. Premier loyer de **3 550 €** + 48 loyers de **199 €**, hors assurances facultatives, sans condition de reprise. (2) Exemple pour une Auris NG Dynamic 90 D-4D 5 portes (hors peinture métallisée ou nacrée) neuve en LLD sur 49 mois et 60 000 km. Premier loyer de **3 550 €** + 48 loyers de **229 €**, hors assurances facultatives, sans condition de reprise. (3) Exemple pour une Auris Hybride Dynamic 136h (hors peinture métallisée ou nacrée) neuve en LLD sur 49 mois et 45 000 km. Premier loyer de **3 550 €** déduction faite du Bonus Écologique de 2 360 € (selon décret n° 2012-1545 modifiant le décret n° 2007-1873) + 48 loyers de **269 €**, hors assurances facultatives, sans condition de reprise. Tarif n° 1090 au 16 avril 2013. Offre réservée aux particuliers, non cumulable avec toute autre offre, valable dans les concessions Toyota France participantes pour toute commande d'une nouvelle Auris Dynamic passée du **15 avril au 30 juin 2013**. En fin de contrat, restitution du véhicule dans votre concession avec paiement des frais de remise en état standard et des éventuels kilomètres excédentaires. Sous réserve d'acceptation par Toyota France Financement, 36 bd de la République 92423 Vaucresson Cedex - RCS 412 653 180 - n° ORIAS 07005419 consultable sur www.orias .fr

TOYOTA FRANCE - 20 bd de la République, 92420 Vaucresson - SAS au capital de 2 123 127 € - RCS Nanterre B 712 034 040 - TVA FR30 712 034 040 - ECLATS N. TVA FR30 + dark

afrique

Nigeria. Boko Haram : pas de quartier !



Le président Jonathan commet une grave erreur en proposant clémence et dialogue au groupe islamiste terroriste.

↙ *Dessin de* **Walenta,** *Pologne.*

—Nigerians Talk *Abuja*

Si la barbe de ton voisin prend feu, commence par mouiller la tienne. Ce dicton nous incite à passer à l'action avant que les choses n'empirent, même si l'on n'est pas directement concerné.

Quand on a commencé à parler, il y a quelques années, de problèmes entre une secte inconnue et la police, les chefs traditionnels du Nord ont préféré regarder ailleurs. C'était la barbe de quelqu'un d'autre qui était en feu et ils ne se sentaient pas concernés. Quand les affrontements se sont faits de plus en plus violents et que l'on a reparlé de cette secte, ils ont persisté à ne pas voir la réalité. Et, quand la confrontation est pratiquement devenue une guerre et que le gouvernement a donné l'ordre d'"*écraser*" cette secte, ils sont restés muets.

Les forces de sécurité n'ont pas fait de quartier : elles ont semé la mort et la désolation. Des grenades, des tirs de mortier et d'artillerie ont même été utilisés pour pulvériser des quartiers résidentiels. Les chefs de la secte ont été capturés et tués de sang-froid. Et l'odeur des corps en décomposition a envahi Maiduguri [nord-est du pays] et ses environs pendant des semaines.

Les "chefs traditionnels" n'ont pas voulu comprendre que le feu s'était propagé non seulement aux barbes et aux villages, mais aussi au pays tout entier. Mais, comme seuls les plus pauvres et les plus faibles en subissaient les conséquences, la classe dirigeante du nord du pays n'est pas intervenue. Le feu s'est alors propagé de Borno et Yobe à Bauchi, Gombe, Kano, Kaduna, à l'Adamawa, au Niger et au Territoire de la capitale fédérale. Rapidement, les forces de sécurité ne furent plus les seules cibles, et la vie de chacun s'est trouvée menacée.

Aujourd'hui, cette petite secte obscure est devenue l'un des groupes terroristes les plus violents d'Afrique. Nous l'appelons Boko Haram. Au départ, ses membres voulaient simplement vivre en marge de la société pour pratiquer l'islam à leur manière, même si c'était un islam quelque peu dévoyé. Ils se sont radicalisés quand leurs chefs ont été exécutés de sang-froid. Et, tandis que personne – ni le gouvernement ni les chefs traditionnels – ne se comportait de manière responsable, le groupe a commencé à tuer et à commettre des attentats à l'aveugle.

Problèmes de fond. En d'autres termes, le feu Boko Haram consume désormais tout le pays. C'est la raison pour laquelle, après des années d'inertie, pour ne pas dire de mépris, les chefs traditionnels du Nord se sont finalement rendu compte que leurs barbes étaient, elles aussi, en train de prendre feu. Le fait que l'émir de Kano ait échappé de justesse à un attentat a sans doute joué un rôle, même si auparavant deux autres émirs au moins avaient aussi vu la mort en face à cause de ces terroristes qui ne maîtrisent guère le concept de dégâts collatéraux.

Et, comme ils n'avaient rien fait quand les barbes des pauvres étaient en feu, les chefs traditionnels du Nord ont été pris de panique : pour se mouiller la barbe, ils n'ont pas hésité à sauter dans le puits. Une attitude qui montre bien à quel point leur réaction à cette crise, qui a tué des milliers de personnes ces quatre dernières années, est ridicule et tardive.

Savent-ils vraiment ce qu'est une amnistie ? Comment est-il possible d'accorder une amnistie avec un pistolet sur la tempe ? La réaction du chef de Boko Haram, Abubakar Shekau, n'a pas tardé : "*Boko Haram n'a rien fait qui mérite une amnistie. Contre toute attente, le gouvernement nigérian parle de nous accorder une amnistie. Quel mal avons-nous fait ? Au contraire, c'est à nous de lui accorder notre pardon.*"

Comment peut-on parler d'amnistie alors qu'il n'y a ni négociations ni cessez-le-feu ? Offrir d'amnistier les membres de Boko Haram est une réaction d'affolement et ne résoudra pas une situation qui ronge le pays depuis si longtemps. Cette amnistie n'est qu'une tentative d'esquiver les problèmes de fond : la pauvreté, l'exploitation, la mauvaise gestion et les injustices qui sont imputables à la classe dirigeante du Nord et qui ont créé un terreau fertile pour la montée en puissance de Boko Haram. Quant à la commission comprenant 26 membres annoncée par [le président Goodluck] Jonathan [*voir ci-contre*], elle ne servira à rien. Les violences auxquelles nous assistons aujourd'hui sont le fruit de la pauvreté, des inégalités, de l'ignorance et du désespoir auxquels sont réduits depuis des dizaines d'années de larges pans de la population du Nord – une situation créée et nourrie par les chefs traditionnels qui réclament aujourd'hui cette amnistie. Il est d'ailleurs révélateur que les deux seules personnalités politiques ayant eu des contacts directs avec Boko Haram, Shehu Sani et Datti Ahmed, aient refusé de faire partie de cette commission.

Que Jonathan ait accepté l'idée d'une amnistie montre bien qu'il n'a pas compris la dynamique socio-économique à l'œuvre dans le nord du Nigeria, à moins que cette crise ne serve sa réélection. S'il ne faisait pas subir la même chose aux Nigérians, il aurait pu demander aux chefs traditionnels de cesser de piller les fonds publics et de bourrer les urnes pour imposer des dirigeants qui ne plaisent à personne ; il aurait exigé plus de transparence dans les gouvernements et plus de justice pour les citoyens ordinaires et il leur aurait demandé de cesser d'utiliser la religion à des fins politiques, mais aussi de mettre un terme à la corruption, à la pauvreté et aux inégalités.

Pour finir, que cela nous plaise ou non, et que le groupe en soit ou non conscient, Boko Haram n'a pas grand-chose à voir avec l'islamisation du Nigeria ni d'ailleurs avec l'islam ; ces milliers de jeunes hommes désespérés et décervelés ne sont pas représentatifs des dizaines de millions de musulmans qui vivent au Nigeria. C'est tout bonnement la conséquence de ce qui se passe quand nous refusons de voir que la barbe de notre voisin est en feu.

—Salisu Suleiman

Contexte

Le 17 avril dernier, le président Goodluck Jonathan a formé une commission chargée de réfléchir à une amnistie des membres de Boko Haram, comme celle accordée en 2009 aux insurgés qui sévissaient dans le delta du Niger, producteur de pétrole. Une main tendue refusée par le chef présumé de la secte islamiste, Abubakar Shekau. Dans une vidéo diffusée le 13 mai, ce dernier revendique deux attaques récentes dans le nord-est du Nigeria. Le 16 avril, l'attaque de la localité de Baga (extrême nord-est, sur les rives du lac Tchad), suivie d'une violente répression de l'armée, avait fait au total 187 morts. Le 7 mai, à Bama (nord-est), 55 personnes avaient trouvé la mort après une attaque des islamistes.

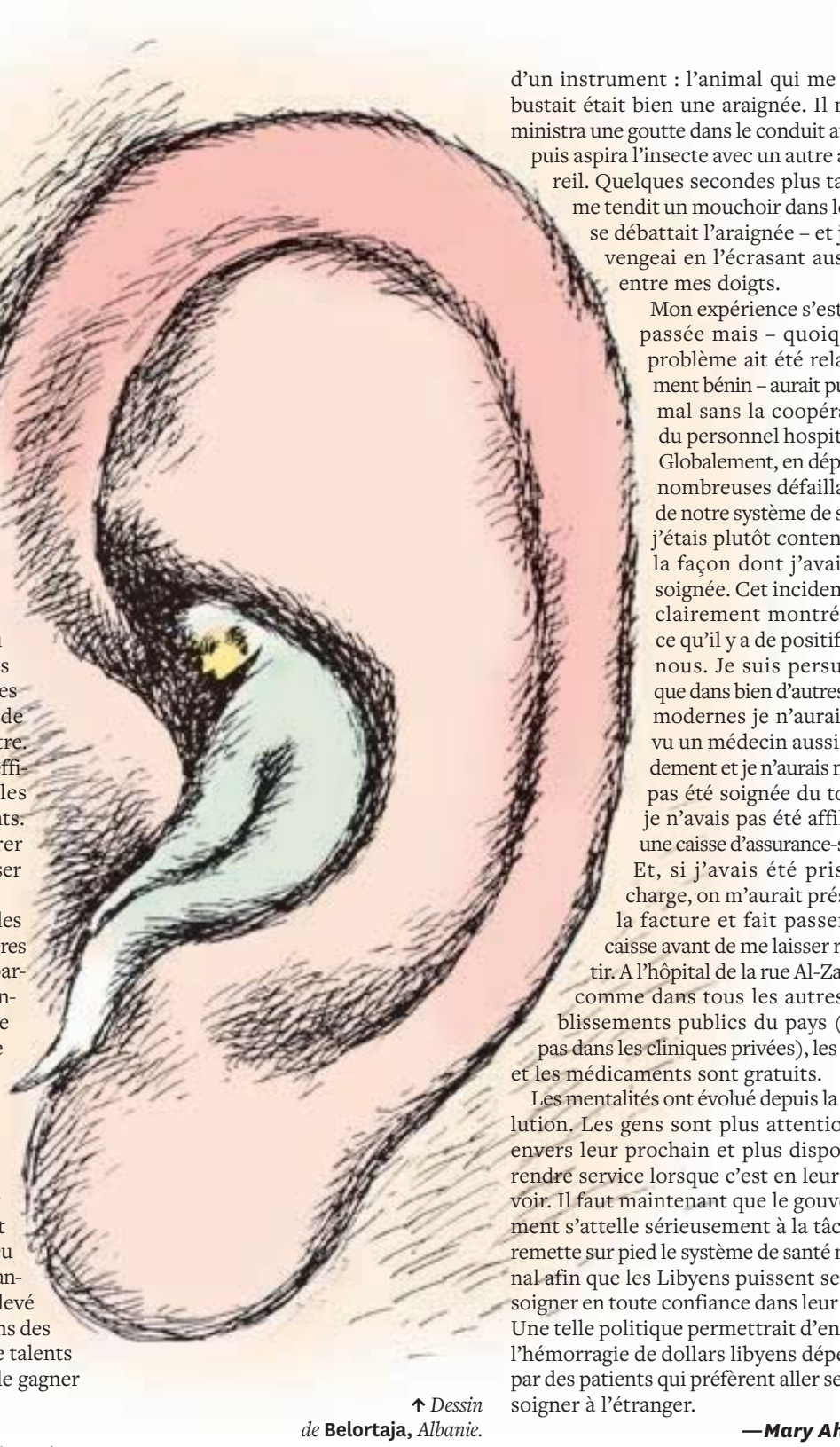
SOURCE

NIGERIANS TALK
Abuja, Nigeria
www.nigerianstalk.org
Créé en 2009, ce site Internet collaboratif publie des analyses sur le Nigeria "*d'un point de vue nigérian*". Alimenté principalement par des membres de la diaspora, son objectif est d'informer très largement sur un pays qui peine à trouver son équilibre.

LIBYE

L'hôpital retrouve la santé

Une araignée malencontreusement logée dans l'oreille, une journaliste libyenne part à la découverte du système de santé de son pays.



↑ *Dessin de* **Belortaja,** *Albanie.*

—The Tripoli Post *(extraits) Tripoli*

Il y a quelque temps, il m'est arrivé une mésaventure tout à la fois drôle et terrifiante : pendant que je jardinais, une minuscule araignée s'est glissée dans mon oreille. Quand je me suis rendu compte que quelque chose se baladait dans le pavillon, j'ai cru devenir folle. Il était trop tard pour aller voir un médecin. J'étais bonne pour attendre le lendemain matin.

A Tripoli, en cas d'accident ou d'urgence, vous pouvez aller soit à l'hôpital de la rue Al-Zawiya, soit à l'hôpital Tubby, plus moderne. S'ils peuvent faire autrement, la plupart des Libyens préfèrent éviter l'un et l'autre de ces établissements. Certains sont même prêts à aller jusqu'en Tunisie pour se faire soigner.

Il est vrai que tous les hôpitaux libyens, et ces deux-là en particulier, avaient très mauvaise presse dans le pays : le service laissait beaucoup à désirer, les locaux et le matériel étaient en très mauvais état, et les médecins, les infirmières et presque tout le personnel de l'établissement étaient très désagréables. On aurait dit que l'hôpital et tous ceux qui y travaillaient étaient là pour malmener les patients et non pour s'occuper d'eux.

J'ai lu récemment un rapport sur l'un de ces hôpitaux qui semblait indiquer qu'ils sont toujours en très mauvais état. De fait, certains médecins, poussés à bout, en sont venus à faire quotidiennement une grève d'une heure pour protester contre le manque de matériel, mais aussi contre les agressions armées auxquelles le personnel médical est confronté. Certains patients ou leur famille semblent en effet penser que s'ils braquent une arme à feu sur un médecin eux-mêmes ou leurs proches seront mieux soignés.

Le principal problème du secteur médical libyen tient à l'insuffisance des investissements publics, qui se traduit par des dysfonctionnements à tous les niveaux. Des dépenses plus réfléchies permettraient d'acheter du matériel indispensable, de l'entretenir correctement, d'assurer la sécurité du personnel et des patients, et de travailler dans un environnement plus propre afin de limiter les risques de contamination et la propagation des infections et des maladies.

Nous avons en Libye beaucoup de bons médecins – et aussi quelques mauvais –, mais nous manquons cruellement d'infirmières, notamment d'infirmières libyennes. Cette pénurie s'explique par la stigmatisation sociale attachée à cette profession qui, de ce fait, n'attire plus beaucoup de candidats. Si les Libyens ont beaucoup d'estime pour les médecins, ils semblent en revanche n'avoir que mépris pour les infirmières. C'est là une injustice qu'il conviendrait de réparer, car ce métier est la pierre angulaire du système de santé. Dans les autres pays, les infirmières font des études hautement spécialisées avant de décrocher leur diplôme et leur titre. Elles constituent des auxiliaires efficaces et indispensables, pour les médecins comme pour les patients. Elles ne se limitent pas à assurer les soins mais aident parfois à poser le diagnostic d'une maladie.

Pour remédier à cette pénurie, les Libyens ont embauché des infirmières philippines qui, bien qu'elles ne parlent pas la langue du pays, parviennent à se faire respecter, ce qui ne manque pas de surprendre lorsque l'on sait comment le public traite la petite poignée d'infirmières libyennes en exercice. Même les gardiens d'hôpitaux sont mieux considérés que ces pauvres femmes. Il faudrait améliorer leur formation, les payer davantage et revaloriser leur statut dans le milieu hospitalier. En allant recruter à l'étranger malgré le taux de chômage élevé qui sévit en Libye, nous négligeons des hommes et des femmes pleins de talents qui devraient avoir une chance de gagner leur vie ici et de servir leur pays.

Du positif. Pour être tout à fait honnête, je dois dire que l'idée même de me rendre à l'hôpital de la rue Al-Zawiya me terrifiait encore plus que cette fichue bestiole qui explorait les méandres et recoins de mon oreille. A ma grande surprise, l'hôpital autrefois réputé pour sa saleté repoussante est maintenant beaucoup plus propre. La réceptionniste qui m'a interrogée sur ce qui m'amenait a tout de suite compris l'urgence de la situation et s'est empressée de transmettre mon dossier à un médecin. Je n'ai donc pas eu à patienter trop longtemps dans la salle d'attente, qui était bondée.

La jeune femme médecin chargée du premier examen m'a à son tour rapidement aiguillée vers un spécialiste de l'oreille et, en quelques minutes, j'étais prise en charge par un jeune étudiant en médecine qui, sous la supervision d'une autre spécialiste, a exploré mon oreille à l'aide d'un instrument : l'animal qui me tarabustait était bien une araignée. Il m'administra une goutte dans le conduit auditif puis aspira l'insecte avec un autre appareil. Quelques secondes plus tard, il me tendit un mouchoir dans lequel se débattait l'araignée – et je me vengeai en l'écrasant aussitôt entre mes doigts.

Mon expérience s'est bien passée mais – quoique le problème ait été relativement bénin – aurait pu finir mal sans la coopération du personnel hospitalier. Globalement, en dépit des nombreuses défaillances de notre système de santé, j'étais plutôt contente de la façon dont j'avais été soignée. Cet incident m'a clairement montré tout ce qu'il y a de positif chez nous. Je suis persuadée que dans bien d'autres pays modernes je n'aurais pas vu un médecin aussi rapidement et je n'aurais même pas été soignée du tout si je n'avais pas été affiliée à une caisse d'assurance-santé. Et, si j'avais été prise en charge, on m'aurait présenté la facture et fait passer à la caisse avant de me laisser repartir. A l'hôpital de la rue Al-Zawiya, comme dans tous les autres établissements publics du pays (mais pas dans les cliniques privées), les soins et les médicaments sont gratuits.

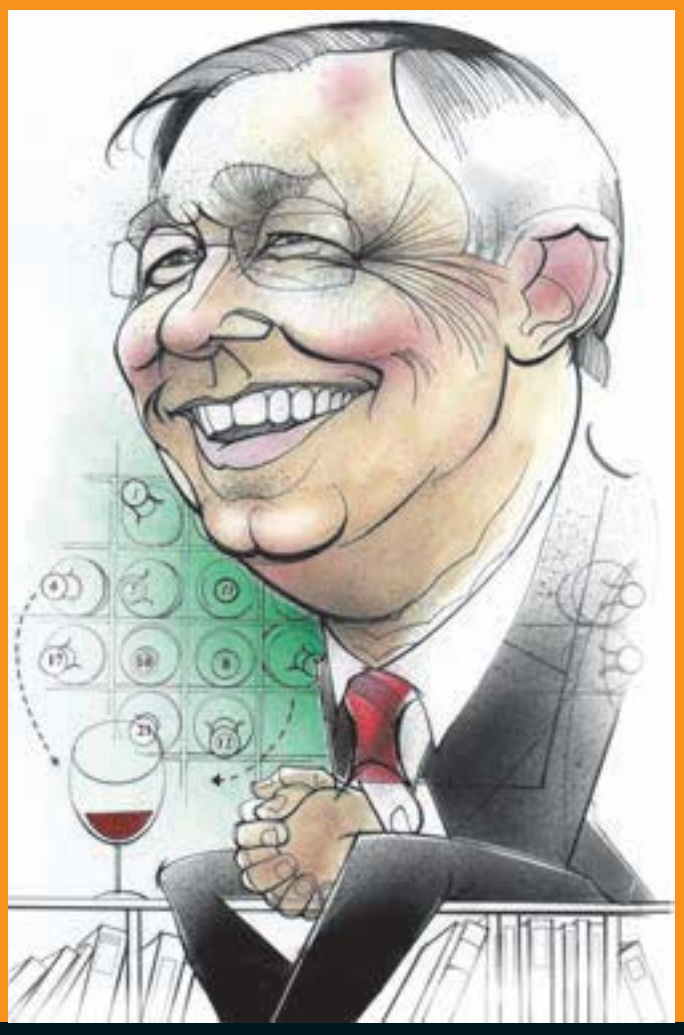
Les mentalités ont évolué depuis la révolution. Les gens sont plus attentionnés envers leur prochain et plus disposés à rendre service lorsque c'est en leur pouvoir. Il faut maintenant que le gouvernement s'attelle sérieusement à la tâche et remette sur pied le système de santé national afin que les Libyens puissent se faire soigner en toute confiance dans leur pays. Une telle politique permettrait d'enrayer l'hémorragie de dollars libyens dépensés par des patients qui préfèrent aller se faire soigner à l'étranger.

—Mary Ahmed



europe

Royaume-Uni. Sir Alex Ferguson : un dictateur vénéré



Vingt-six ans à la tête de Manchester United et 38 trophées à son actif : les exploits de ce redoutable Ecossais – qui vient d'annoncer sa retraite – transcendent le football.

← *Dessin d'***Ian Tovey** *paru dans* **The Observer,** *Londres.*

—The Daily Telegraph
(*extraits*) *Londres*

Quel symbole plus parfait de nos priorités nationales en cette année 2013 que ce qui s'est passé mercredi dernier, quand le discours de la reine s'est trouvé relégué au rang de vague murmure dans nos bulletins d'information par l'annonce du départ à la retraite d'un entraîneur de football septuagénaire ? Des séismes de ce genre en disent long sur l'objet même du tumulte et de la fascination, mais aussi sur nous-mêmes et sur notre époque.

Lorsque Ferguson s'est imposé en tant que talent de sa génération en permettant à Aberdeen de décrocher un titre européen, en 1983, le football était si peu à la mode que, adolescent, mon obsession pour ce sport me valait de passer pour un cinglé aux yeux de mes pairs. Trente ans plus tard, la question triviale du programme législatif du gouvernement a bien failli n'être mentionnée qu'en passant aux infos tandis qu'un pays sous le choc faisait déjà son deuil de sir Alex Ferguson, sur le point de quitter le banc de touche d'Old Trafford.

On ne saurait trop souligner le rôle de précurseur joué par sir Alex dans cette métamorphose, mais cette couverture médiatique frénétique va sans doute au-delà de simples louanges à son égard pour avoir su enrichir la vitrine des trophées de Manchester United. D'une certaine façon, il en est venu à transcender le ballon rond – et à représenter quelque chose de plus vaste même que le football. Tout cela s'explique en partie par ses accomplissements, aussi constants qu'impressionnants, tout au long d'une époque où nous avons fini par perdre foi dans les institutions et dans la capacité de la Grande-Bretagne à réaliser quoi que ce soit de valeur.

Sous son égide, Old Trafford ressemblait à une baronnie féodale

Quand le commentateur politique Nick Robinson a déclaré aux auditeurs de la BBC que, selon lui, sir Alex était le plus grand Britannique vivant aujourd'hui, il n'a surpris personne. Et ensuite est venue la question, logique : "*Mais, au fait, à part lui, qui d'autre ?*"

Quelques mois après que Ferguson eut consolidé sa position, jusqu'alors fragile, à Manchester grâce à sa victoire en Coupe d'Angleterre, en 1990, Margaret Thatcher a été battue et, de l'avis général, nous n'avons jamais été bien gouvernés depuis. Entre-temps, la police, la BBC et d'autres secteurs des médias ont perdu le respect qu'ils inspiraient. L'armée a vu sa réputation ternie par deux guerres mal menées. La classe politique a monstrueusement sombré à cause de l'aventure irakienne entreprise par Tony Blair et Alastair Campbell, des amis de sir Alex, à cause des scandales et de l'impression générale que nos dirigeants sont pieds et poings liés face aux forces économiques de la mondialisation. Alors que ces institutions tremblaient sur leurs bases, sir Alex, lui, était toujours debout sur le banc de touche, incarnation solitaire et inébranlable de la permanence et de la réussite, en route pour la gloire à grand renfort de coups de gueule, de mâchoires serrées, de séduction, de cajoleries et d'intimidation.

Le fait qu'il prenne sa retraite si peu de temps après la mort de lady Thatcher n'est que pure coïncidence, mais il survient à un moment qui lui confère encore plus d'importance. Politiquement, ils n'auraient pu être plus à l'opposé l'un de l'autre ; pourtant, ils ont plus en commun que leur capacité supposée à écraser toute forme d'opposition et à triompher d'obstacles apparemment insurmontables. La vénération qu'ils suscitent tient en partie à leur aura en tant qu'exemples rares d'un phénomène désormais presque totalement déprécié en cette ère rétrograde de renaissance de la domination des élites. Ils sont tous deux de formidables incarnations de l'ascension sociale.

Si M^me^ Thatcher est née et a grandi au-dessus d'une boutique de Grantham et a rendu son dernier soupir au Ritz, Ferguson, lui, grâce à sa foi acharnée et monomaniaque dans le travail et en lui-même, a quitté Glasgow pour la tribune des gagnants à Ascot. Loin de nous l'idée de dire qu'il n'a plus que mépris pour ses origines. S'il est honoré d'une pairie, il se renommera fort probablement lord Ferguson de Govan, en hommage à sa jeunesse à l'ombre des chantiers navals, où il avait pris la tête d'une grève des apprentis et où il était devenu représentant syndical à l'âge précoce de 21 ans.

Toutes les grandes carrières comportent leur part de paradoxe, et le rôle clé joué par cet agitateur rouge dans l'épopée du football – autrefois divertissement communautaire et prolétaire, aujourd'hui apothéose de la cupidité mondialiste de l'économie de marché, comme l'est devenue la Première ligue – est assurément paradoxal. Sous son égide, Old Trafford ressemblait moins au fief d'un club de foot qu'à une baronnie féodale. Il régnait sans partage, avec une autorité dont nul autre ne jouissait dans la sphère publique. Et peut-être n'aimons-nous pas les dictateurs, mais il est difficile de ne pas les vénérer.

Le foot et la bagarre. Plus encore qu'un monarque absolu, sir Alex était la version moderne d'un seigneur de la guerre médiéval. George Orwell disait du sport international qu'il était la guerre sans les armes, et cela vaut pour le football national, le plus tribal de tous les sports. "*Alors, on était toujours dehors, à se bagarrer avec les voyous dans la rue, et à jouer au foot*", racontait Ferguson au sujet de son enfance à Govan. "*C'était ça, notre vie.*" Rien n'a changé. Le foot et la bagarre, la bagarre et le foot… Avec lui, les deux étaient indissociables.

Est-il besoin de dire que nous n'en connaîtrons jamais d'autre comme lui ? Sir Alex, par sa tyrannie souvent bienveillante, parfois cruelle, était un anachronisme depuis longtemps. Déjà, son époque se pare d'un parfum de nostalgie et nous rappelle celle où notre pays donnait de temps à autre naissance à un géant capable de rivaliser avec ses homologues planétaires et qui, à l'aide d'un mélange de talent, d'agressivité, de force de la nature et de chance, finissait par s'imposer.

—Matthew Norman

ITALIE

La tumeur Berlusconi

Bien qu'il n'ait aucune fonction dans le nouveau gouvernement et de sérieux ennuis judiciaires, le Cavaliere continue à peser de tout son poids dans la vie politique intérieure. Il pourrait bien faire voler en éclats la fragile coalition.



↓ *Dessin de* **Hachfeld** *paru dans* **Neues Deutschland,** *Berlin.*

La Repubblica (*extraits*) *Rome*

La démonstration de force de Silvio Berlusconi [samedi 11 mai] à Brescia [nord de l'Italie] contre la magistrature et les juges qui l'ont condamné en appel à des peines sévères, proportionnelles à ses méfaits répétés, s'est déroulée – et c'est l'aspect politiquement le plus grave – en présence et avec la participation de personnalités de son parti membres du gouvernement : Angelino Alfano, vice-président du Conseil et ministre de l'Intérieur, les ministres Gaetano Quagliariello (Réforme) et Maurizio Lupi (Transports et Infrastructures).

Le chef du gouvernement, Enrico Letta, avait déjà marqué sa désapprobation quant à la présence de ministres en exercice au rassemblement de Berlusconi. Nous reviendrons plus en détail sur les conséquences potentielles de cet épisode dans la suite de cet article, mais soulignons d'emblée sa gravité et la nécessité absolue que de tels faits ne se reproduisent jamais plus.

Retraçons maintenant l'enchaînement chronologique des événements de ce 11 mai et leurs implications. C'est la première fois qu'un ancien leader de la CGIL [Confédération générale italienne du travail, le plus important des syndicats italiens] devient secrétaire du principal parti de la gauche italienne, qui d'une certaine manière est l'héritier du parti communiste. Il dirigera le parti au cours des cinq prochains mois, assumant d'importantes responsabilités.

Parmi elles, celle de disputer à Berlusconi le rôle d'inspirateur numéro un du gouvernement. Si le Parti démocrate (PD) n'assure pas dès demain le gouvernement de son soutien actif, Enrico Letta risque de voir s'accroître le rôle et les prétentions de Silvio Berlusconi. Dont la première entre toutes est que ses promesses de campagne constituent la base du gouvernement actuel. L'indépendance du gouvernement Letta et sa crédibilité européenne en sortiraient fortement diminuées.

Si la "*pacification*" [stratégie ouvertement évoquée par Enrico Letta pour permettre à la coalition, qui regroupe des ministres de droite et de gauche, de se maintenir le plus longtemps possible] est la condition sine qua non de l'existence de ce gouvernement, il ne s'agit pas pour autant, pour les représentants des partis appelés au gouvernement, de se jeter au cou les uns des autres ; il s'agit de respecter les intérêts légitimes, la répartition équitable des devoirs, l'esprit de dévouement et d'équipe. Mais si le concept de pacification doit se confondre avec l'oubli définitif de ce qui a divisé, et divise encore, les forces politiques présentes au Parlement et dans le pays, s'il doit signifier l'effacement définitif de l'incompatibilité entre les parties concernées, alors il faut dire que cet objectif n'est pas acceptable et ne le sera pas tant que le centre droit sera dirigé par Silvio Berlusconi.

C'est le point qu'Enrico Letta doit clarifier au plus vite ; non par des paroles, par des actes.

Le terme "*non présentable*" [prononcé à l'égard de Berlusconi après sa déclaration de fin janvier sur les "*choses justes*" qu'auraient faites Mussolini] a provoqué une vaste polémique, mais, franchement, le vocabulaire italien n'en offre pas de meilleur pour exprimer cet état de fait objectif. Un personnage avec de tels antécédents ne peut jouer le rôle qui est le sien depuis vingt ans sans que l'esprit même de la vie publique et des institutions n'en soit profondément souillé. Ce facteur d'avilissement n'aurait jamais été accepté dans aucune autre démocratie occidentale, d'ailleurs aucun gouvernement occidental n'a accepté Berlusconi et l'Italie qu'il représentait comme un partenaire crédible et fiable. Il s'agit d'une question non pas personnelle et subjective, mais politique et objective : Berlusconi n'est pas presentable, et ce n'est pas là un jugement moral, mais politique. Malheureusement, le parti qu'il a fondé n'a ni su, ni pu, ni voulu quitter l'enfance et demeure, à vingt ans passés, sa propriété personnelle. Voilà pourquoi une pacification n'est pas possible. Une telle exigence compromettrait la participation du Parti démocrate à un gouvernement rendu nécessaire par le résultat des élections de février dernier. C'est le point qu'Enrico Letta doit éclaircir au plus vite ; non par des paroles, par des actes.

Il l'avait déjà en partie clarifié dans son discours d'investiture, quand il déclarait : "*Ce gouvernement ne se propose pas de faire de la politique mais des politiques, c'est-à-dire des choses concrètes dont les gens ressentent la nécessité et le besoin.*" Du reste, le caractère inacceptable de Berlusconi a été confirmé par le rassemblement de Brescia. Circonstance aggravante : Angelino Alfano, vice-président du Conseil et ministre de l'Intérieur [et dauphin de Silvio Berlusconi] a participé au côté de tous les dirigeants du PDL [Peuple de la liberté] à cette manifestation contre la magistrature milanaise, accusée d'avoir rendu une sentence défavorable à Berlusconi. Ce jour-là, Berlusconi a également qualifié la Cour constitutionnelle d'institution assujettie à la gauche politique. Je répète : au cours d'une manifestation publique contre la magistrature. Autrement dit : les représentants du pouvoir exécutif ne respectent pas l'autonomie du pouvoir judiciaire. Berlusconi, inculpé et privé de mandat gouvernemental, peut bien en appeler à la rue, mais pas les membres du gouvernement. Il serait intolérable que cette atteinte au droit se répète.

Nous jugeons donc indispensable que le président du Conseil, Enrico Letta, s'exprime encore avec la plus grande clarté sur cette question. Un ultimatum est indispensable si le gouvernement veut continuer à exister avec le soutien du Parti démocrate et de l'opinion publique.

—Eugenio Scalfari

l'auteur

EUGENIO SCALFARI

A 89 ans, Eugenio Scalfari est le doyen de la presse italienne et l'un de ses journalistes les plus connus et respectés. Dans les années 1960, il relance le magazine de centre gauche *L'Espresso* à coups d'enquêtes et en fait l'un des principaux hebdomadaires. Après un court passage au Parlement comme député (sous les couleurs du Parti socialiste italien), il fonde en 1976 le quotidien *La Repubblica*, qui s'imposera rapidement comme le journal de la bourgeoisie de gauche. Eugenio Scalfari est l'auteur de nombreux essais sur l'éthique, la politique, l'économie ou encore la laïcité.



ALLEMAGNE

La vraie vie des Autres

La parution d'une nouvelle biographie sur les jeunes années d'Angela Merkel invite les Allemands de l'Ouest à porter un regard plus nuancé sur l'ex-RDA. Et éclaire l'art de gouverner de la chancelière.



↙ *Dessin de* **Balaban,** *Luxembourg.*

—Die Welt *Berlin*

En novembre 1980, à Prenzlauer Berg [Berlin-Est], se tenait une fête d'anniversaire privée. Des membres de l'opposition religieuse y côtoyaient un futur interprète du Politburo et un officier de réserve de la NVA (armée est-allemande) était assis près d'une étudiante qui fondit en larmes quand un invité de l'Ouest décrivit le long voyage qu'il avait fait pour arriver là. La séduisante secrétaire de la FDJ (l'organisation communiste de la jeunesse) d'un hôtel de Leipzig était également présente, ainsi qu'un couple d'universitaires qui venaient de recevoir un appel de Houston.

Le temps passa, et tout le monde se mit à discuter pour savoir qui aurait voté pour quel parti aux récentes élections du Bundestag. Les réponses allèrent de la droite chrétienne-démocrate de Bavière (CSU) aux Verts, mais personne ne pencha pour le DKP (le parti communiste de RFA). Pour finir, on chercha à savoir lequel des géants industriels de RDA pourrait être privatisé. Un invité avisé, proche du système, suggéra la compagnie des eaux de Berlin-Est.

La RDA manichéenne et monolithique est une invention des médias occidentaux. Quiconque a grandi en Allemagne de l'Est a surtout connu une chose : d'innombrables nuances de gris. Toutes sortes de brouillards, d'ordre politique et privé – des brouillards aussi nombreux que les fromages à l'Ouest. Et tous ces brouillards dissimulaient autant d'équilibres précaires. Secrètement, il y avait autant de conversions politiques qu'en Occident, mais il n'était pas question de les rendre publiques en changeant de parti. Il arrivait cependant que certains quittent le Parti de façon ostensible.

Maintes nuances de gris. D'autres dissimulaient le fond de leur pensée en se montrant au contraire particulièrement fidèles au système. D'autres encore, d'abord adversaires du Parti, rejoignaient ses rangs, puis redevenaient des critiques du régime. Certains avaient foi dans les réformes du Parti. Beaucoup avaient des idéaux, car de l'autre côté du rideau de fer non plus on ne pouvait pas vivre sans idéal. Mais tous étaient confrontés à une interrogation : que pouvaient-ils ou non en exprimer au quotidien, en leur âme et conscience ? Une question à laquelle personne ou presque n'avait à répondre à l'Ouest.

Ne pas pouvoir tout lire, ne pas pouvoir se rendre en Occident, sauf à certaines conditions politiques. Comment une jeune personne qui en 1972 ou 1982 n'avait encore aucune idée de ce que deviendrait son existence pouvait-elle réagir à cela ? C'est une problématique que personne à l'Ouest n'a eu à aborder. Là encore, en RDA, tout n'était pas noir ou blanc, Stasi ou cercles religieux – selon les groupes, il y avait maintes nuances de gris, de brouillards, de niches et d'équilibres.

Les citoyens de RFA ont grandi dans des conditions privilégiées, c'est peut-être en ces termes que le formulerait Angela Merkel. Dans un climat social où la dissimulation et le silence, le travestissement et le réajustement n'étaient pas nécessaires, où il n'y avait pas besoin d'ériger un mur autour de son moi profond, où, surtout, le moindre geste quotidien ne faisait pas l'objet d'une interprétation politique, que ce soit sur l'instant ou rétrospectivement.

Sous certains aspects, cette coexistence dans l'indifférence, la confrontation et la convivialité entre membres du Parti et pontes de la Stasi, entre sceptiques, réfractaires et résistants convaincus était beaucoup plus dense qu'à l'Ouest, et ce sans jamais suivre un modèle en noir et blanc.

Il y avait des cas de la pire espèce d'exercice brutal du pouvoir. Et il y avait cet équilibre perpétuel, cette façon de se frayer un chemin sous la dictature, quête tâtonnante d'une issue *"où tu peux mettre les pieds"*.

Le mutisme de "l'Est" depuis 1989 tient en grande partie au fait que le kaléidoscope de la RDA avait accouché de beaucoup trop de nuances dans la vie personnelle, des nuances uniquement compréhensibles à qui vit derrière un mur, pour que les gens puissent par la suite s'entendre sur une couleur dominante. La dictature offrait des champs d'expérience qui ne correspondent à aucun modèle occidental.

Un jeu d'équilibriste. Angela Merkel en a fait partie. Elle a appris à connaître ce jeu d'équilibriste, tout comme ses parents. Elle était membre de la FDJ mais s'est fait prendre avec des documents de Solidarnosc. Elle se livrait à une activité de façade conforme à l'idéologie du Parti, ce que d'aucuns considéreront comme bien plus qu'un soutien de principe, mais en même temps elle en connaissait la complexité de l'intérieur. Elle a vu tour à tour un père idéaliste sous les traits d'un homme sceptique à l'égard de l'Ouest, d'un intellectuel aux aguets et d'un déçu de l'Est. Jamais elle ne porterait un jugement sur sa quête de sens.

Elle sait pour l'avoir vécu à quel point il peut être incroyablement compliqué de trouver la bonne voie dans le brouillard de la dictature et, surtout, de seulement trancher entre le juste et le faux – sur le plan pratique, politique, selon la situation, et ce presque chaque jour.

C'est à l'époque qu'Angela Merkel a commencé à acquérir les caractéristiques personnelles qui lui permettent aujourd'hui de comprendre instinctivement les rapports de forces extrêmement sensibles au sein des plus hautes instances de l'Union européenne, sur le plan pratique, politique et humain. Durant sa jeunesse, contrairement à la plupart des Allemands de l'Ouest, elle s'est trouvée si peu privilégiée qu'aujourd'hui elle n'a peur de rien.

—Torsten Krauel

SOURCE

DIE WELT

Berlin, Allemagne

Quotidien, 230 000 ex.

Le journal de référence du groupe Axel Springer ne se prive pas d'afficher ses sympathies à droite. Mais, surtout, il se distingue par une information de haut niveau dans toutes les rubriques et un soin particulier apporté à la lisibilité. Diffusé dans tout le pays, il se lit également le dimanche grâce à son édition spéciale *Welt am Sonntag*.

Contexte

Révélations sur un parcours

●●● L'approche des élections législatives du 22 septembre s'accompagne de la publication d'une demi-douzaine de nouvelles biographies d'Angela Merkel. La dernière en date, parue le 14 mai aux éditions Piper sous le titre *Das erste Leben der Angela M.* (La première vie d'Angela M.), est le fruit de la première enquête approfondie menée par deux journalistes, Ralf Georg Reuth (*Die Welt*) et Günther Lachmann (*Bild*), sur la vie de la chancelière jusqu'à l'âge de 35 ans. Elle fait apparaître qu'Angela Merkel n'était *"ni une scientifique apolitique ni quelqu'un dont le cœur battait pour l'unité allemande,* résume **Die Welt**. *C'était une physicienne conforme au système de l'élite scientifique est-allemande d'inspiration soviétique et, en 1989, favorable à un socialisme démocratique – un point de départ surprenant pour la future chancelière et présidente de l'Union chrétienne-démocrate (CDU). Les auteurs démontrent que Merkel nourrissait déjà des ambitions politiques avant la chute du Mur. Elle était, selon eux, une communiste réformiste au sens large du terme, qui, sous l'influence de Gorbatchev, prônait des réformes pour un socialisme démocratique dans une RDA indépendante."*



ESPAGNE

Visite guidée à travers “l’autre Valence”

Dans l’une des villes espagnoles les plus touchées par la crise, une initiative citoyenne propose des promenades accompagnées placées sous le signe de l’optimisme. Reportage.



↙ *“Barcelone”. Dessin de* **Beppe Giacobbe,** *Italie.*

La Marea *(extraits) Madrid*

Jusque-là, on avait le tourisme de catastrophe. Valence – comme le Sarajevo d’après-guerre, le Berlin nazi ou le New York de l’après-11 septembre – avait son circuit de la tragédie, en l’occurrence du gaspillage [les itinéraires de la *“Ruta del despilfarro”* avaient pour objectif de dénoncer les causes de la gabegie locale]. Aujourd’hui, il est temps d’essayer autre chose, de tourner la page pour faire oublier les affaires de corruption, l’image de bureaucratie opaque et de spéculation immobilière attachée à la ville. Car une autre Valence existe : c’est cet autre visage que l’initiative citoyenne intitulée la *“Ruta de Valencia en positivo”* [la route de Valence, version positive] entend faire découvrir grâce à une excursion matinale.

Une bonne cinquantaine de personnes, un autobus, trois quartiers à découvrir : voilà le programme. Miguel Angel Ferris est l’un des artisans de ce projet qui vise à raconter l’histoire d’une ville qui veut *“surmonter l’héritage noir de deux décennies marquées par la décadence sociale et culturelle”*. Il s’agit de faire connaître les initiatives qui se multiplient, aiguisées par la crise, et qui misent sur un nouveau modèle socio-économique et une plus grande participation citoyenne. Les “touristes” – pour la plupart des habitants de Valence – déboursent 8 euros pour s’embarquer dans un voyage de près de cinq heures dans une ville qui refuse de mourir du fait de la mauvaise gestion des uns et des autres.

La visite commence dans le vieux Valence. Là, Miguel Angel, mégaphone en main, en appelle au *“changement politique”*. *“Les mouvements sociaux doivent mettre leurs revendications sur la table. Cet endroit*, dit-il en montrant du doigt le parlement de la communauté de Valence, *doit redevenir une agora.”*

L’itinéraire permet ensuite de remonter dans l’histoire du quartier, de ses places, de ses rues sinueuses qu’empruntaient les charrettes pour rejoindre le marché. Et aussi dans celle de la lutte des habitants pour la préservation de la ville. Puis cap sur le Centro excursionista [centre du randonneur]. Le bâtiment a été réhabilité sans la moindre aide publique, mais, le centre, en activité depuis plus de soixante ans est actuellement menacé d’expulsion. A quelques rues de là, une terrasse du quatrième étage accueille un petit jardin potager. Plusieurs personnes y travaillent et partagent fruits et légumes. Un espace de tranquillité en plein cœur de la ville, une zone consacrée à la consommation durable et créative.

Midi a déjà sonné et, à force de s’arrêter ici et là, l’autobus atteint le quartier de Benimaclet avec du retard. Au premier arrêt dans des jardins urbains, les visiteurs n’en reviennent pas : là où se trouvait une ferme du XVIIIe siècle, désormais 60 parcelles sont cultivées pour l’autoconsommation par des habitants ainsi que par différentes coopératives. Ça ne s’est pas fait tout seul. Les jardins partagés du quartier faisaient partie d’un projet d’urbanisation de 289 000 mètres carrés, emporté comme d’autres dans le tourbillon de la crise immobilière. Propriétaire de cet immense terrain, la banque BBVA a renoncé à réaliser les constructions et l’espace vert initialement prévus. Après plusieurs mois de lutte entre les riverains et la banque, la municipalité a fini par intervenir, et les habitants ont pu créer ces potagers, où poussent désormais artichauts, laitues, fèves, haricots verts et autres légumes, cultivés de façon écologique.

L’arrêt suivant est au *Kaf Café*. Ce café littéraire unique en son genre est l’un des hauts lieux de pèlerinage poétique à Valence : lectures de poésie, concerts et présentations de livres jalonnent sa programmation quotidienne depuis sa création voilà trois ans.

Dernière étape : Russafa, le quartier le plus multiculturel de Valence. Les visiteurs y découvrent l’initiative *“De armario a armario”* [“d’armoire en armoire”], consacrée au troc de vêtements : une boutique est choisie et les amateurs viennent y échanger des pièces de leur garde-robe. La manifestation bénéficie de la participation de designers, d’illustrateurs, de stylistes, de photographes et d’un DJ. Les échanges sont l’occasion de boire un verre de vin et de grignoter un cupcake. Ce nouveau concept d’économie alternative fonctionne sur un système de points avec étiquetage des vêtements : un tee-shirt ne vaut pas autant de points qu’un manteau, par exemple, les pièces de marque voient leurs points doublés et les vêtements neufs bénéficient également d’un bonus. Pour participer, il en coûte 5 euros, verre de vin et pâtisserie compris.

On rejoint ensuite l’association Jarit, “ami” en sénégalais. Elle a une triple vocation : action sociale (aide et collaboration avec les immigrés), coopération et éducation pour le développement. Elle a déjà organisé plusieurs événements dans le quartier, dont un festival interculturel et un carnaval solidaire.

L’*Ubik Café*, qui fait aussi librairie, est le terminus du circuit. Les touristes improvisés ont découvert l’autre Valence, celle qui dénonce la corruption et qui s’éveille un peu plus chaque jour. D’autres voyageurs seront au rendez-vous samedi prochain.

Toni Martínez

SOURCE



LA MAREA

Madrid, Espagne

Mensuel, 6 000 ex.

www.lamarea.com

Ce magazine a été lancé par d’anciens journalistes du quotidien de gauche *Público*, qui a arrêté son édition papier en février 2012. Leur projet : continuer à pratiquer leur métier en dehors de toute pression éditoriale ou financière. *MásPúblico*, la coopérative qu’ils ont créée, rassemble journalistes et lecteurs partageant le même souci d’indépendance.

Le Monde | Courrier international
présentent
FORUM EXPAT
MARDI 4 JUIN 2013 - 9H À 19H
80 bd Auguste Blanqui PARIS 13e
Journal LE MONDE
CONSTRUISEZ
VOTRE PROJET
À L’INTERNATIONAL
VENEZ RENCONTRER
LES GRANDS ACTEURS
DE L’EXPATRIATION
Temps forts
• Conférences animées par des journalistes du *Monde* et de *Courrier international*
• Prises de parole des experts de la mobilité internationale

FORUM EXPAT
INFOS & INSCRIPTION :
www.leforumexpat.com
Retrouvez-nous sur Facebook :
https://www.facebook.com/ForumExpat
Suivez-nous sur Twitter :
@ForumExpat et #ForumExpat

France. Etouffée sous la paperasse

Les normes bureaucratiques sous lesquelles croule le pays et le mille-feuille administratif paralysent l'activité économique.



↙ *Dessin de* **Cost** *paru dans* **Le Soir,** *Bruxelles.*

—The Washington Post
Washington

Il a beau avoir vingt-cinq ans d'expérience à la mairie d'Albaret-Sainte-Marie, petite commune située dans les collines boisées du centre de la France, Michel Thérond n'en reçoit pas moins des avis divers et multiples des bureaucrates de Paris. Ce jour-là, il a ainsi reçu une directive stipulant que les trottoirs devraient être élargis pour permettre à deux fauteuils roulants de se croiser sans accrochage. Une autre ordonne de rendre la cantine de l'école accessible par ascenseur. D'après une troisième, il faudra élaguer les branches des arbres à hauteur de 2 mètres depuis la base du tronc. *"On étouffe"*, se lamente le maire en passant au crible une pile de règles et de réglementations entassées sur son bureau – dont il ne tiendra pas compte la plupart du temps, et qu'il ne comprend souvent même pas.

La France et ses voisins du Sud croulent sous une montagne grandissante de normes, règles et directives. Ces vingt dernières années, le nombre d'obligations et d'interdictions légales est devenu tellement pléthorique qu'elles asphyxient la croissance alors que le continent tente de sortir de la pire récession depuis trente ans, mettent en garde hommes d'affaires et économistes.

Selon une récente étude, la France est aux prises avec 400 000 normes et règles, allant du nombre d'œufs durs qu'un élève de maternelle peut manger au déjeuner (la moitié d'un) jusqu'à la saillie autorisée d'une boîte aux lettres par rapport au mur. Les consignes ont coûté aux petites communes comme Albaret-Sainte-Marie plus de 1,9 milliard d'euros en quatre ans, estime l'étude.

Hérésie. Une bureaucratie tout aussi tatillonne s'applique aux entreprises, et la facture s'avère encore plus lourde pour le secteur privé. Elle coûte aux 27 pays de l'Union européenne en moyenne 3,7 % de leur produit intérieur brut (plus de 7,7 milliards d'euros dans le cas de la France), les privant d'un montant incalculable en nouveaux investissements, d'après l'OCDE. Christophe Brunel, propriétaire de l'hôtel du *Rocher blanc*, en face de la mairie, explique que les nouvelles réglementations relatives aux accès pour fauteuils roulants, aux sanitaires et à la prévention anti-incendie, qui entreront en vigueur en 2015, lui coûteront environ 1,1 million d'euros, soit plus que la valeur de son établissement, vieux d'un siècle. Ces règles, poursuit-il, lui imposeront d'élargir les couloirs et les cages d'escalier, d'installer des ascenseurs, de changer les portes, de moderniser les chambres et de refaire la cuisine, ce qui détruira le charme de l'hôtel, et torpillera son budget. *"En France, 80 % des petits hôtels indépendants ne peuvent pas répondre à ces critères"*, ajoute-t-il, laissant entendre que, si ces normes sont appliquées, on ne pourra plus se loger que dans les chaînes hôtelières.

Face à l'inquiétude du secteur, le président François Hollande a promis le mois dernier que son gouvernement entreprendrait un *"choc de simplification"* pour alléger le trop-plein de normes et de réglementations. Les Français se sont contentés de sourire, car ils n'ont pas oublié que depuis Charles de Gaulle les prédécesseurs de Hollande ont tous fait les mêmes promesses.

Cet excès de réglementation a également pour origine le "mille-feuille" du gouvernement, toutes ces couches qui s'entassent, à partir des municipalités, puis des cantons, jusqu'aux organes intercommunaux, les départements, les régions, les représentations parlementaires et les ministères. Chaque niveau intervient dans l'imposition de normes, parfois de façon contradictoire. Mais, sachant que les diverses institutions de l'Etat fournissent 23 % des emplois dans le pays, quiconque prône une réduction de cette redondance est généralement ignoré.

L'OCDE a avancé qu'une suppression des départements suffirait à réaliser des économies substantielles. Or, non seulement cela gonflerait le chômage, mais cette décision priverait le pouvoir central de son principal réseau pour exercer son autorité dans le pays, un réseau en place depuis Napoléon. Dans un pays aussi centralisé, une telle mesure serait une hérésie. *"Notre système se compose de couches, comme les lasagnes"*, explique Maurice Leroy, député de l'Union des démocrates et indépendants, qui soutient l'appel à l'abolition des départements, *"qui ne sont pas une spécialité italienne, mais française."*

"Personne ne comprend ce que ces documents veulent dire"

D'après Michel Thérond, la directive la plus scandaleuse à avoir atterri sur son bureau ces derniers temps date du 28 mars. Emanant de la préfecture, elle se composait de vingt pages agrémentées de graphiques en couleurs et dépeignait comment les villes et villages du département devraient organiser les municipales prévues pour l'an prochain. Les recommandations étaient à la fois si détaillées et si complexes, s'est-il plaint, qu'il lui aurait fallu être un spécialiste du droit constitutionnel pour comprendre ce que voulait la préfecture.

Eau salée. *"Regardez-moi ça"*, dit-il en feuilletant la liasse de documents. *"Je vous mets au défi de comprendre ce qu'ils veulent dire. Personne n'est en mesure de comprendre ça."* Et la directive de rejoindre une pile d'autres dossiers classés sans suite par Alain Chastang, le secrétaire de mairie.

Plus grave peut-être, des règles révisées depuis peu et portant sur les permis de construction imposent tant de nouvelles exigences que l'activité du bâtiment s'est ralentie depuis le début de l'année, alors que les autorités tentent désespérément de créer des emplois, déclare Michel Thérond. Le centre d'activités de son village, par exemple, aurait besoin de travaux de rénovation. Mais le maire ne peut les entreprendre, parce que l'édifice se dresse sur une pente et que, la déclivité faisant l'objet de règles précises, pour aménager un accès aux fauteuils roulants il faudrait empiéter sur les propriétés voisines.

Une autre réglementation arrache un sourire à Thérond, celle qui concerne l'eau. Son village, perché sur les hauteurs du Massif central, a la chance d'abriter des sources.

Mais des inspecteurs se sont aperçus il y a peu que la source principale avait absorbé trop de sel provenant des salages de l'autoroute l'hiver dernier. Pas de problème, a répondu Thérond, nous allons juste créer une nouvelle source. Attendez, ont riposté les bureaucrates, il faut que des spécialistes testent la nouvelle source pendant un an avant de la déclarer adaptée à la consommation. Résultat : l'eau de source salée continue de couler chez les gens, et Thérond s'est mis à boire de l'eau en bouteille pour lutter contre l'hypertension.

—Edward Cody

FORMATION

Ecole privée pour futurs cracks de l'informatique

La nouvelle école de programmation lancée par Xavier Niel, patron de Free, qui souhaite débloquer l'ascenseur social, croule sous les demandes d'inscription.



↙ *Dessin de* **Ruben,** *Pays-Bas.*

—The Economist *Londres*

En mars dernier, quand des chefs d'entreprise français ont décidé de lancer une nouvelle école branchée pour programmeurs, ils étaient bien persuadés d'avoir trouvé un filon. Mais même eux ont été surpris par sa popularité. Le cursus de trois ans, qui démarre cet automne, compte 1 000 places, et ils ont déjà reçu 50 000 demandes d'inscription.

La France gère mal ses compétences. Le chômage a atteint 10,6 %, son niveau le plus élevé depuis quatorze ans. Chez les moins de 25 ans, il est de 26 %. Pourtant, à en croire un sondage réalisé par l'Afdel, l'Association française des éditeurs de logiciels et solutions Internet, 72 % des sociétés productrices de logiciels peineraient à recruter – et 91 % d'entre elles rechercheraient des ingénieurs logiciels et des programmeurs.

Confronté à cette impasse, Xavier Niel, le milliardaire fondateur d'Iliad, groupe français de télécommunications, et d'autres entrepreneurs ont donc pris la décision de fonder leur nouvelle école, laquelle prend sciemment à rebours le système éducatif du pays, extrêmement centralisé et dominé par l'Etat. Bénéficiant d'un financement privé, dont 70 millions d'euros investis par Niel, elle est gratuite pour les étudiants. Ses diplômes ne seront pas reconnus par l'Etat, et les candidats à l'inscription n'ont pas besoin d'avoir obtenu des qualifications officielles. Toutefois, la brochure de présentation les prévient : il faudra *"travailler dur"*.

L'école sera hébergée dans des locaux de style Google au cœur de Paris. Baptisé Heart of Code ("Cœur du code"), ce bâtiment encore en chantier sera ouvert jour et nuit. L'école 42 sera *"la réponse à la grande question sur la vie, l'univers et le reste"*, pour reprendre la formule du *Guide du voyageur galactique,* classique de la science-fiction anglaise. Quand le projet de nouvelle école a été annoncé en fanfare, *Le Monde* l'a poliment qualifié d'*"étrange"*.

En France, le milieu socio-économique joue un rôle plus déterminant pour la réussite scolaire que dans la plupart des autres pays.

La France forme déjà chaque année quelque 16 000 ingénieurs informatiques. Alors pourquoi l'école 42 fait-elle tant de bruit ? Il y a d'abord l'attrait de la nouveauté : la philanthropie d'entreprise n'est pas dans les habitudes françaises. M. Niel fait jouer sa célébrité. Il a défié les géants français des télécoms pour proposer des services mobiles meilleur marché. Mais deux autres éléments entrent en ligne de compte.

Tout d'abord, l'école 42 a pour objectif de recruter des talents parmi les jeunes des banlieues et tous ceux qui n'entrent pas dans le moule de l'Education nationale. Le système scolaire français a beau être théoriquement fondé sur la méritocratie, l'ascenseur social en France est en panne. Et, selon l'OCDE, le milieu socio-économique joue un rôle bien plus déterminant pour la réussite scolaire que dans la plupart des autres pays.

Par ailleurs, les méthodes d'enseignement ne seront pas fondées sur le bourrage de crâne mais sur l'autonomie. Nicolas Sadirac, le directeur de 42, a été formé à Stanford et, comme tout geek qui se respecte, il porte l'uniforme jean et tee-shirt. Pour lui, le système français dispense des savoirs sans forger les esprits : il *"apprend à être discipliné au détriment de la prise de risque ; or l'économie de demain nécessitera une bonne dose de créativité"*. Et pour Claudia Senik, de l'Ecole d'économie de Paris, le pessimisme français s'explique d'ailleurs en grande partie par l'école et son attachement aux notes et à la compétition. Il semblerait que la France ait grand besoin de *"la positive attitude"*. —

Courrier international
Hors-série

Envoyez promener votre vision du monde avec notre collection



Les Français sont-ils normaux ?
Le café, les 35h, la séduction ou encore le fameux "mademoiselle". Au menu, tout ce qui fait la singularité des français.



L'Amérique d'Obama
Un état des lieux fascinant sur l'Amérique d'aujourd'hui. De l'Arizona à la Floride, la presse américaine dresse le portrait d'un pays qui veut se réinventer après la crise.



Afrique 3.0
Les Africains racontent la nouvelle dynamique du continent. Economie, culture, social, tout y est.

Bon de commande **A retourner à :** Courrier international - Service abonnements VPC - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

❑ **Oui, je choisis de recevoir les hors-séries cochés ci-dessous.**

Titre	Prix unitaire	Quantité
Les Français sont-ils normaux ?	8,50 €	
L'Amérique d'Obama	8,50 €	
Afrique 3.0	8,50 €	
Frais de port	OFFERTS	
Total à régler		

Mes coordonnées VCO1300PBA002

NOM
PRÉNOM
ADRESSE
.....
CP |_|_|_|_|_|
VILLE
TÉL

Je choisis de régler par :

☐ chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

☐ carte bancaire n° :

|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

Expire fin : |_|_|_|_| Cryptogramme : |_|_|_|

Offre valable en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2013. En application de la loi Informatique et libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de modification des informations vous concernant. Celles-ci sont indispensables à l'enregistrement de votre commande et peuvent être cédées aux partenaires de Courrier international. *Si vous ne le souhaitez pas, merci de contacter notre service abonnement.*

Date et signature obligatoires :

À LA UNE



↓*Dessin de* **Beppe Giacobbe,** *Italie.*

ÉTUDIANTS : TOUJOURS MIEUX AILLEURS

En dix ans, le nombre de jeunes qui partent faire des études supérieures dans un autre pays que le leur a doublé : ils sont aujourd'hui plus de 4 millions dans le monde, selon les derniers chiffres de l'OCDE. Leurs motivations ? Se frotter à une autre culture (par exemple en Chine, *lire ci-contre*), apprendre une langue et augmenter ainsi ses chances de trouver, à son retour, un emploi stable et bien payé. Au risque d'être parfois déçu, comme en témoignent ces jeunes Chinois (*lire p. 42*). —Service Transversales

↓*Dessin de* **Beppe Giacobbe,** *Italie.*

A nous Pékin !

Un milliardaire américain veut envoyer 200 étudiants du monde entier chaque année en Chine. Histoire de découvrir de plus près cet acteur économique de poids.

—The Daily Beast (*extraits*) *New York*

Fin avril, Stephen Schwarzman, cofondateur de la société d'investissement américaine Blackstone Group, a annoncé la création de Schwarzman Scholars. Ce programme accordera des bourses à de brillants jeunes Américains [sur les 200 bourses, environ 60 % devraient toutefois être attribuées à des jeunes d'autres pays] pour qu'ils partent étudier à l'université Tsinghua à Pékin [d'où sont issus de nombreux dirigeants chinois, y compris le président de la République, Xi Jinping]. L'objectif ? Sélectionner des membres de la future élite pour une immersion dans le pays le plus peuplé de la planète, qui est aussi probablement la première économie au monde. Pour être sélectionné, il ne sera pas nécessaire d'être spécialisé dans les études asiatiques, ni de connaître le mandarin, ni même de s'intéresser à l'économie et aux affaires. *"Nous recherchons de [futurs] leaders d'opinion ; qu'ils aient montré ou non un intérêt pour l'Asie n'a pas vraiment d'importance"*, confie Stephen Schwarzman.

Le milliardaire de 66 ans est bien introduit en Chine. En 2007, le fonds souverain du pays, la China Investment Corporation, a déboursé 3 milliards de dollars pour prendre une grosse participation dans Blackstone. (Pour l'heure, cet investissement s'est avéré une perte pour le fonds.) Stephen Schwarzman siège au conseil consultatif de l'école de commerce de l'université Tsinghua, fondée en 1911 pour préparer les jeunes Chinois voulant poursuivre leurs études aux Etats-Unis. Blackstone investit également de manière très active en Chine. *"A ma grande surprise, les Chinois sont capables de prononcer mon patronyme"*, s'amuse-t-il. (Ils ont apparemment un peu plus de difficultés avec "Stephen", l'homme d'affaires s'est donc doté d'un prénom chinois.)

Le président de Tsinghua a pris contact avec Stephen Schwarzman en 2010 et lui a demandé de réfléchir à la création d'un programme susceptible d'attirer davantage d'étudiants étrangers à l'occasion du 100e anniversaire de l'université, en 2011. *"L'idée était d'atténuer d'éventuelles tensions entre la Chine et le monde développé, dues à un taux de croissance de deux à trois fois plus élevé en Chine que dans les pays industrialisés"*, précise-t-il. Si cette tendance se poursuit, estime l'homme d'affaires américain, *"des tensions, non seulement économiques et commerciales, mais également militaires, seront de plus en plus probables"*.

Il serait possible de les atténuer par la création de quelque chose de comparable au programme de bourses Rhodes, qui envoie 32 étudiants américains dans des universités britanniques pendant un an et qui compte parmi ses anciens bénéficiaires l'ancien président Bill Clinton. *"Nous emmènerons des étudiants de ce type en Chine, de manière qu'ils baignent dans cet environnement et apprennent à le comprendre directement"*, explique-t-il. Au-delà des cours, les boursiers Schwarzman rencontreront des responsables chinois, voyageront dans diverses régions de Chine et auront chacun un tuteur. *"Ils iront sur le lieu de travail de leur tuteur, verront comment fonctionne son entreprise et rencontreront sa famille."* La première fournée s'envolera vers Pékin – en classe économique, précise Stephen Schwarzman – en juin 2016.

Le programme, qui vient juste d'être lancé, doit réunir 300 millions de dollars au total. Schwarzman a déjà mis 100 millions sur la table et des groupes comme BP, Boeing, General Electric ou JPMorgan Chase, ainsi que des personnes privées comme Ray Dalio, gérant du fonds spéculatif Bridgewater, se sont engagés à apporter 100 millions. Il reste donc encore 100 millions de dollars à trouver.

Liberté d'expression. Il y a bien sûr une grosse différence entre la bourse Schwarzman et les bourses Rhodes et Marshall [qui financent les études d'une quarantaine de jeunes Américains chaque année au Royaume-Uni], et elle réside dans la destination. Nombre d'universités américaines se sont déjà ruées vers des régions du monde qui sont loin d'être des bastions traditionnels de la liberté d'expression et de la curiosité intellectuelle, à savoir le Golfe et l'Asie. Pour Stephen Schwarzman, envoyer des jeunes en deuxième cycle dans une institution chinoise ne pose pas de problème. *"L'une des grandes priorités du gouvernement chinois est de hisser les universités au niveau des standards internationaux. Pour y parvenir et pour attirer le type d'étudiants occidentaux dont nous parlons, il faudra un discours libre et ouvert en salle de classe."* Certes, reconnaît-il, *"nos boursiers se heurteront à certaines limites dans la société en général, mais cela fera partie de l'expérience éducative"*.

Si le programme n'en est encore qu'à ses balbutiements, il jouit déjà des mêmes honneurs qu'une opération officielle. Le président Xi Jinping lui a donné sa bénédiction dans une lettre et la vice-Première ministre Liu Yandong a assisté à la cérémonie annonçant le lancement de Schwarzman Scholars.

La bourse couvrira les frais d'inscription à l'université ainsi que les dépenses courantes. Et Stephen Schwarzman entend avoir son mot à dire dans la sélection des étudiants. *"J'adore choisir les gens*, reconnaît-il. *Quand j'ai démarré Blackstone, nous n'avions personne, et maintenant nous voilà avec un portefeuille d'entreprises employant quelque 750 000 personnes dans le monde entier. Tous ceux qui font partie de leurs états-majors me doivent leur poste, au final."*

Alors, quelles sont les qualités nécessaires pour être un boursier Schwarzman ? *"J'ai une idée assez précise du type d'étudiants que nous cherchons. Nous voulons de bons étudiants, intelligents et dotés d'un esprit entrepreneurial créatif, que nous pouvons identifier comme de futurs leaders d'opinion. C'est le genre de chose qu'on reconnaît au premier coup d'œil."*

—Daniel Gross

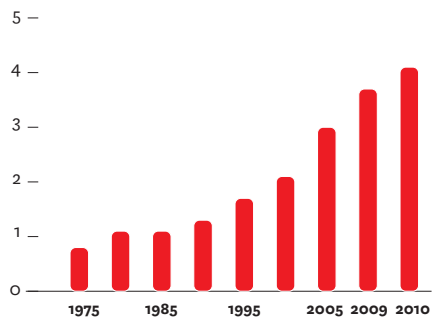
"L'objectif est d'atténuer les tensions entre la Chine et le monde développé"

Contexte

DES CONSEILLERS DE HAUT VOL

Stephen Schwarzman a réuni d'anciens dirigeants politiques ou figures internationales pour patronner son programme de bourses. Ce comité consultatif rassemble notamment l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair et trois anciens secrétaires d'Etat américains, Henry Kissinger, Colin Powell et Condoleezza Rice. On y trouve aussi le violoncelliste américain d'origine chinoise Yo-Yo Ma. Et l'ancien président français Nicolas Sarkozy.

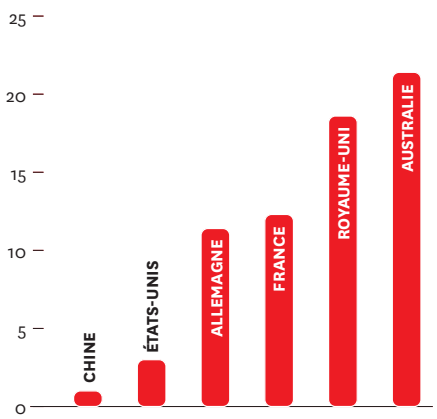
Nombre d'étudiants en mobilité internationale *(en millions)*



SOURCE : OCDE ("Regards sur l'éducation 2012")

Pays comptant la plus forte proportion d'étudiants étrangers

(en %)



SOURCE : Open Doors

ARCHIVES
courrierinternational.com

"Libres de s'expatrier !" Contrairement à leurs parents, les jeunes Lituaniens ont la possibilité d'étudier dans le pays de leur choix. Et ils en profitent, nous explique cet article de **Veidas,** publié dans *CI* n°1125, du 24 mai 2012.



↓ *Dessin d'***Ajubel** *paru dans* **El Mundo,** *Madrid.*

↓ *Dessin de* **Boligán** *paru dans* **El Universal,** *Mexico.*

L'Inde, nouvel eldorado des étudiants en gestion

De plus en plus d'écoles de commerce allemandes proposent des modules sur l'Inde. Et envoient leurs jeunes se former dans ce pays.

—Der Spiegel *(extraits) Hambourg*

Une vache marche tranquillement dans les ruelles, sans se laisser perturber par les klaxons des cyclomoteurs. Un groupe de jeunes hommes discute bruyamment devant l'échoppe d'un tailleur ; à côté, deux enfants dorment sur de simples lits en bois. La chaleur pousse les gens dehors. Se promener dans la vieille ville d'Ahmedabad, c'est comme faire un voyage dans le passé. Il y a pourtant longtemps que la capitale du Gujarat, dans l'ouest de l'Inde, est une importante métropole économique.



Tellement importante que les écoles de gestion allemandes y envoient leurs étudiants. Volker Harbrecht, 32 ans, a ainsi passé trois mois et demi à l'Indian Institute of Management (IIM) d'Ahmedabad dans le cadre de son Master of Business Administration (MBA) à l'école de commerce de Leipzig. L'institut d'Ahmedabad est l'une des meilleures écoles de gestion d'Inde.

"Cela a été une expérience très intense", raconte-t-il. Architecte, il est aujourd'hui chargé du développement des petites annonces commerciales d'eBay en Allemagne. D'un côté, la formation de pointe de l'institut – *"Mon voisin de chambre mettait son réveil à sonner toutes les deux heures la nuit pour pouvoir étudier davantage ;"* de l'autre, l'Inde traditionnelle et la bureaucratie – quand il a voulu se faire enregistrer auprès des services de police, ce qui est obligatoire pour tout étranger, il a attendu toute une journée au poste avant de s'entendre dire de revenir le lendemain. Impossible de faire autrement.

Des instituts prestigieux. Fondée en 1961, l'école d'Ahmedabad est un institut d'importance nationale et fait partie des treize IIM du pays. Ce ne sont pas des universités et ils ne peuvent donc pas délivrer de diplômes académiques. Leur cursus phare est le Post Graduate Programme in Management, qui se termine au bout de deux ans par un Post Graduate Diploma. Les frais de scolarité tournent autour de 22 000 euros, des bourses sont disponibles en cas de besoin.

Les IIM jouissent d'un énorme prestige en Inde. Celui qui sort de l'un de ces établissements n'a aucun souci à se faire pour sa carrière. La sévérité de leurs critères de sélection est légendaire. Ahmedabad a reçu 173 886 demandes d'inscription pour 381 places l'année dernière, moins de 0,25 % ont été acceptées. A titre de comparaison, la Stanford Graduate School of Business, l'un des établissements américains les plus sélectifs, accepte 6 % des candidats. Les conditions d'admission sont tellement dures qu'on ne trouve pratiquement pas d'étrangers parmi les étudiants des IIM – à moins qu'ils ne viennent, comme Volker Harbrecht, dans le cadre d'un programme d'échange. Les Indiens doivent passer le Common Admission Test [mis en place par les IMM pour recruter les meilleurs] et obtenir environ 740 points au GMAT, le test utilisé mondialement pour l'admission aux écoles de commerce. *"Avec un résultat aussi bon au GMAT, un étranger peut être admis dans les meilleures écoles américaines. Pourquoi viendrait-il chez nous ?"* s'interroge Samir K. Barua, le directeur de l'IIM d'Ahmedabad.

Les IIM disposent de 3 000 places – ce n'est pas beaucoup pour un pays de 1,2 milliard d'habitants. Les écoles de management sont certes plus nombreuses que ça : 3 600 sont reconnues par l'Etat, selon les estimations de l'expert Mahesh Sarma, mais seules 500 à 600 remplissent les conditions élémentaires que sont des infrastructures adéquates, de bons professeurs et des contacts avec les entreprises. D'après Samir K. Barua, à peine 20 à 25 sont *"vraiment bonnes"*, parmi lesquelles, outre les 13 IIM, l'Indian School of Business de Hyderabad, fondée avec l'aide de deux établissements américains, la Wharton School [université de Pennsylvanie] et la Kellogg School of Management [Illinois].

Les écoles de management internationales se chargeraient volontiers de satisfaire la demande indienne en formations d'excellence, mais elles ne peuvent pour le moment opérer qu'avec un partenaire indien. Voilà des années que le Parlement doit adopter une loi pour fixer les conditions d'entrée dans le pays des universités étrangères, mais il ne s'est toujours rien passé. Nombre de ces écoles proposent déjà un module sur l'Inde, qui permet aux étudiants en MBA de passer quelque temps là-bas. Ce pays est de plus en plus important pour l'économie mondiale – en raison des nouveaux débouchés qu'il offre, mais aussi via la coopération avec des sociétés indiennes.

Florian Hundhausen, 32 ans, a passé deux semaines à l'IIM de Bangalore dans le cadre de son MBA à l'école de commerce Otto-Beisheim [près de Coblence]. *"L'Inde, c'est un défi personnel,* raconte-t-il. *La circulation chaotique, les pannes de courant perpétuelles, la misère – il faut d'abord gérer tout ça."* L'inébranlable volonté de réussir qu'affiche le pays en dépit de toutes ces difficultés l'a cependant rempli de respect. Une volonté qu'il ressent également chez son employeur. Voilà trois ans que le jeune homme travaille pour une entreprise indienne, Tata Consultancy Services, à Francfort.

—Bärbel Schwertfeger

ARCHIVES
courrierinternational.com

"Ces Européens qui partent : ils quittent la crise pour de nouveaux mondes", annonçait *Courrier international* dans son numéro 1111, du 16 février 2012. Ce dossier retraçait le parcours de Grecs, d'Espagnols et de Portugais de la classe moyenne qui partaient chercher du travail en Allemagne, au Royaume-Uni, en Australie ou au Brésil. Un sujet toujours d'actualité, comme en témoignent les articles pp. 40-41.



HEUREUX COMME UN TURC AUX ÉTATS-UNIS

Les étudiants turcs ont toujours été attirés par l'Occident. Ils sont particulièrement nombreux sur les campus américains.

—The New York Times *(extraits) New York*

Quel est le pays européen qui envoie le plus d'étudiants dans les universités américaines ? Est-ce la Grande-Bretagne, qui partage avec les Etats-Unis une même langue et une même déférence envers les campus historiques ? Ou l'Allemagne, dont les grands centres de recherche ont tant contribué à façonner l'enseignement supérieur américain ? Réponse : ni l'une ni l'autre. Même si la Grande-Bretagne a envoyé plus de 9 000 étudiants outre-Atlantique l'année dernière – soit plus que toute autre année jusqu'ici – et l'Allemagne environ 9 300, ces deux pays sont devancés par la Turquie, qui, chaque année depuis 2000, envoie plus de 10 000 étudiants aux Etats-Unis.

Le chiffre varie d'une année sur l'autre, avec une forte baisse après les attentats du 11 septembre 2001. Les Etats-Unis sont alors devenus une destination moins attirante, tandis que la Turquie était embourbée dans sa propre crise économique. Mais, selon le rapport Open Doors, un recensement des mouvements internationaux d'étudiants publié par l'Institut de l'éducation internationale à New York, la Turquie est depuis longtemps le seul pays européen à figurer de façon régulière dans les dix pays envoyant le plus grand nombre d'étudiants aux Etats-Unis, derrière les principaux fournisseurs traditionnels que sont la Chine, l'Inde, le Canada et le Mexique. En 2012, les Etats-Unis ont ainsi accueilli près de 12 000 étudiants turcs.



"La Turquie a toujours eu les yeux tournés vers l'Occident", observe Zeynep Gurhan-Canli, enseignante à la faculté de commerce de l'université Koc, dans la banlieue d'Istanbul. *"Nous avons toujours regardé vers l'Europe et les Etats-Unis."*

A une époque, la France et l'Allemagne étaient des destinations très prisées par les jeunes, mais la popularité croissante de l'anglais comme seconde langue les pousse désormais vers les Etats-Unis. D'autant que les récents changements survenus en Grande-Bretagne dans les critères d'attribution des visas étudiants ont rendu ce pays moins attractif. *"Les Etats-Unis sont considérés comme plus ouverts*, souligne Selcuk Karabati, vice-président de Koc. *Le Royaume-Uni, en revanche, donne l'impression de chercher à attirer des* → 40

EN ASSOCIATION AVEC les cinémas GAUMONT PATHE!

AVEC LE SOUTIEN DU FESTIVAL DE CANNES

LE SOUTIEN DE CANAL+

Le Monde

PRÉSENTE

CANNES À PARIS

VIVEZ LE FESTIVAL DE CANNES À PARIS

DU **24** AU **26 MAI** 2013

3 JOURS

+ DE 15 FILMS

de la sélection officielle

GAUMONT OPERA

CINÉMA

2 bd des Capucines
PARIS 9e - 01 47 42 35 00

Forfait 15 places à 90 € et forfait 5 places à 39,50 €
utilisables pour 1 ou plusieurs personnes pendant la durée du Festival.
Place à l'unité 10 €. Tarif abonnés Le Pass 5 € la séance. **En vente à partir du 8 mai 2013.**
Renseignements sur : **www.cinemasgaumontpathe.com/offres**
www.lemonde.fr/cannes2013/

ET LE SOUTIEN DE

↓ *"Il faut encourager les jeunes à quitter le pays, sinon ils risqueraient de vouloir le changer."* *Dessin d'***El Roto** *paru dans* **El País,** *Madrid.*

38 ← *étudiants étrangers pour des raisons purement financières."*

Pour certains jeunes, le plus grand éloignement joue également en faveur des Etats-Unis. *"Ce sera agréable d'étudier loin de mes parents",* se félicite Alara Alkin. Actuellement en deuxième année de chimie et d'ingénierie biologique à Koc, elle doit partir l'an prochain à l'université Drexel de Philadelphie. La jeune fille est diplômée de Saint-Joseph, un lycée français. *"J'aurais pu choisir d'aller à Paris,* reconnaît-elle. *Mais le français se meurt, alors que l'américain se porte très bien."*

Selon Todd Pierce, attaché culturel à l'ambassade des Etats-Unis à Istanbul, la démographie explique en grande partie cette présence des étudiants turcs sur les campus américains. *"Il y a eu un baby-boom ici entre la fin des années 1970 et le début des années 1990, et cette génération est aujourd'hui en âge d'entrer à l'université. La Turquie a beaucoup développé ses capacités éducatives au cours des vingt dernières années. Alors qu'elle ne possédait auparavant que quelques dizaines d'universités, elle en compte aujourd'hui 164, et ce chiffre est en constante augmentation. Mais il n'a pas pu suivre le rythme de l'explosion démographique."*

Modèle américain. L'admission dans une université turque dépend du score obtenu à un examen national unique. Avec une population étudiante en expansion constante, *"vous pouvez être un très bon étudiant et finalement n'être admis nulle part – en particulier dans des disciplines comme la médecine ou l'ingénierie, où des notes très élevées sont requises",* poursuit Todd Pierce. Dans ce contexte, être accepté dans n'importe quelle université américaine est une solution séduisante.

"Les plus grands établissements d'enseignement privés turcs ont été conçus sur le modèle américain : aussi, quand nos étudiants songent à partir à l'étranger, il est naturel qu'ils pensent en premier lieu aux Etats-Unis, remarque Selcuk Karabati. *Même nos systèmes de notation sont identiques. Nous avons des A et des B, des tests chaque semaine et des examens en milieu et en fin de cursus."* Par ailleurs, les deux pays ont depuis longtemps tissé des liens dans le domaine de la recherche. *"A Koc, 95 % des enseignants sont titulaires d'un doctorat d'une université américaine",* précise Selcuk Karabati, qui a obtenu le sien à l'université du Texas à Austin.

Certains établissements turcs ont des liens encore plus étroits avec leurs homologues américains. L'université du Bosphore, un établissement public, occupe le campus stambouliote du Robert College, une école préparatoire privée fondée en 1863 par le philanthrope américain Christopher Robert. Les frais de scolarité se montent à 25 000 livres turques [10 680 euros] pour un externe et à 44 000 livres [18 800 euros] pour un interne.

De son côté, le campus de l'université Koc, qui a été fondée en 1993, abrite un bâtiment baptisé Henry-Ford, témoignage de la relation entre Vehbi Koc, l'industriel turc qui fut le bienfaiteur de l'université, et Ford Motor. Et *"l'université Sabanci, un autre établissement privé stambouliote, a lancé un double programme avec la Sloan School of Management de l'Institut de technologie du Massachusetts",* précise Todd Pierce. *"Tant que l'économie turque se portera bien,* ajoute-t-il, *je pense que le nombre [d'étudiants désireux d'aller aux Etats-Unis] se maintiendra. Mais nous aimerions que davantage de jeunes Américains viennent ici."* Au cours de l'année universitaire 2010-2011, les Etats-Unis ont envoyé un peu plus de 2 000 étudiants en Turquie – soit 34 % de plus que l'année précédente. *"Je pense vraiment que la Turquie va devenir la nouvelle frontière des études à l'étranger",* conclut l'attaché culturel.

—D. D. Guttenplan

Contexte

Fini le mythe des fils à maman qui ne quittent le domicile familial qu'à 35 ans passés. De plus en plus d'Italiens souhaitent étudier ou travailler à l'étranger. En 2013, d'après **La Stampa,** 6 300 lycéens ont formulé une demande auprès de l'association Intercultura pour partir étudier dans un pays étranger, soit 25 % de plus qu'en 2012. Les Etats-Unis ne sont plus la seule destination à faire rêver les Italiens : ces lycéens recensés par Intercultura ont choisi autant le Canada et les pays d'Amérique latine (22,1 %) que les Etats-Unis. 13,7 % ont opté pour les pays asiatiques et 34,6 % pour les pays européens. Et ce sont majoritairement les jeunes filles qui veulent partir hors des frontières (64,2 % contre 35,8 % pour les garçons). Toutefois, l'âge moyen d'une installation durable dans un pays étranger reste relativement élevé : 33 ans, selon **La Repubblica.** Et si Berlin accueille de plus en plus d'Italiens, l'Allemagne est le deuxième pays qui en reçoit le plus, après l'Argentine et devant la Suisse.

Ciao Roma, buongiorno Berlino

Espérant une vie meilleure, de jeunes Italiens vont tenter leur chance en Allemagne. Une nouvelle émigration des élites.

—La Repubblica *(extraits) Rome*

Ils ne débarquent plus des fourgons gris des trains de migrants. Ils atterrissent à Schönefeld, l'ancien aéroport du secteur communiste de Berlin, un aller simple via une compagnie low cost en poche. C'est l'un des nouveaux visages de l'Europe unie par la crise. De plus en plus de jeunes, venus de tout le sud de l'Union européenne – et donc bien souvent italiens – choisissent de tourner le dos à leur pays, de repartir ici de zéro. Ne leur parlez pas de la fuite des cerveaux, ils préfèrent se définir comme des Européens qui circulent librement. Mais, si l'on prend la peine de les écouter, une certaine désillusion à l'égard de leur pays d'origine se fait entendre, du pessimisme, de la rage et l'envie de revenir peut-être, mais seulement pour les vacances.

Ils sont photographes, architectes, designers, médecins, voire spécialistes des nouvelles technologies. A les entendre, c'est d'abord le désespoir et le manque de perspectives professionnelles en Italie qui les ont poussés, ainsi que des salaires trop faibles pour construire leur vie, seuls ou en famille. *"Ici, par exemple, le salaire d'un enseignant est trois fois plus élevé qu'en Italie, et le coût de la vie, lui, est moins élevé",* explique Ruth Stirati, qui dirige Case a Berlino, une agence immobilière bien connue des Italiens qui débarquent à Berlin.

Le phénomène s'amplifie, au point que l'association AlmaLaurea propose aux diplômés italiens via son site Internet des contacts avec les entreprises allemandes. Pour ces jeunes migrants, Berlin et l'Allemagne n'ont rien de culte ni de mythique. Ce n'est pas l'Amérique de la grande époque, mais un point d'ancrage concret, une solution réelle. *"Je suis documentariste, j'avais déjà eu ma part d'expériences en Italie",* explique Alessandro, 36 ans, installé à Berlin depuis six ans. *"Mais j'en avais marre de dîner avec les producteurs ou les cadres de la télé, de supplier, pour être aussitôt oublié. Ici, c'est différent, ils sont plus directs : tu proposes des idées, ils te disent tout de suite oui ou non, et souvent ils te confient un autre travail qui leur est venu à l'esprit. Depuis cinq ans, je travaille pour* 360°-Géo, *le fleuron des grands documentaires d'Arte, la chaîne franco-allemande. Je travaille en free-lance, mais je suis bien payé, je peux me construire une existence normale."*

—Andrea Tarquini

"A Berlin, le salaire d'un enseignant est trois fois plus élevé qu'en Italie, et le coût de la vie, lui, est moins élevé"



"ON NE PART PAS, ON NOUS JETTE"

L'Espagne n'a pas d'avenir à offrir à ses jeunes diplômés, qui s'exilent massivement pour chercher du travail.

—Público *(extraits) Madrid*

A 22 ans, Daniel Hernando a élu domicile dans la ville de Linyi, en Chine. A la fin de ses études d'instituteur, il a cherché du travail pendant un an et demi. Il s'est présenté dans tous les établissements privés et sous contrat du Pays basque et de la province de Navarre, laissant son CV partout, mais personne ne l'a jamais appelé. Le secteur public ne proposant aucun



“Il est vrai que beaucoup de jeunes, et de moins jeunes, sont allés chercher des opportunités à l’étranger en raison de la crise ; c’est ce que l’on appelle la ‘mobilité extérieure’. Mais cela ne date pas d’hier : 50 000 jeunes avaient émigré sous le gouvernement précédent, lorsque les socialistes étaient au pouvoir.”

Fátima Báñez,
MINISTRE ESPAGNOLE
DE L’EMPLOI (PARTI POPULAIRE)

poste, il ne lui restait plus qu’une solution : s’expatrier. Il a fait ses valises et est parti vivre en Chine, où il avait l’occasion de choisir un emploi plus digne que dans son pays. *“Je ne suis pas enchanté d’être parti de chez moi pour me retrouver à l’autre bout du monde*, avoue-t-il, *mais c’est ce que j’avais de mieux à faire. Si je pouvais rentrer et obtenir un poste d’instituteur, je reviendrais. Mais, pour l’heure, c’est impensable.”*

Et puis il y a Juan José, un ingénieur en informatique de gestion âgé de 26 ans, qui s’est expatrié en Allemagne. *“Pourquoi rester en Espagne ?* demande-t-il. *Pour gagner une misère en stages à Madrid ou à Barcelone et faire des journées interminables chez un sous-traitant qui vous exploite ?”* Ou encore Rosa Díaz, 24 ans, qui est allée chercher du travail en France et est toujours au chômage.

Ce ne sont là que quelques exemples parmi ces plus de 4 000 jeunes qui, depuis le début du mois de mars, témoignent sur le site No nos vamos, nos echan [On ne part pas, on nous jette], créé via les réseaux sociaux sur une initiative du collectif Juventud sin futuro [Jeunesse sans avenir] pour *“dénoncer l’exil forcé de la jeunesse précaire”*. *“Le nombre d’Espagnols résidant à l’étranger a augmenté de 5,5 % depuis le début de la crise économique, en 2008”*, soulignent les responsables du site. Selon les données de l’Institut national de la statistique, 302 623 jeunes Espagnols de 15 à 20 ans vivaient à l’étranger en 2012, contre 242 154 en 2009. Ces chiffres ne comprennent pas les émigrés qui ne se signalent pas aux consulats, ce qui est le cas de la majorité des jeunes.

On estime qu’ils sont plusieurs milliers à partir chaque semaine. Le fait est qu’il existe toute une génération qui a grandi dans un climat de prospérité économique – à l’époque du boom de l’immobilier et des crédits hypothécaires – et à laquelle on promettait un avenir radieux. Or, en grandissant, elle s’est rendu compte que ce qui l’attendait était le travail précaire ou le chômage.

Une partie de cette jeunesse refuse pourtant de baisser les bras. Profitant de la dynamique des mobilisations contre la politique d’austérité du gouvernement Rajoy, elle est bien décidée à faire entendre sa voix. C’est pourquoi, dans le sillage du collectif Juventud sin futuro, qui s’est fait connaître en avril 2011 en manifestant aux cris de *“Sans toit, sans boulot, sans allocs et sans peur”*, elle a lancé cette campagne sur les réseaux sociaux afin de donner une visibilité à la situation dramatique de ces milliers de jeunes partis travailler à l’étranger. Et qui, dans bien des cas, ne trouvent au bout du chemin qu’un autre emploi précaire.

Ce qu’ils veulent, fulmine Andrea Rabosa, l’une des organisatrices de la campagne, c’est *“apporter un démenti au discours que nous sert le gouvernement, qui prétend que ce serait notre esprit d’aventure qui nous pousserait à partir en quête d’un avenir meilleur.* [*La ministre de l’Emploi a provoqué un tollé en qualifiant cet exil massif de simple* ‘mobilité extérieure’.] *Mais non : on ne part pas, on nous jette. On voit bien que l’Espagne n’est pas un pays pour nous : elle affiche le taux de chômage des jeunes le plus élevé de toute l’Union européenne* [*55 %*], *et la seule alternative qu’elle a à nous offrir est d’enchaîner indéfiniment les stages.”*

—Luis Giménez San Miguel







↓ *"Emploi : la contradiction chinoise". Dessin de* **Luojie** *paru dans* **China Daily,** *Chine.*



CAGLE CARTOONS

UN ATTERRISSAGE DIFFICILE

Les jeunes qui ont étudié à l'étranger retrouvent en Chine un marché de l'emploi très concurrentiel. Munis de leurs diplômes, il leur reste à faire leurs preuves.

—Guangzhou Ribao *Canton*

Au cours des cinq dernières années, pas moins de 800 000 jeunes Chinois sont rentrés dans leur pays après des études à l'étranger. Plusieurs années après leur retour, quelle est la situation professionnelle de ces *"haigui"* [terme apparu à la fin des années 1990, qui signifie "retour d'outre-mer", humoristique du fait de son homophonie avec le mot chinois signifiant "tortue de mer"] ?

En mars dernier, la société pékinoise Career International Consulting a mené une enquête sur la situation professionnelle d'environ cinq cents de ces "cerveaux" de retour de l'étranger. Les résultats montrent que, après avoir bataillé plusieurs années, ils restent très peu satisfaits de leur niveau de rémunération et bénéficient rarement d'un emploi stable. Si 92 % des personnes interrogées espéraient être augmentées d'au moins 10 % cette année, seules 31 % ont atteint cet objectif. Les déceptions dans ce domaine conduisent 60 % des haigui interrogés à envisager un changement d'entreprise au cours de l'année à venir. Dans 79 % des cas, ils se tournent de préférence vers une société étrangère, la plupart du temps européenne ou américaine. Les secteurs qui attirent le plus les *haigui* sont l'informatique, la finance et l'industrie des biens de consommation.

Celui que nous appellerons ici Xu Zhou est rentré en Chine en 2007 après avoir suivi quatre ans de formation supérieure en gestion hôtelière au Canada. Du fait de son manque d'expérience professionnelle, son diplôme ne lui a pas suffi à se faire une place dans le secteur de l'hôtellerie dans son pays. Pour trouver rapidement du travail, il a dû abandonner sa spécialité pour entrer dans le service marketing d'une entreprise étrangère spécialisée dans l'immobilier, pour un salaire annuel de 40 000 yuans [moins de 5 000 euros].

Mais, parfois, les accidents de parcours permettent d'arriver à bon port : Xu Zhou a ainsi pu prendre pied dans l'un des secteurs les plus dynamiques en Chine. Au bout de trois ans, il a rejoint le service chargé des investissements d'une autre société étrangère spécialisée dans le même secteur, car, selon lui, *"le marketing, on en a vite fait le tour, alors que la gestion des investissements est au cœur de l'immobilier commercial"*. Après cette expérience, désirant donner un nouvel élan à sa carrière, il est entré dans l'entreprise où il se trouve actuellement, toujours une société étrangère, où il est également responsable des investissements.

Stock-options. Bien que son salaire annuel ait quadruplé par rapport à son salaire de départ, sa société *"pratique des salaires inférieurs à la moyenne du secteur,* souligne Xu Zhou. *En revanche, elle engage sur la base de contrats à durée indéterminée, distribue des stock-options et une prime d'intéressement. C'est une entreprise qui souhaite associer sur la durée ses employés à son développement."* Ce qui le pousse à rester malgré la faiblesse des salaires, ce ne sont pas ces mesures incitatives sur le long terme, mais la possibilité que lui offre la société d'engranger de multiples expériences.

"En tant que Chinois de retour de l'étranger, avez-vous le sentiment de bénéficier d'une certaine supériorité sur le marché de l'emploi ?

— Juste après mon retour, je n'ai pas eu l'impression d'être en quoi que ce soit supérieur aux autres ; au contraire, je n'avais que mon diplôme à faire valoir et pas la moindre expérience professionnelle. Cependant, dans mon environnement actuel, j'éprouve un certain sentiment de supériorité, car mon anglais est meilleur que celui de mes collègues.

— Est-ce que l'entreprise vous ouvre davantage de portes parce que vous avez étudié à l'étranger ?

— Elle m'a ouvert des portes, pas à cause de mon statut de haigui, *mais parce que je parle couramment anglais. C'est ainsi que j'ai été chargé d'accompagner les membres de la direction générale lorsqu'ils sont venus en visite d'inspection à Shanghai. J'ai alors eu l'occasion de rencontrer notre grand patron et de me faire connaître.*

— Auriez-vous des conseils à donner aux autres haigui *ou aux jeunes Chinois qui envisagent d'aller poursuivre leurs études à l'étranger ?*

— J'ai deux conseils à leur donner : premièrement, de bien peser le pour et le contre, car ces études ont un coût très élevé et, en retour, ne donnent pas un net avantage sur le marché de l'emploi par rapport aux jeunes diplômés locaux. Deuxièmement, je leur recommanderais de se montrer travailleurs et désireux d'apprendre une fois de retour en Chine, en particulier pour acquérir une expérience dans leur spécialité et pour bien savoir gérer leurs rapports avec les autres, car dans une carrière ces éléments jouent un rôle plus important que les études effectuées."

Chasseur de têtes. Après avoir obtenu un master en économie et gestion en Grande-Bretagne en 2008 (année de l'éclatement de la crise financière), Wang Qiu (nom d'emprunt), 32 ans, a décidé de rentrer faire carrière dans son pays natal. Elle a trouvé comme premier emploi un poste de journaliste financier payé 120 000 yuans [environ 15 000 euros] par an. Au bout de quatre ans, Wang Qiu a déposé une demande d'admission dans une autre école britannique, où elle pensait pouvoir *"recharger ses batteries"*. Malheureusement, cette école ne proposait pas de bourse d'études, ce qui la faisait hésiter. C'est alors qu'un chasseur de têtes lui a donné l'occasion de changer de branche, et elle est devenue la directrice des marques d'une entreprise étrangère, avec un salaire annuel de 400 000 yuans [près de 50 000 euros] qui la satisfait pleinement. Elle estime qu'en changeant de branche elle a pu apprendre beaucoup de choses, autant que si elle était repartie *"recharger ses batteries"* à l'étranger.

"Est-ce que les entreprises vous offrent des perspectives de carrière particulières du fait de vos études à l'étranger ?

— Non, rien de spécial. Dans ma société, la proportion de Chinois rentrés de l'étranger ou de ressortissants étrangers est particulièrement élevée.

— Les entreprises ont-elles des attentes plus élevées vis-à-vis des haigui *?*

— Il existe une certaine pression, indubitablement, mais elle ne provient pas d'attentes démesurées de l'entreprise à mon égard. J'ai simplement découvert que certains de mes collègues, qui n'avaient pourtant pas fait leurs études ni vécu, pour des raisons professionnelles, à l'étranger, avaient un excellent niveau d'anglais et des connaissances très étendues, bien meilleures que les miennes. De plus, pour être haigui, *il suffit d'aller étudier à l'étranger après avoir mis un peu d'argent de côté. Il n'y a donc pas de quoi éprouver un sentiment de supériorité ; au contraire, on a honte quand on ne parvient pas à égaler le niveau d'instruction des autres.*

— Auriez-vous des conseils à donner aux autres haigui *ou aux jeunes Chinois qui envisagent de poursuivre leurs études à l'étranger ?*

*— De retour en Chine, ils ne doivent pas abandonner les langues apprises, car, si l'expérience et les résultats obtenus à l'étranger peuvent être des atouts au cours d'un entretien d'embauche ou dans la vie professionnelle, tout cela passe par le langage. Par exemple, quand j'ai passé l'entretien d'embauche pour mon poste actuel, le recruteur était un Anglais ; j'ai beaucoup parlé avec lui de ce que m'avaient apporté mes études en Grande-Bretagne, et aussi de l'impression que m'avait laissée le niveau de conception des projets là-bas. De ce fait, l'entretien s'est déroulé dans une atmosphère très vivante."***—**

ARCHIVES
courrierinternational.com

Culte de la personnalité, pruderie, frugalité : des étudiants chinois racontent leur séjour dans une université nord-coréenne.
"Ma vie sur un campus de Pyongyang", un article de l'hebdomadaire de Canton **Nanfang Zhoumo** publié dans *CI* n° 1146, du 18 octobre 2012.

SAVEZ-VOUS QUE VOUS POUVEZ AGIR SUR CE QUE VOUS MANGEZ?



GOOD SAVE THE GREEN

FONDATION NICOLAS HULOT POUR LA NATURE ET L'HOMME

l field good

Fondation LÉA NATURE JARDIN BIO
SOUS L'ÉGIDE DE LA FONDATION DE FRANCE

REJOIGNEZ COMME NOUS LE MOUVEMENT *l field good* POUR UNE PAC QUI CHANGE L'AVENIR.

La France est le 1er utilisateur européen de pesticides. Or, nous importons près de 50% de nos fruits et légumes. Nous versons chacun 100€ par an pour la Politique Agricole Commune (PAC). Pourtant une ferme disparaît toutes les 25 minutes. Le 5 juin 2013, la nouvelle PAC se décide. Vous voulez changer les choses ? Avec la **FONDATION LÉA NATURE**, rejoignez le mouvement ***l field good*** lancé par la Fondation Nicolas Hulot, et signez la pétition pour une agriculture saine, locale et solidaire: **www.fondationleanature.org**

trans-versales. écologie

Ecologie 44
Médias 46
Signaux 47

Mozambique : la ruée vers l'arbre

Déforestation. L'exploitation des bois exotiques mozambicains prospère en dehors de tout contrôle et sur fond de corruption. Principal bénéficiaire : la Chine.



—Popoli *Milan*

Sur les routes du Mozambique, on croise souvent des camions chargés de troncs gigantesques. Des troncs qui servent à fabriquer des meubles, avant tout en Chine, où le marché en pleine expansion exige des quantités faramineuses de bois, mais également en Indonésie, en Inde et dans les pays occidentaux. Le bois mozambicain est d'excellente qualité et bon marché. Les appétits féroces qu'il suscite entraînent la destruction lente mais constante d'immenses zones forestières dans les provinces du centre et du nord du pays, en particulier celles de Sofala, de Zambézie et de Cabo Delgado. Journaux locaux et associations dénoncent régulièrement le pillage des forêts, mais le trafic continue.

En 2006, le Forum des organisations non gouvernementales de la province de Zambézie a publié un rapport au titre très évocateur, repris par tous les médias au Mozambique : "*Un take away* [expression utilisée pour les plats à emporter] *chinois !*" Ce document tire la sonnette d'alarme quant à la détérioration des relations entre Chinois et Mozambicains dans le secteur du bois qui n'est régi par aucune loi. Selon ce rapport, si l'on ne fait rien pour enrayer l'hémorragie, il n'y aura plus un seul arbre en Zambézie d'ici cinq à dix ans.

Cette prévision a été corroborée en 2008 dans un rapport rédigé par trois associations mozambicaines de défense de l'environnement évoquant la disparition progressive des forêts de Zambézie. Selon l'Inventário Florestal Nacional [Inventaire forestier national], 0,58 % du patrimoine

↑ *De haut en bas et de gauche à droite.* **Bûcheron à la recherche de bois précieux. Outils d'un braconnier. Une parcelle de forêt brûlée. Zone forestière près du Zambèze, qui traverse le nord du Mozambique.** *Photos Tommaso Rada*

Ce sont les gangs qui fixent les prix du bois

"Le pays a subi une perte considérable en termes de recettes fiscales"

forestier du Mozambique, soit 219 000 hectares, disparaît chaque année. En juillet 2011, l'hebdomadaire *Savana*, périodique indépendant de Maputo, a publié une longue enquête sur le trafic du bois à Mocuba, village situé à 150 kilomètres de Quelimane, chef-lieu de Zambézie. *"Tout le monde profite du business du bois. Si, au départ, l'activité bénéficiait surtout aux directeurs des services forestiers et aux Chinois, elle appâte désormais de plus en plus de monde : fonctionnaires, responsables locaux et collectivités territoriales. Les ressources forestières sont pillées et les populations réduites à une extrême pauvreté."*

Un trafic illégal. Le système fonctionne ainsi : les trafiquants prennent contact avec les autorités locales. Dès qu'ils obtiennent le feu vert pour exploiter la forêt, ils recrutent des *pisteiros* [pisteurs] pour dénicher les essences précieuses. Ils engagent ensuite des gens du coin, appelés *pingo pingo*, qui abattent les arbres et les chargent dans les camions.

ENQUÊTE

Pour pouvoir exporter le bois, il faut ensuite obtenir l'autorisation de trois institutions : la douane, les services provinciaux des forêts et de la faune et les directions de l'industrie et du commerce des provinces concernées. Les acheteurs ne se salissent pas les mains, ils restent dans l'ombre et attendent dans les villes portuaires.

Le trafic illégal de bois est un problème connu de tous et les autorités déplorent leur propre incapacité à s'opposer à un système mieux structuré que leurs services. Les communautés locales elles-mêmes protègent les bûcherons illégaux. *"Souvent, ce sont justement les habitants de ces zones qui abattent les arbres et quand nous leur demandons pourquoi, ils répondent qu'ils ont besoin de cet argent pour survivre"*, explique un représentant de l'administration de Mocuba, cité par *Savana*.

Les autorités mozambicaines saisissent chaque année de grandes quantités de bois précieux, surtout dans le port de Nacala, dans le nord du pays. En 2007, 500 conteneurs de bois destinés à la Chine y ont été confisqués, et en 2008, 750. En juillet 2011, toujours à Nacala, 500 conteneurs ont été saisis. Là encore, le chargement devait partir pour la Chine. Il appartenait à des généraux liés au Frelimo [Front de libération du Mozambique], le parti au pouvoir...

Dans son livre *Moçambique na rota da China. Uma oportunidade para o desenvolvimento ?* [Le Mozambique en route vers la Chine. Une opportunité pour le développement ?], l'économiste mozambicain Sergio Chichava écrit : *"La convergence d'intérêts entre une partie de l'élite mozambicaine et les entreprises chinoises empêche l'établissement de relations saines et durables entre les deux pays. L'économie et l'environnement du Mozambique sont les premières victimes de ce phénomène. Cette convergence aggrave les risques liés à l'exportation de matières premières brutes, qui dépendent des fluctuations du marché chinois. Ce sont des relations semblables à celles qui s'étaient établies entre l'Afrique et l'Occident : elles limitent les perspectives de développement du continent africain."*

Le nombre des saisies et des amendes augmente, mais le volume des exportations illégales reste immense. Et malgré l'instauration de nouvelles règles, le bois brut continue d'être exporté, surtout vers les pays asiatiques. En juillet 2011, une entreprise chinoise a été sanctionnée pour avoir abattu 10 % d'arbres de plus que la quantité autorisée. L'essence du bois coupé doit figurer à l'encre indélébile sur les troncs. Ces indications servent à déterminer les taxes d'exportation qui s'appliquent. Selon le quotidien local *O Pais*, les grumes saisies en 2011 portaient des inscriptions à la craie indiquant un bois de seconde catégorie, alors qu'il s'agissait en réalité d'ivoire rose (*Berchemia zeyheri*), une variété protégée.

Ce trafic prospère sur fond de corruption. A l'appui de leur influence politique, les exportateurs de bois soudoient les employés des entreprises portuaires pour que les grumes ne soient pas déclarées. De nombreux dirigeants soupçonnés d'être impliqués dans ce trafic ont été arrêtés mais, quand on cherche à en savoir plus, les autorités sont rarement disposées à fournir des détails, probablement par peur de représailles du crime organisé. En août 2011, par exemple, peu avant la visite officielle en Chine du président de la République Armando Emilio Guebuza, les douanes mozambicaines, tout en confirmant les nombreuses infractions à la loi, ont expressément demandé aux caméramans et aux photographes de ne pas publier les images où figurait le fonctionnaire dont le rapport préliminaire avait déclenché le procès impliquant certains dirigeants.

Mécontentement. Ce sont en effet les gangs qui déterminent les prix du bois. Face à ce problème, les petits exploitants forestiers commencent à s'organiser en associations. C'est le cas, par exemple, dans la province de Sofala (dans le centre du pays). A partir de l'année prochaine, les permis d'exploitation ne seront plus accordés qu'aux membres des associations. *"Les acheteurs, surtout les Chinois, décident des prix du bois. Nous acceptons sans discuter parce que nous ne connaissons pas les prix du marché. Et comme nous voulons vendre, nous nous contentons de ce qu'ils offrent"*, a expliqué Rui Gonçalves, président de l'Association des exploitants forestiers de Sofala, lors d'une réunion qui s'est tenue en juin 2012 à Beira. Ces derniers ont manifesté à cette occasion leur mécontentement vis-à-vis du gouvernement, par lequel ils se sentent *"abandonnés"*. A ce jour, il n'existe pas de barème des prix du bois.

L'exploitation commerciale engendre une dégradation des forêts et ouvre la voie à d'autres activités nuisibles à l'environnement, comme la production de charbon végétal, prévient le Centre pour la recherche forestière internationale (Cifor) dans un rapport publié en 2012.

La présence des exploitants chinois dans le commerce du bois mozambicain ne cesse de se renforcer. Rien qu'en 2010, trois nouvelles entreprises asiatiques (une chinoise et deux cambodgiennes) se sont installées dans le Cabo Delgado. Mais les relations commerciales sino-mozambicaines sont très déséquilibrées. En 2009, selon les chiffres fournis par la douane mozambicaine, les exportations de bois vers la Chine représentaient 30 millions de dollars. En 2010, les statistiques chinoises faisaient état de 134 millions de dollars.

Aucun contrôle. Les importations déclarées par Pékin dépassent de loin en valeur la totalité des exportations du Mozambique. *"Si les statistiques chinoises sont justes,* peut-on lire dans le rapport, *la différence est imputable à l'insuffisance des contrôles douaniers, ce qui signifie que le Mozambique a subi une perte considérable en termes de recettes fiscales."*

Le long de la route reliant le Mozambique à l'Afrique du Sud, les arbres sont rares. C'est une vaste étendue aride qui défile sous nos yeux, avec seulement une hutte de loin en loin. Malgré la découverte d'importants gisements de gaz et de charbon, la population mozambicaine cuisine toujours majoritairement au bois et au charbon végétal. Durant la guerre civile (1981-1992), les Mozambicains ont détruit des milliers d'hectares de forêt. Aujourd'hui encore, ils sont contraints, faute d'autres solutions économiquement accessibles, d'abattre des arbres pour construire des maisons et cuisiner.

Plusieurs ONG internationales financent des projets de reboisement, dans des zones à présent dénuées de toute végétation, comme à Massaca, dans la périphérie de Maputo. Ce village est dans une situation catastrophique du point de vue environnemental : son patrimoine forestier a été complètement détruit. Antonio Cossa, du Service départemental des activités économiques de Boane, se souvient du temps où Massaca était une région verdoyante. *"Dans les années 1980, le village n'existait pas encore. C'était une forêt touffue. Il y avait juste quelques charbonniers qui coupaient du bois pour le transformer en charbon et le vendre à Maputo. Aujourd'hui, il n'y a plus un seul arbre."*

Le charbon utilisé par les Mozambicains est issu du bois récolté dans les forêts naturelles sans aucun contrôle et sans que le reboisement soit jamais envisagé. Les politiques actuelles vont dans la bonne direction, mais, dans la pratique, rien n'est réellement mis en œuvre pour faire appliquer la loi.

Pourtant, en juillet 2011, le président Armando Guebuza a reçu le prix de la Terre du Fonds mondial pour la nature (WWF) pour ses efforts en faveur de la protection des ressources naturelles, incluant notamment des campagnes de sensibilisation des enfants à la reforestation. Peut-être est-ce cependant encore trop peu pour changer les mentalités selon lesquelles, pour reprendre l'expression de l'écrivain mozambicain Mia Couto, les arbres sont *"des ennemis à abattre"*.

—Paola Rolletta

Terres à nu

Zones les plus touchées par la déforestation



SOURCE : UNEP



MÉDIAS

Renoncer à Internet : un pur fantasme

Se déconnecter du web pour retrouver la "vraie vie" est une démarche fondamentalement puritaine. Echec assuré.



↙ *Dessin de* **Sdralevich,** *Belgique.*

—The Guardian *Londres*

Peut-on échapper à Internet ? Paul Miller, journaliste spécialisé dans les nouvelles technologies, a décidé d'essayer. Ce New-Yorkais qui a passé la moitié de sa vie en ligne a volontairement renoncé aux réseaux sociaux, aux moteurs de recherche, à la pornographie, aux mails et même aux textos pendant toute une année dans l'espoir de découvrir ainsi sa "*véritable*" personnalité.

En réalité, il a passé une bonne partie de son temps à s'ennuyer, coupé de sa famille et de ses amis, assis dans son canapé avec des jeux vidéo. "*Je pensais qu'Internet était un état contre nature pour nous, humains*, écrit-il. *J'avais tort.*"

Ce que Miller a découvert, c'est que, même si vous décidez d'ignorer le web, le web ne vous ignore pas. Le journaliste apparaissait toujours sur les photos dans les fils d'actualité de ses amis sur Facebook, et les articles qu'il écrivait à propos de son exil volontaire de la technologie étaient publiés et partagés en ligne. En fait, alors qu'Internet se souciait bien peu de Paul Miller quand il n'était qu'un de ces milliers de jeunes journalistes américains en quête d'inspiration, le web a soudain été fasciné par les moindres détails de sa vie. Un temps, vous pouviez même télécharger une application qui vous informait précisément du nombre de jours qui restaient avant que Miller ne fasse son grand retour dans le monde des statuts mis à jour et des images numériques d'animaux mignons. N'est-ce pas toujours quand vous perdez quelque chose que vous prenez conscience de ce que vous aviez ?

Il y a quelque chose d'étrangement puritain dans le besoin de se déconnecter. Miller est un chrétien pratiquant et il a envisagé son expérience en tant que tel, ce qui pourrait expliquer pourquoi il utilise le champ lexical du péché et de la tentation, qui semble imprégner la plupart des critiques à l'encontre d'Internet, notamment en ce qui concerne les jeunes. Cette semaine, une étude de plus nous montre que les enfants surfent de plus en plus jeunes et de plus en plus longtemps, et la réaction des adultes relève largement plus de l'horreur que de l'enthousiasme.

Quant à Paul Miller, il estimait que la communication constante "[*corrompait*] *son âme*" et espérait, comme beaucoup d'autres semble-t-il, qu'une période de retraite hors du monde numérique pourrait assurer son salut. Sa déception face à son échec est d'une douceur tragique.

L'abstinence communicationnelle, c'est le nouveau régime "détox", et son attractivité s'explique très simplement. Quand nous sommes si nombreux à avoir un emploi qui exige de nous une interaction constante, il est moins polémique de dire "*Je déteste Internet*" que d'admettre détester son travail, surtout en ces temps où l'on est soit un battant, soit un tire-au-flanc.

Vivre dans un monde où vos patrons peuvent vous envoyer un courriel à 4 heures du matin en s'attendant à une réponse est exténuant et démoralisant, mais c'est un problème de travail, pas de technologie. Si vous vous épuisez à creuser des trous pour gagner votre vie, il ne sert à rien de vous énerver contre la pelle. Dans une société qui exige une productivité implacable et une communication ininterrompue, la solution n'est pas moins d'Internet, mais plus d'autonomie – ce que vous n'obtiendrez pas en éteignant simplement votre routeur.

Il est temps d'abandonner à l'idée qu'il existe une distinction nette entre le monde numérique et le monde "réel", ou qu'il faut renoncer à l'un pour connaître vraiment l'autre. Les universitaires parlent de "*dualisme numérique*" pour désigner cette fausse dichotomie, un concept inventé par le sociologue Nathan Jurgenson, qui le définit comme "*la croyance selon laquelle la vie en ligne et la vie hors ligne constituent des réalités largement distinctes et indépendantes*". En fait, le monde physique et le monde numérique se superposent et s'entremêlent, et la technologie, de l'iPhone au télégramme en passant par le grille-pain, affecte tous les aspects de nos vies, que nous choisissions ou non de l'utiliser.

La technologie, comme la sexualité, est une partie de la vie qui ne devient problématique que si vous vous persuadez de sa toxicité. Tout comme un apôtre de l'abstinence souffre d'hallucinations, l'évitement délibéré crée l'obsession : on imagine sans peine que Paul Miller n'a jamais plus pensé à Internet que lorsqu'il s'est forcé à vivre sans.

Il n'est pas question ici de contester qu'un éloignement temporaire de Twitter est relaxant. Mais, chaque fois qu'une nouvelle technologie change le rythme et l'ampleur des interactions humaines, par des mots imprimés ou par des pixels, des rabat-joie sont convaincus qu'elle est malsaine, pathogène et dangereuse pour les enfants. Autrefois, les gens croyaient que l'imprimerie était malfaisante parce que les livres détournaient les femmes de leur travail et permettaient aux laïcs ordinaires de lire ce qu'il y avait vraiment d'écrit dans la Bible. Les technologies de la communication ne peuvent pas "*corrompre votre âme*", pas plus qu'y renoncer n'assure son salut. Et il en va de même pour Internet.

—Laurie Penny

Paul Miller : "J'avais tort."

●●● Après 365 jours de déconnexion, le journaliste Paul Miller, spécialiste des nouvelles technologies, est de retour sur Internet. Dans un article pour *The Verge*, Miller écrit : "*J'avais tort. Il y a un an, j'ai quitté Internet. Je pensais qu'il entravait ma productivité. Je pensais qu'il n'avait aucun sens. Je pensais qu'il corrompait mon âme.*" Miller raconte qu'il prévoyait de démissionner, d'emménager avec ses parents, puis de lire des livres, d'écrire davantage et de se "*complaire dans [son] temps libre*". Mais c'est tout l'inverse qui s'est produit. "*Fin 2012, j'avais appris à faire de nouveaux mauvais choix en dehors d'Internet. J'ai abandonné mes bonnes habitudes hors ligne et découvert de nouveaux vices hors ligne. Au lieu de mettre à profit l'ennui et le manque de stimulation pour en faire des moteurs d'apprentissage et de créativité, je me suis tourné vers la consommation passive et le repli social*, écrit-il. *J'ai du mal à dire ce qui a changé exactement. Je crois que, si les premiers mois m'ont fait tant de bien, c'est parce que je ressentais l'absence des pressions d'Internet. Ma liberté était tangible. Mais, lorsque j'ai cessé de voir ma vie dans l'optique 'Je n'utilise pas Internet', l'existence hors ligne est devenue quelconque, et ce sont les pires aspects de ma personnalité qui sont ressortis.*"

LA SOURCE DE LA SEMAINE

"Popoli"

Le mensuel des jésuites italiens publie des reportages au long cours et des articles d'analyse sur l'actualité internationale.

Fondé en 1915, *Popoli* est le mensuel des jésuites italiens. D'abord organe d'information sur les activités des missionnaires jésuites dans le monde, il se présente à présent comme un magazine d'actualité, d'analyse et de réflexion sur les questions internationales. Dirigé depuis 2006 Stefano Femminis, un laïc, *Popoli* publie régulièrement tribunes ou articles d'analyse signés par des sociologues et anthropologues jésuites et/ou laïcs. La revue s'intéresse particulièrement à la thématique des déséquilibres entre le Nord et le Sud dans le monde, aux droits de l'homme et aux questions interreligieuses. Tout en maintenant son prisme international, *Popoli* traite de plus en plus de sujets abordant l'immigration en Italie et les évolutions de la société italienne. En 2011, *Popoli* fut l'une des premières revues catholiques italiennes à développer une application. Son site propose des contenus propres pour iPad.

Lire p. 24 l'enquête de *Popoli*.



POPOLI
Milan, Italie
6 000 exemplaires
www.popoli.info



signaux

Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

Morceaux choisis

Une visualisation des principaux indicateurs de développement et données démographiques.




DR

L'auteur

JACK HAGLEY est infographiste à Londres. "C'est un e-mail envoyé à la chaîne qui circulait il y a des années qui m'a inspiré cette infographie. Il est affiché chez ma mère depuis ce temps-là, et j'ai toujours eu envie d'en faire quelque chose. Certes, beaucoup de choses importantes ne sont pas réductibles à des statistiques, mais pour peu que l'on en fasse une utilisation raisonnable les chiffres ont des histoires à nous raconter sur le monde dans lequel nous vivons. Etre infographiste, c'est être sensible à ces histoires, et essayer de les raconter visuellement le mieux possible. Peut-être certains de ceux qui verront mon infographie y trouveront-ils à leur tour l'inspiration."

360

MAGAZINE

Crash à Nollywood • Plein écran.....53
Punks et indésirables à Minsk • Musique.....54
Le tricot, du point au pixel • Tendances.....56
Quand la Suède était moldave • Histoire.....58



LES PHOTOS
Une soirée Propaganda, à Tokyo, dans le quartier de Shinjuku, en avril 2013. Reportage photos de Jérémie Souteyrat réalisé pour *Courrier international*.



À L'AFFICHE
Le film intitulé *The Little Girl in Me* est sorti en salle en 2012. Réalisé par Kubota Shoji, il relate l'histoire atypique de Kensuke, jeune salarié tombé en dépression à la suite d'un licenciement. Le jeune homme découvre le plaisir de "se déguiser en femme" par le biais du travestissement et parvient à renouer avec le monde extérieur ; il va, entre autres, apprendre à faire face aux préjugés et aux regards des autres. Le film a été présenté au Festival des films du monde de Montréal en 2012, mais reste inédit en France.



Ces Japonais qui ne veulent plus être des hommes

Etouffés par les conventions liées à la condition masculine, certains prennent plaisir à se travestir en dehors de leur temps de travail. Pourtant ils se disent hétérosexuels.
—Mainichi Shimbun [extraits] Tokyo

Je hais les costards ! Je les hais plus que tout !" Une bourgeoise de quartier résidentiel, paraissant la quarantaine, ne s'arrêtait pas de parler. Elle était vêtue d'un pull rose pâle et d'une jupe droite, et une longue chaîne se balançait sur sa poitrine. *"J'en porte quand même un pour aller au bureau, je suis bien obligé. J'ai des subordonnés. Un chef dans cette tenue n'aurait aucune crédibilité !"* C'était en réalité un homme. Il participait à une soirée, organisée une fois par mois à Tokyo, rassemblant des hommes qui se travestissent. Ils étaient 350 cette nuit-là et, de tous, c'est à lui que j'ai eu le plus envie de parler.

Tout en refusant de me montrer sa carte d'identité professionnelle, il m'a expliqué qu'il gagnait plus de 10 millions de yens [77 500 euros] par an comme cadre dans un secteur prestigieux. Il était mince et mesurait environ 1,65 m. De près, on pouvait apercevoir une barbe naissante. Sa voix le trahissait de temps en temps, il forçait sur ses cordes vocales. *"Quand je porte un complet, je me contrains,* me précisa-t-il. *J'aime mon travail, mais je veux me sentir libéré au moins les jours de repos. Je garde toujours mon air sérieux au bureau, alors tant qu'à faire je veux m'éclater à être une femme sans retenue !"* Il ne cherche cependant pas à devenir une femme. *"Je préfère être père. Etre mère suppose des tas de désagréments..."* Il n'a pas de tendance homosexuelle et pour lui le travestissement n'est rien d'autre qu'un hobby. Marié, il a même un fils. Son épouse l'autorise à se travestir, trouvant cela *"plus supportable que d'être trompée". "Je bosse dur, je gagne de l'argent et le rapporte à la maison. C'est pour ça que je peux faire ce qui me plaît",* dit-il.

Récemment, des Japonais ont commencé à se métamorphoser en femmes en se maquillant et en s'affublant de beaux vêtements. Ces hommes, qu'on appelle *"otoko no ko"* [jeunes filles-garçons], ne souffrent pas pour autant de trouble de l'identité sexuelle, mais prennent plaisir à se travestir. En cherchant à comprendre leurs motivations → 50





49 ← profondes, j'ai découvert comment ces *otoko no ko* dépeignent la société japonaise, *"impitoyable"* et *"invivable"* à leurs yeux.

Dans cette salle d'un immeuble de Kabukicho à Shinjuku, le quartier de la capitale qui ne dort jamais, il semblait irréel qu'à l'extérieur l'air fût glacial tant il y avait du monde. L'ambiance était feutrée, intimiste et moins enfiévrée que celle des autres soirées du quartier, à cette soirée baptisée Propaganda. Quatre "femmes" sur un canapé discutaient avec enthousiasme de sous-vêtements. *"J'ai mes propres sous-vêtements, différents de ceux de mon épouse." "Hein ? Sans blague ! Moi, je garde mon caleçon sous cette tenue."* L'une des quatre avait 43 ans et était responsable du secteur manufacturier de Tokyo. Cheveux courts, lèvres écarlates, "elle" me confia : *"Tous les jours, je suis absorbé par le travail. Il m'arrive parfois d'aller boire un verre avec des collègues, mais quand je rentre à la maison, je retrouve mes deux filles… Je suis parfaitement heureux en tant qu'homme. Mais j'avais envie d'explorer une autre facette de ma personnalité, et le moyen le plus rapide que j'ai trouvé pour cela était de me travestir. Je ne veux pas devenir une femme, de toute façon, travailler me convient mieux. Mais quand je me travestis, je peux aussi goûter au plaisir d'être une femme."*

D'où vient le goût de ces hommes d'âge mûr pour le travestissement ? Pour en savoir plus, j'ai décidé de rendre visite à Junko Mitsuhashi, 57 ans, spécialiste du travestissement et chargée de cours à l'Université de sciences humaines et sociales de Tsuru [à Yamanashi] sur les questions de genre. M^me^ Mitsuhashi était de sexe masculin à sa naissance, mais, ressentant un profond malaise, elle a commencé à se travestir il y a une trentaine d'années et se fait appeler Junko, un prénom féminin. Sa motivation est complètement différente de celle des travestis dont nous avons parlé plus haut et qui se reconnaissent en tant qu'hommes. Cependant, sans doute parce qu'elle appartient à la même génération qu'eux, elle a l'impression de les comprendre. *"Pour notre génération, la répartition des rôles entre hommes et femmes est encore très marquée. Certains hommes souffrent de devoir se comporter virilement."* Si l'on en croit M^me^ Mitsuhashi, beaucoup d'hommes de sa génération, mis à part ceux qui sont atteints d'un trouble de l'identité sexuelle et qui se sentent femmes, se travestissent à l'insu de leur épouse ou de leur amante pour échapper un moment au poids de la société masculine. Le fait est que cette tendance s'est modifiée dernièrement : on remarque désormais des hommes qui sortent dans la rue travestis et qui aiment se montrer ainsi, principalement parmi les jeunes de 20 à 39 ans.

REPORTAGE

Revenons à la soirée Propaganda de Kabukicho. J'avais remarqué une jeune "femme" qui se tenait en plein milieu d'un couloir. Elle portait un chemisier vaporeux blanc sur une longue jupe bleu marine. J'étais intriguée par le trop grand nœud rouge qu'elle portait dans les cheveux. Au cours de la conversation, elle a laissé échapper cette phrase : *"Vous ne trouvez pas que la société actuelle gâte trop les femmes ?"* Journée de la femme, wagons réservés aux femmes [lancé en 2001 par la compagnie ferroviaire JR afin d'éviter les attouchements dont sont victimes les femmes aux heures de pointe]… J'ai éprouvé une légère surprise en écoutant cette personne qui pointait du doigt tous les services privilégiant la gent féminine.

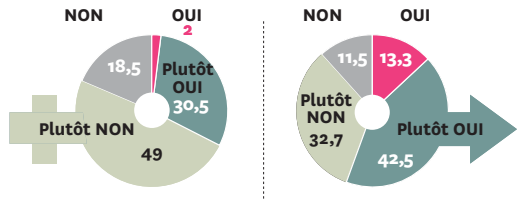
Prénommé Mizuki, ce célibataire de 29 ans loge dans l'appartement de sa sœur et du petit ami de cette dernière. Il travaille à temps partiel au service de nettoyage d'une université locale, huit heures par jour et quatre jours par semaine. Son salaire s'élève à environ 100 000 yens net [757 euros]. *"Je n'ai jamais été titularisé. On dit que les hommes ont un meilleur salaire que les femmes, mais je n'ai jamais ressenti ça."* Il ne trouve pas que les hommes jouissent d'une position privilégiée dans la société. Au contraire, ils sont plus souvent affectés aux travaux physiques ingrats, surtout dans les emplois d'intérimaires. Ceux qui souhaitent travailler aux postes de service ou de réception sont refusés, sous prétexte que les clients demandent des femmes.

Mizuki a l'air intimement convaincu que, dans ce contexte [économique] difficile, la société est sans pitié avec les hommes. Je lui ai demandé ce que le travestissement représentait pour lui. *"J'ai l'impression d'être promu à un 'rang' supérieur."* Quand il se pomponne, les gens qu'il rencontre le complimentent et disent le trouver *"kawaii"* [mignonne]. Cela le remplit de satisfaction narcissique. Et c'est lorsqu'il se fait draguer par des hommes que Mizuki ressent le plus ces joies infimes que lui procure la métamorphose. Il n'a pas pour autant envie d'entretenir une relation avec eux ; au collège, il avait même une petite amie. Mais quand il voit le visage stupéfait de ces hommes s'exclamant : *"Mais t'es un homme !"* en l'entendant parler, cela suffit à l'égayer. Et s'il n'avait jamais découvert le travestissement ? *"Je serais resté au fond de mon lit à dormir, sans prendre goût à rien et sans sortir de chez moi."*

En entendant cela, j'ai compris que c'était grâce au travestissement qu'il avait pu s'en sortir et passer outre la rivalité masculine. Si l'on considère qu'une "vie normale" consiste à travailler, se marier, fonder une famille et avoir des enfants, Mizuki pense qu'il s'est sans doute un peu écarté du droit chemin. *"Si j'avais pu mener cette existence, je ne me serais pas travesti"*, poursuit-il. Grâce au travestissement il a pu aller de l'avant, cela lui a donné l'occasion de sortir. Comme résolution pour sa trentième année, il a décidé de s'inscrire dans une école spécialisée en technologie de l'information. Une fois diplômé, il aimerait travailler dans ce secteur et être titularisé.

Repères

Pensez-vous que les femmes sont privilégiées par rapport aux hommes ? *(en %)*



SOURCE : "AERA"

NOUS LES HOMMES…

"Nous ne tolérerons pas la discrimination envers la gent masculine !" **C'est sous ce titre que l'hebdomadaire *Aera* a récemment présenté plusieurs témoignages de Japonais estimant que *"la société favorise trop les femmes au détriment des hommes"*. Ceux-ci sont de plus en plus nombreux à considérer que les femmes sont plus favorisées que les hommes, à en croire le sondage d'opinion réalisé par le même hebdomadaire *(voir graphique ci-dessus)*. En 2010 est né le Mouvement citoyen contre la discrimination envers les hommes, qui compte 150 membres et organise des actions de protestation telles que monter dans les compartiments réservés aux femmes. Pourtant, le Forum économique mondial sur l'inégalité des sexes a placé le Japon au 101^e^ rang sur 135 et les Japonaises perçoivent en moyenne 1 200 euros de moins que les Japonais.**

SOURCE



MAINICHI SHIMBUN

Tokyo, Japon

Diffusion : 3,4 millions (édition du matin) ; 1 million (édition du soir)

http://mainichi.jp/

Fondé en 1872 sous le nom de *Tokyo Nichi Nichi Shimbun*, le *Mainichi Shimbun* est le plus ancien quotidien japonais. Centriste, le "Journal de tous les jours" est le troisième quotidien national du pays en termes de diffusion.





Dans le quartier populaire de Monzennakamachi, à Tokyo, un garçon entre dans un restaurant d'une rue animée. Venant directement de son lieu de travail, il porte un costume noir sans cravate et marche à grandes enjambées. Il n'a rien à voir avec la personne que j'ai vue dans les toilettes de la soirée Propaganda, celle qui avait opéré sous mes yeux une métamorphose extraordinaire en femme. Elle avait alors jeté un coup d'œil dans le miroir ; un regard par en dessous, le menton tiré à la manière typique des jeunes filles. Ce visage-là a disparu pour laisser place à un jeune homme qui se présente sous le nom de Miyu. Il rit de façon très masculine en renversant légèrement en arrière le haut de son torse. Manifestement affamé, il avale en un rien de temps une portion de pâtes carbonara pour deux personnes. Lui aussi me dit qu'il envie le sort des femmes.

Cela fait plus de deux ans qu'il est entré dans la vie active et travaille dans le secteur des technologies. *"Que les personnes compétentes dans leur travail méritent plus, c'est là une norme communément acceptée. Mais je n'ai jamais pensé que les hommes devaient être plus dynamiques au travail, ni qu'ils devaient se consacrer à leur carrière, ni que l'on peut se contenter des tâches subalternes parce que l'on est une femme. Au travail, on est sur un pied d'égalité, et c'est comme ça que ça devrait se passer."* Est-ce justement parce qu'il considère que les femmes ont un statut égal au travail qu'il les envie ? Miyu, tout en aspirant au "glamour" féminin, a parfois le sentiment d'être "lésé". *"C'est un fait que la plupart du temps les hommes paient plus que les femmes. Je ne suis pas contre le fait de payer, mais je trouve inadmissible qu'il soit considéré comme normal de faire payer les hommes."* Il refuse les idées reçues. Mais dans ce cas, pourquoi donc se travestir ? *"Quand je suis une 'femme', j'ai envie d'attentions, mais quand je suis un 'homme', je veux me concentrer sur mon travail. Je déteste les clichés, mais..."* Dernièrement, il a rencontré une fille, et celle-ci l'aide de temps en temps à choisir les vêtements qu'il porte pour se travestir. *"Une relation où chacun peut s'appuyer sur l'autre est idéale"*, dit-il.

Avoir le moyen de s'appuyer sur quelqu'un quand on le souhaite, serait-ce l'apanage des femmes ? D'après ce que nous avons appris d'UNI, la société de production événementielle qui organise les soirées Propaganda, le nombre de participants n'a jamais cessé d'augmenter depuis la création, en août 2007. Au début, ils étaient une centaine, et leur nombre dépasse maintenant les 400. En 2009, on a vu naître un magazine spécialisé dans le travestissement, *Otoko no ko Club* [rebaptisé en 2011 *Otoko no ko Jidai* (La génération *otoko no ko*), éd. Myway].

"Le travestissement est un moyen de s'exprimer", affirme Shun Aranami, salarié de 32 ans résidant à Tokyo. Alors que beaucoup d'hommes sont encore réticents à l'idée de dévoiler leur hobby atypique, M. Aranami s'est laissé prendre en photo et m'a même donné son accord pour que je mentionne son vrai nom dans l'article. Peu à peu, on commence à trouver de jeunes hommes qui souhaitent apparaître dans des magazines en tenue de femme.

Grâce à Internet, les hommes peuvent acheter des vêtements et des produits de maquillage en toute discrétion. A la télévision, on s'habitue à voir des personnalités très populaires travesties, et leurs apparitions n'ont plus le caractère sulfureux qu'elles avaient auparavant. Les jeunes Japonais d'aujourd'hui sont peu poilus et soignent beaucoup leur peau. Qu'un homme porte des chemises roses ou à fleurs est désormais considéré comme élégant. Toutefois, le facteur le plus important est que les codes de la féminité et de la virilité ont commencé à se confondre. Les jeunes comme Mizuki et Miyu perçoivent les choses d'une manière différente de celle des hommes d'âge mûr et des seniors, en ceci qu'ils n'ont jamais cru à la "société dominée par l'homme".

La loi sur l'égalité des chances votée en 1986 interdit la discrimination sexuelle au travail. Les hommes et les femmes sont censés être traités de la même manière par leur employeur. En 1993, les cours de technologie et de *kateika* ["affaires domestiques", cours dans lesquels on apprend notamment à cuisiner et à coudre] sont devenus obligatoires au collège pour les filles comme pour les garçons. Les jeunes → 52

"Les jeunes commencent à trouver que les hommes sont plus à plaindre que les femmes, c'est pourquoi ils veulent sortir du rôle de l'homme malheureux et devenir une femme choyée."



LE MOT DE LA SEMAINE



“sebiro”
Le complet

En matière de codes comportementaux, la modernité japonaise combine rigidité et plasticité d’une façon parfois déroutante. C’est ce que montre le reportage du quotidien *Mainichi Shimbun* ci-contre, consacré à ces salariés masculins dont le passe-temps favori est de se déguiser – ou, plutôt, de se métamorphoser – en femme. La rigidité est notamment à l’œuvre dans la définition du statut de l’homme et de la femme. En dépit de tous les bouleversements socio-économiques qui secouent l’archipel depuis deux décennies, ils se voient assigner des rôles d’un autre temps, prescrits durant la période de forte croissance des années 1960. Ainsi, pour un homme, se comporter en individu responsable consiste, comme par le passé, à s’investir dans le travail avec l’obligation d’endosser tous les marqueurs qui témoignent de son sérieux, à commencer par le complet-veston. Car, au Japon, la forme renseigne toujours sur le contenu. On peut néanmoins aisément imaginer que l’observance de la règle qui veut que le respect des obligations aille de pair avec le respect des codes puisse vite s’avérer étouffante. Pour y remédier, la société japonaise a trouvé une parade, comme l’avait souligné Ruth Benedict dans son livre, *Le Chrysanthème et le Sabre* (1946) : admettre les plaisirs et les agréments, quels qu’ils soient, à partir du moment où l’on se montre capable d’y renoncer quand le devoir l’exige. Le reportage montre que les adeptes du travestissement se conforment précisément à ce principe, révélant en creux le conservatisme de l’homme japonais qui, à aucun moment, ne remet en cause le schéma général dictant les qualités du masculin et du féminin. Cela étant, reconnaissons néanmoins qu’en matière de hobby le *salaryman* nippon se montre particulièrement inventif.

—Kazuhiko Yatabe

Calligraphie de Kyoko Rufin-Mori

51 ← générations sont sceptiques devant le fait que les modes de vie et de travail puissent être définis par une distinction entre les sexes.

La mentalité des femmes a également changé. Si l’on en trouve qui se montrent plus compréhensives à l’égard de leurs maris ou de leurs amants qui se travestissent, les Japonaises dans leur ensemble ne recherchent plus une virilité excessive chez leur partenaire. *“Dernièrement, les règles imposées aux femmes se sont estompées, de même que celles imposées aux hommes,* analyse le Pr Mitsuhashi. *Le travestissement était perçu par les générations antérieures comme une déchéance, socialement parlant. Il était pis encore de choisir de devenir une femme. Mais les jeunes d’aujourd’hui commencent à trouver que les hommes sont plus à plaindre que les femmes, c’est pourquoi ils veulent sortir du rôle de l’homme malheureux et devenir une femme choyée.”*

Junko Saeki, professeur de culture comparée à l’université de Doshisha à Kyoto et auteure de *Jyoso to danso no bunkashi* [Histoire culturelle du travestissement chez l’homme et la femme, éd. Kodansha], estime au contraire que la mode récente du travestissement chez les hommes est l’un des fourvoiements de l’égalité des sexes. *“Alors que les hommes subissent la pression de devoir gagner leur vie à tout prix, des femmes sont autorisées par le biais du mariage à dépendre financièrement de leurs époux. Avec la récession, le marché du travail s’est durci et l’on comprend qu’il y ait des hommes qui cherchent à s’en échapper en prenant le rôle de ces femmes.”*

Depuis l’époque du héros légendaire Takeru Yamato [prince impérial dont l’existence n’est pas avérée, qui aurait vécu vers le IIe siècle et se serait travesti en femme pour tromper l’ennemi], le travestissement a été dépeint dans de nombreux écrits. Mais sa signification latente revenait à associer la femme à un être faible. *“Il se peut que le travestissement soit un phénomène étrange par lequel des hommes se ‘rabaissent’ volontairement au niveau des femmes pour ensuite s’“élever” en acquérant des privilèges”*, ajoute Mme Saeki.

Je me suis alors rappelé la conversation que j’avais eue à la fameuse soirée avec un homme qui se présentait sous le nom de Yuki Yoshino. Agé de 28 ans, il travaillait à la comptabilité d’un grand fabricant. Comme il m’expliquait qu’il se travestissait pour *“profiter à la fois des bons côtés des hommes et des femmes”*, je lui ai demandé quels avantages il trouvait à être une femme. Il a répondu : *“Elles ont plus de choix que les hommes, que ce soit au niveau des vêtements, du maquillage, de la coiffure. Elles peuvent même choisir leur vie, continuer à travailler ou s’arrêter pour être femme au foyer. Parmi les femmes qui ont été recrutées en même temps que moi, certaines ont démissionné pour se marier ou en raison de leur grossesse, mais nous, les hommes, nous n’avons qu’une seule issue.”* Il m’a expliqué également : *“Pour devenir cadre dans une société prestigieuse, il n’y a pas de doute qu’il est plus avantageux d’être de sexe masculin. Mais il y a dans mon entourage des hommes qui ne sont visiblement pas faits pour une carrière et je pense que s’ils étaient des femmes, ils auraient pu arrêter de travailler et devenir femmes au foyer.”*

Dans une série d’enquêtes intitulée “La réalité des trentenaires, quels choix ont-elles ?” parue dans le *Mainichi Shimbun* à la fin de l’année dernière, j’avais interviewé des jeunes femmes qui devaient choisir entre arrêter de travailler ou concilier leur travail, les tâches ménagères et leurs enfants. Même si l’alternative existait, elles n’avaient pas vraiment la possibilité de choisir [la plupart des Japonaises démissionnent lorsqu’elles se marient ou tombent enceintes, par contrainte sociale]. C’est certainement une situation dans laquelle beaucoup de Japonaises se retrouvent aujourd’hui. Dans cette série, j’avais tenté de décrire les difficultés propres à la condition féminine. Je ne peux m’empêcher du coup de ressentir un malaise devant ces hommes qui trouvent plus avantageux d’être une femme. Mais en enquêtant pour le présent article, j’ai eu l’impression que les hommes aussi revendiquent le droit d’avoir le choix. Dans ce cas, ne pourraient-ils pas faire front commun avec les femmes ? A la fin de mon interview, M. Yoshino m’a confié : *“Quand je me travestis, je peux établir des relations humaines qu’il me serait impossible d’avoir en tant qu’homme dans cette société masculine.”* Cinq ans après avoir été embauché dans sa société, il a été muté à la suite d’une restructuration des services déficitaires. Il a vu ses employeurs pousser les salariés de plus de 40 ans à démissionner, et se dit depuis qu’il pourrait se retrouver dans la même situation que ses aînés. Si son existence est limitée au statut de salarié de telle ou telle société, c’est toute son identité qui peut être mise en danger. *“Pour un salarié ordinaire, le monde se résume à son lieu de travail. A l’époque actuelle, il paraît normal et important de nouer des liens en dehors du travail”*, dit-il. A travers ses paroles, j’ai eu l’impression que ces hommes ne faisaient pas qu’envier les femmes. Chacun d’eux tente de trouver une issue différente à sa vie dans cette société, et dans cela j’ai vu un certain espoir.

—Atsuko Suzuki



plein écran.

Une catastrophe qui fait recette

Un des plus grands succès de Nollywood met en scène les problèmes de sécurité aérienne au Nigeria.

—The Guardian *(extraits) Londres*

Le choix du sujet peut sembler improbable dans un pays où la sécurité aérienne laisse tant à désirer : dans le film *Last Flight to Abuja* [Dernier vol pour Abuja ; non distribué en France], le pilote évite de justesse la catastrophe en réussissant à faire atterrir un avion en flammes.

Au Nigeria, cette superproduction nationale est devenue en 2012 la première à engranger plus de bénéfices que les films hollywoodiens [dans le pays]. Les foules se sont en effet précipitées pour voir si cette fiction de Nollywood [l'industrie cinématographique nigériane, deuxième productrice de films au monde par an] reproduisait fidèlement l'expérience que constitue un vol intérieur dans le pays le plus peuplé d'Afrique.

Last Flight to Abuja a ainsi récolté la somme record de 8 millions de nairas [environ 39 000 euros] pendant sa première semaine d'exploitation à Lagos et a devancé les grands succès du box-office en 2012, *The Amazing Spider-Man* et *L'Age de glace 4 : La Dérive des continents*. *"Chaque fois que je prends l'avion au Nigeria, c'est une expérience stressante. Toutes ces secousses, ces atterrissages chaotiques, ces bruits étranges ! Sans compter que l'avion décolle cinq heures après l'heure d'arrivée prévue à destination"*, explique le réalisateur, Obi Emelonye. *"Ce film est la somme de toutes ces histoires."*

La date de sortie du long-métrage s'est avérée malheureuse, car elle a coïncidé avec le crash d'un avion de la compagnie Dana Air dans un bidonville de Lagos, entraînant la mort de 163 personnes. Les proches des victimes ont toutefois encouragé le réalisateur à ne pas reporter la sortie du film, afin que les questions de sécurité aérienne restent sous les feux des projecteurs. *"J'ai eu le sentiment d'avoir une responsabilité sociale, de montrer quelles [améliorations] étaient possibles grâce à quelques changements dans les comportements et à une attitude volontaire"*, ajoute Obi Emelonye.

Le public a très bien accueilli cette histoire riche en sensations. *"Lorsque j'ai vu ce film, j'ai pensé qu'un pays qui a de grandes ambitions comme le Nigeria devrait savoir gérer une catastrophe aérienne de ce genre"*, explique Daye Sola, un spectateur qui évite les compagnies nigérianes depuis une *"mauvaise expérience"* voilà douze ans.

Tout le monde n'est pourtant pas convaincu par le dénouement heureux du film, montrant les secours déjà présents sur les lieux avant même l'atterrissage spectaculaire de l'avion. Femi Alade, dont la maison se trouve juste à côté de l'endroit où s'est écrasé l'avion de Dana Air, est l'un des rares habitants du bidonville à avoir vu *Last Flight to Abuja*. *"Moi, je n'ai jamais mis les pieds dans un avion et cela n'arrivera pas de sitôt. Le film m'a plu, mais ensuite je me suis souvenu du pillage et de la police qui tabassait la foule [lors du crash, en juin 2012, de violents heurts ont opposé la police aux habitants du bidonville, qui cherchaient à aider à éteindre l'incendie]"*, se souvient-il.



↑ **Les protagonistes du film.** *DR*

Partenariat
***Courrier international* est partenaire de la première édition de la Nollywood Week, qui aura lieu au cinéma *L'Arlequin*, à Paris, du 30 mai au 2 juin 2013. Le festival proposera sept films qui ont marqué l'industrie de Nollywood ces vingt dernières années, parmi lesquels *Last Flight to Abuja*.**

L'accident a marqué le début d'une période agitée, pendant laquelle la moitié des compagnies nationales nigérianes ont été interdites de vol. L'Afrique représente en effet 14 % des crashs aériens, pour seulement 3 % du trafic mondial. Certains ont dénoncé l'ampleur des dettes accumulées par le secteur de l'aviation, responsables selon eux de négligences systématiques des mesures de sécurité.

La ministre de l'Aviation, Stella Oduah, a autorisé Dana Air à reprendre son activité, bien qu'une enquête soit encore en cours.

—Monica Mark





← Sergueï Mikhalok, en août 2012, à Koktebel, en Crimée (Ukraine).
Photo Maxime Goloubtchikov

culture.

“Du pain ! Du sel ! La liberté !”

En Biélorussie, le groupe punk Liapis Troubetskoï est devenu le porte-voix des opposants au régime. Il ne se produit pourtant jamais dans son pays, où il est interdit de séjour. Reportage lors d’un concert à Smolensk, en Russie.

—Süddeutsche Zeitung *Munich*

La vie quotidienne à Smolensk, ville de province de l’ouest de la Russie, peut paraître morne, notamment à qui arrive de l’étranger. Des sans-abri ont pris leurs quartiers dans les toilettes de la cathédrale de l’Assomption, la plus ancienne de la ville. Devant l’édifice, des Américaines frigorifiées font du prosélytisme en faveur des mormons et proposent à la jeunesse de la ville d’apprendre l’anglais pour trouver Dieu et visiter les Etats-Unis. Dans le journal local, le directeur d’un “centre pour l’éducation héroïco-patriotique” appelle cette même jeunesse à travailler pour le bien de la Russie. Comme Vladimir Poutine.

Mais il en est pour qui Smolensk n’a rien de morne, au contraire. Ceux-là arrivent de la Biélorussie frontalière. A Smolensk, ils savourent le fait – rare – de se sentir libre. A l’Ouest, on parle de la Biélorussie comme de la “*dernière dictature d’Europe*”. Alexandre Loukachenko est à la tête de l’Etat depuis bientôt vingt ans. Après sa dernière réélection, en décembre 2010, ses opposants ont été réprimés à coups de matraque. Ils ont alors organisé des manifestations silencieuses, au cours desquelles ils ont simplement frappé dans leurs mains, en s’abstenant de réclamer un changement de pouvoir. Loukachenko s’est alors empressé d’interdire de frapper dans ses mains en public. Depuis, plusieurs milliers de Biélorusses ont été arrêtés et condamnés à des amendes et à des peines de prison pour avoir applaudi. Comble de l’absurde, un homme de la ville de Grodno qui n’a plus qu’un bras a dû s’acquitter d’une amende équivalant à un peu plus de 150 euros.

La frontière qui sépare la Russie de la Biélorussie passe à 70 kilomètres à l’ouest de Smolensk. Par un après-midi gris de février, un car en provenance de Minsk, la capitale biélorusse, entre dans Smolensk. Il est rempli de fans du groupe biélorusse culte Liapis Troubetskoï. Ils boivent de la bière, du whisky et du jus de pomme en criant “*Jive Belarus !*” (“*Vive la Biélorussie !*”), un slogan contestataire. Contestataire d’abord pour des raisons historiques : au milieu du XIXe siècle, c’était le slogan des insurgés qui protestaient contre la puissance coloniale russe. Contestataire aussi parce qu’il est en biélorusse, tout simplement : l’autocrate Loukachenko a grandi dans un village à la frontière de la Russie et ne maîtrise que passablement la langue de son pays ; il préfère le russe. Il est donc aujourd’hui considéré comme subversif de crier un slogan biélorusse en Biélorussie – même s’il s’agit d’acclamer la patrie.

MUSIQUE

Le groupe Liapis Troubetskoï se fait l’écho de l’atmosphère bouillonnante qui anime son pays – “*Sortez de vos sales trous ! Remontez au soleil, sortez de vos cavernes obscures !*” Dans une interview, le chanteur Sergueï Mikhalok a accusé Loukachenko de “*génocide contre le peuple biélorusse*”. Et depuis deux ans le groupe trône tout en haut de la liste noire des artistes qui n’ont pas le droit de se produire en Biélorussie. Sergueï Mikhalok fait actuellement l’objet d’une procédure pour diffamation. Il vit à Moscou. Lorsque, à l’automne dernier, son père est mort, il s’est rendu incognito à Minsk pour organiser ses funérailles.

La popularité de Liapis Troubetskoï n’a en rien pâti de son interdiction. Le groupe fait salle comble en Russie et dans les anciennes républiques soviétiques, où sa musique touche une corde sensible chez le public. Et ses fans biélorusses le suivent autant qu’ils le peuvent. Dans le car de fans qui quitte Minsk au point du jour se trouve, entre autres, Igor*. A 26 ans, il travaille comme conducteur de locomotive pour les chemins de fer biélorusses. Il arbore une écharpe du club de foot FC Cologne – non parce qu’il en est un supporter, mais parce que l’écharpe blanc et rouge évoque le drapeau national [biélorusse] des années 1918-1919 et 1991-1995 [années correspondant à la première et à la seconde indépendance de la Biélorussie, avant l’élection de Loukachenko]. Loukachenko a mis ce drapeau au rancard ; l’actuel est rouge et vert, comme celui de la République soviétique biélorusse, mais sans le marteau et la faucille.

Censure et matraquage. Dès qu’il fait jour, Igor se met à boire et à chanter : “*Qui es-tu ? — L’un d’entre vous, quelqu’un d’ici. / Que veux-tu ? — Une vie meilleure.*” Le morceau qui ouvre le dernier album de Liapis Troubetskoï donne à entendre un dialogue entre deux personnages qui se parlent haut et fort, de manière hachée, comme s’ils se trouvaient sur deux sommets éloignés : “*Quelle vie veux-tu ? — Du pain, du sel. / Et quoi d’autre ? — Une terre, la liberté. / Que veux-tu être ? — Je ne veux pas être du bétail.*” Igor chante les deux parties du dialogue et, lorsque les autres fans lui emboîtent le pas, il s’arrête puis vocifère : “*Du pain ! Du sel ! La liberté !*” Le texte s’inspire d’un poème écrit en 1908 par l’écrivain biélorusse Ianka Koupala (1882-1942, fondateur de la langue littéraire biélorusse) alors qu’il poursuivait ses études à Saint-Pétersbourg, la capitale de l’Empire russe. Il l’avait écrit en biélorusse, ce qui ne manqua pas de déplaire à la censure. Ses livres furent donc saisis.

Pendant les pauses, Igor fait des photos de groupe sur le bord de l’autoroute enneigée, avec des drapeaux blanc et rouge. Son ami Alexander, 24 ans, boit moins et chante plus doucement. “*Tu te dis qu’on s’enivre juste pour le plaisir, hein ?* me demande Alexander. *Dans la vie de tous les jours, on n’est pas comme ça. On a un travail, certains ont des enfants. On a des idées, on a une sensibilité. Mais de temps en temps on a tous besoin de décompresser. En Biélorussie, tous ceux qui pensent et qui ont une once de sensibilité ne peuvent pas décompresser.*”

Alexander est ingénieur aéronautique. Il raconte comment il a dû faire partie de l’Union de la jeunesse républicaine, un mouvement pro-Loukachenko, afin de pouvoir poursuivre des études. Une fois à l’université, il a quitté l’union et s’est mis à parler biélorusse. Il a alors perdu sa bourse et sa place en résidence universitaire. Et en avril 2012 il s’est fait passer à tabac par des policiers. “*J’étais tout seul dans la rue, avec un drapeau blanc et rouge. C’était le jour de l’anniversaire de [la catastrophe de] Tchernobyl. Ils m’ont jeté dans leur fourgonnette et m’ont tabassé. J’étais sous la banquette, ils me marchaient dessus. Ensuite, j’ai passé vingt-quatre heures au poste. Puis ils m’ont relâché sans m’accuser de quoi que ce soit. Je ne peux pas m’épanouir dans ce pays. J’ai commencé à apprendre l’allemand.*”

Les fans qui chantent le plus fort sont assis à l’étage, à l’arrière du car. Igor, qui se tient debout dans l’allée, dos à la route, fait le chef de chœur. Lorsqu’il ne vocifère pas, il chante en levant les yeux au plafond et sa pomme d’Adam protubérante sort de son écharpe

“On est devenus des héros à partir du moment où ils nous ont interdits. Avant, nous n’étions que des clowns”

du FC Cologne. Igor chante bien. Sur la ballade de Liapis Troubetskoï intitulée *Joue*, sa voix grave monte très haut avant de redescendre graduellement : *“Nede lia raki, dze ne mae brodou, cheryia byki tantchouts karagody.”* En français : *“Quelque part au bord du fleuve où il n’y a pas de gué, des taureaux gris dansent une ronde.* […] *Ils ont leur propre vérité : ils n’ont pas besoin de soleil, ils aiment l’obscurité. Ils n’ont pas besoin de printemps, l’hiver peut durer longtemps – ça ne les dérange pas que toi tu dormes longtemps dans la servitude.* […] *Joue ! Joue ! Pourchasse les taureaux, et le bonheur reviendra.”*

Le voyage jusqu’à Smolensk dure sept heures. Peu après midi, Igor se tait. Il se rassied et mange des cornichons dans une boîte en plastique. Les cornichons, c’est Natalia qui les a apportés. A 34 ans, elle est employée au service culturel de la ville de Minsk. Elle a une fille de 16 ans. Elle aimerait vivre ailleurs, mais elle ne sait ni où ni comment. *“Ma fille ne connaît pas d’autre président que Loukachenko. Elle s’ennuie, elle me fait de la peine.”*

Dans le car, il y a aussi des fans qui sont contents de leur vie. Vladimir, 26 ans, est ingénieur informaticien dans une entreprise américaine : *“Arrêtez de vous plaindre ! Tout le monde dit que le président est un con et que tout est de la merde. Eh bien, arrêtez de vous tourner les pouces !”* Vladimir a le hoquet. *“Tout le monde n’est pas ingénieur informaticien dans une boîte américaine”*, rétorque Natalia. *“J’aime bien la musique de Liapis*, poursuit Vladimir. *Pour moi, elle n’a pas de dimension intellectuelle ni sociale. C’est juste de la bonne musique. Du divertissement.”*

A sa création, en 1990, Liapis Troubetskoï était un collectif punk doué pour les refrains légers et entêtants. Dans un de ses tubes des années 1990, qui a résonné dans tout l’ex-Empire soviétique, il chante : *“Je t’ai lu des poèmes, je t’ai acheté de bons gâteaux, j’ai sorti ton stupide petit chien Gassi. Et un jour, tu t’en souviens sans doute, je t’ai offert un chewing-gum produit à l’étranger. Et toi ? Tu m’as laissé tomber. Toi, toi, toi.”*

Longtemps le groupe est resté à distance de la politique. Sergueï Mikhalok, 110 kilos, arborait des vestons colorés et des bacchantes décadentes. Jusqu’à ce que, il y a six ans, il arrête de boire, rase sa moustache et se mette à la boxe. L’album *Capital*, sorti en 2007, est un manifeste contre la mondialisation : *“A midi, je mange des lingots d’or, des gâteaux aux diamants et de la crème de pétrole. Je m’appelle Belzébuth, je suis le gardien de la stratosphère, et je suis incroyablement cool.”*

Après la vague de protestations de décembre 2010, Sergueï Mikhalok, à l’époque âgé de 38 ans, a accordé un entretien à un site Internet russe : *“Loukachenko est un menteur, un voleur et un ignorant. Un homme qui déteste son peuple et mérite tout juste un procès équitable. Une personne capable de lire et de compter jusqu’à dix gouvernerait mieux ce pays que lui.”*

Un combat sur scène. Depuis *Capital*, Liapis Troubetskoï a enregistré cinq albums, tous contestataires. La discographie publiée sur le site Internet du groupe ne mentionne que ces cinq albums – les tubes des années 1990 ont été jetés aux oubliettes.

Avant le concert, les fans envahissent les quelques restaurants et brasseries situés à proximité de la salle. Ils veulent des galettes de pomme de terre à la biélorusse – *“les meilleures du monde”* –, commandent de la vodka et de la bière et entonnent le morceau mélancolique sur les taureaux qui dansent une ronde, en frappant en rythme avec des cuillères sur leurs assiettes.

↙ **Des fans biélorusses brandissent le drapeau interdit de leur pays, à Koktebel, en 2012.** *Photo Maxime Goloubtchikov*

C’est le troisième concert de Sergueï Mikhalok à Smolensk. De la fenêtre de sa loge, il voit l’un des bars où les fans agitent des drapeaux blanc et rouge. *“Lors du premier concert, les Russes n’en revenaient pas, ils étaient éberlués par toute cette agitation. Aujourd’hui ils chantent avec nous. C’est ça, l’amitié entre les peuples !”*

Sergueï Mikhalok parle vite mais posément. *“Beaucoup de pays où nous nous produisons sont en effervescence. C’est pour ça que notre musique passe bien en Russie, par exemple. Ici, le stalinisme est de retour. Les Russes nous laissent chanter parce qu’ils sont plus malins que Loukachenko. L’aigle n’attrape pas les mouches. En Biélorussie, nous sommes devenus des héros à partir du moment où ces types avec leurs cravates et leurs gyrophares nous ont interdits. Avant, nous n’étions que des clowns. Voilà leur erreur. Maintenant, même les gens qui n’aiment pas la dureté de nos morceaux nous écoutent – nous ne sommes ni U2 ni Scorpions.”*

Le chanteur n’est pas surpris que sa musique soit inconnue en Europe. *“Nous vivons encore au Moyen Age, dans un système féodal. L’Europe a déjà vécu sa Renaissance et est entrée dans l’ère bourgeoise. Là-bas, les gens de gauche comme nous se battent contre des moulins à vent. Et ce qui est ici nouveau d’un point de vue musical existe depuis longtemps en Europe.”*

Sur scène, Sergueï Mikhalok ne parle pas de politique. Il n’appelle pas à manifester. Il ne participe d’ailleurs à aucune protestation. *“Nous sommes pour une révolution dans les consciences*, explique-t-il. *Notre combat ne se déroule pas dans la rue mais sur scène. Nous y menons une guerre de partisans permanente.”*

Les fans du concert de Smolensk sautent en rythme, tous ensemble, notamment sur le morceau *Tue l’esclave* – *“Difficile d’être fier. Difficile d’être courageux. L’esclave te tient à la gorge. Il vit en chacun de nous. Tue l’esclave, tue l’esclave qui est en toi !”*

—Tim Neshitov

* Les noms ont été modifiés par la rédaction.





COURRIER INTERNATIONAL

Chronologie

Bientôt vingt ans de dictature

1994 — Le 10 juillet, Alexandre Loukachenko est élu président de la République pour cinq ans avec 80 % des voix.
1995 — A la suite d’un référendum, le drapeau de la Biélorussie reprend les couleurs de celui de la République socialiste soviétique de Biélorussie.
1996 — En novembre, Loukachenko organise un référendum pour modifier la Constitution et prolonger son mandat jusqu’en 2001. Les députés de l’opposition sont contraints de quitter l’Assemblée.
2001 — A l’approche de l’élection, la presse d’opposition est muselée, les rotatives sont saisies et les leaders de l’opposition disparaissent ou se retirent de la course à la présidence. Le 11 septembre, Loukachenko l’emporte avec 75,6 % des voix. Des résultats très contestés.
2004 — Un nouveau référendum permet au président Loukachenko de briguer un troisième mandat en 2006.
2006 — L’élection a lieu le 19 mars, après des opérations de nettoyage menées par les autorités : quiconque est soupçonné de s’opposer au pouvoir se retrouve derrière les barreaux. Loukachenko l’emporte avec 83 % des voix, mais des manifestations se tiennent un peu partout.
2010 — Le 19 décembre, Loukachenko est réélu une quatrième fois avec près de 80 % des voix. Les manifestations sont violemment réprimées.

SOURCE

SÜDDEUTSCHE ZEITUNG
Munich, Allemagne
Quotidien, 413 000 ex.
www.sueddeutsche.de
“Numéro un des journaux ‘suprarégionaux’ de qualité”, la *Süddeutsche* est la grande voix libérale non seulement de la Bavière, mais de toute l’Allemagne. Généraliste, attachée aux valeurs de la démocratie, elle informe avec sérieux, contribue au débat d’idées avec passion et offre un supplément week-end qui fait une large place au reportage.

tendances.

Le tricot, du point au pixel

Deux jeunes créatrices ont mis au point Knitic, une machine à coudre numérique, sur le principe des imprimantes 3D.

—El País* *(extraits) Madrid*

Aujourd'hui, nous allons vous apprendre à transformer une bonne vieille machine à tricoter en outil numérique créatif – et vous révéler au passage que la ménagère des années 1980 maîtrisait déjà (sans le savoir) le langage numérique et les pixels.

Notre société occidentale semble avoir presque tout oublié de son savoir-faire artisanal et des connaissances domestiques qui, durant des siècles, se transmettaient de génération en génération. Nous ne sommes plus autosuffisants, et notre dépendance envers les technologies augmente de jour en jour. Dès lors, pourquoi ne pas récupérer nos bonnes vieilles machines à tricoter pour les adapter aux outils numériques d'aujourd'hui ?

C'est ce qu'ont fait l'Espagnole Mar Canet (née à Barcelone en 1981) et l'Estonienne Varvara Guljajeva (née à Tallinn en 1984), qui présentaient fin avril leur invention lors du prestigieux salon Maker Fair UK à Newcastle – consacré aux innovations technologiques les plus avant-gardistes.

Knitic, leur machine à tricoter mise au point selon le principe du matériel libre (ou *open hardware*) et fonctionnant sur le système Arduino [circuits imprimés en matériel libre], est commandée directement par ordinateur. Elle illustre à merveille la capacité des artistes à créer les outils dont ils ont besoin tout en prenant position contre le phénomène de l'obsolescence programmée qui touche la société occidentale.

Mar Canet et Varvara Guljajeva espèrent bien faire de leur Knitic *"une RepRap de la confection"* – la RepRap étant cette imprimante 3D très prisée par les milieux artistiques, elle aussi conçue en matériel libre, à un prix accessible, et assemblable par tout un chacun ou presque sans connaissances techniques particulières.





PHOTOS DE M. CANET/V.GULJAJEVA/KNITIC

"Une tricoteuse de ce genre peut avoir des répercussions formidables. L'impression 3D est fascinante, mais [*ses créateurs*] *ont oublié les machines à tricoter. Pour nous, il s'agit du premier système de fabrication numérique domestique, mais elle ne fait pourtant pas partie du modèle du Fab Lab de l'Institut de technologie du Massachusetts (MIT)."* Ces *"laboratoires de fabrication"* sont des ateliers de machines-outils pilotées par ordinateur lancés au MIT. Ils ont essaimé dans le monde entier. *"Leurs initiateurs sont surtout des ingénieurs et des architectes. Les machines de ce genre ne les intéressent pas*, explique Mar Canet. *Pourtant, les tricoteuses ont été très novatrices et sont encore aujourd'hui très originales, sans compter qu'elles utilisent un matériau bon marché et qu'elles permettent de créer facilement des sculptures en trois dimensions, en plus de produits* wearable ["portables", autrement dit des vêtements]. *Vu le potentiel créatif de la machine à tricoter, tous les Fab Labs devraient avoir une tricoteuse numérique !"*

La genèse de Knitic remonte à fin 2011 : les deux jeunes femmes découvrent dans *Make Magazine* [magazine américain inspiré par le mouvement du Do it Yourself, littéralement "faites-le vous-même"] une vieille machine à tricoter qui fonctionne à partir de patrons numériques. *Ces tricoteuses ne se vendent plus depuis les années 1990, et il n'y a plus aucune entreprise aujourd'hui qui en fabrique pour le grand public*", précise Mar Canet.

Leurs recherches conduisent les deux jeunes femmes à d'étonnantes découvertes : dans les années 1980, les ménagères travaillaient déjà sur des patrons et des éléments numériques comme le pixel. *"La fameuse fabrication numérique existait sur les machines à coudre des années 1980. Les tricoteuses, considérées comme l'un des secteurs les plus* cutting edge [*avant-gardistes*] *de l'époque, ont d'abord fonctionné avec des cartes perforées, qu'on peut voir comme des ancêtres rudimentaires de la base de données. Puis elles sont passées aux disquettes 3,5 pouces, qui permettaient de s'échanger des patrons"*, expliquent-elles.

Naturellement, Mar Canet et Varvara Guljajeva mettent les composants et les applications nécessaires à la disposition du public sur le site de Knitic, ainsi que sur le site d'hébergement de logiciels libres GitHub.

"L'idée, c'est que n'importe qui puisse fabriquer sa machine de son côté, puisque le code et toute l'information sont mis à disposition", insiste Mar Canet, ajoutant que ce travail est un projet de recherche ouvert et toujours en cours. *"Nous voulons notamment mettre au point des concepts de* realtime knitting ["tricot en temps réel"], *qui permettent de tricoter sans avoir à partir d'une image."*

—Roberta Bosco et Stefano Caldana

* Article paru sur le blog spécialisé El Arte en la Edad del Silicio ("L'art à l'ère du silicium").

→ *"In the Name of Civilization"* **de Vincent J.F. Huang,** *Pavillon de Tuvalu.*



DR

PHOTO

Les insulaires sonnent l'alarme à Venise.

La prochaine Biennale de Venise, qui se déroulera du 1er juin au 24 novembre, sera l'occasion pour deux nations insulaires d'alerter sur leur prochaine disparition. Les pavillons des Maldives et des îles Tuvalu seront consacrés aux effets du réchauffement climatique, indique le journal américain **ArtInfo.** Le premier devrait miser sur le "romantisme écologique". Parmi les happenings attendus, une performance de l'artiste DJ Spooky, qui fera résonner lors



DR

Braille 2.0

INDE — Sumit Dagar s'est décidé à lancer un projet de smartphone pour aveugles au sein de l'incubateur d'entreprises du campus d'Ahmedabad, après avoir constaté que *"la technologie est mise au service du plus grand nombre, à l'exclusion des marginalisés"*. Ce nouveau téléphone permettra bientôt de lire SMS et e-mails via un écran convertissant les textes en braille, annonce le Times of India. L'innovation principale réside dans un clavier tactile spécifique, qui s'élève et s'abaisse sur une grille de points, recréant ainsi le volume de lettres en braille. *"Les retours [des premiers testeurs aveugles] ont été exceptionnels. Pour les utilisateurs, le téléphone apparaît bien plus comme un compagnon que comme qu'un simple outil"*, déclare, enthousiasmé, M. Dagar. Mis à part cet écran si particulier, le smartphone en braille fonctionnera comme tout autre téléphone mobile.



de la soirée d'ouverture son *Maldives Adagio*, une partition musicale fondée sur la transcription des mouvements des marées et des courants autour de l'archipel. Au pavillon des îles Tuvalu, un seul créateur sera mis en avant : Vincent J.F. Huang, un éco-artiste qui avait déjà attiré l'attention sur le sort des Tuvalu à la conférence de Copenhague en 2009. Plusieurs de ses œuvres seront exposées, notamment un puits de pétrole auquel est suspendu un cadavre de bœuf, et dont le mécanisme est en train de décapiter une tortue de mer.



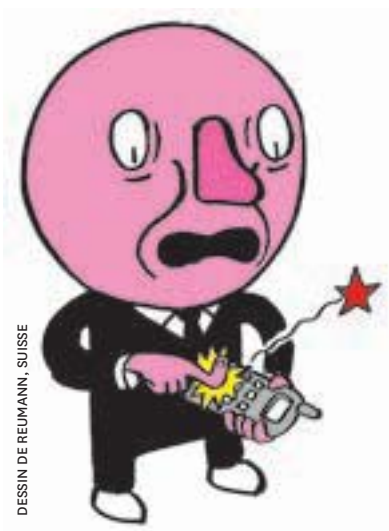
DESSIN DE BEPPE GIACOBBE, ITALIE

Quand le tourisme devient halal

ÉGYPTE — Depuis l'arrivée au pouvoir des Frères musulmans, des tour-opérateurs se sont lancés dans les voyages "conformes à la loi religieuse" : hôtels sans alcool, piscines couvertes réservées aux femmes, divertissements garantis sans spectacle de danse… De nouveaux lieux de villégiature apparaissent dans les stations balnéaires de la mer Rouge, selon le magazine libanais **Now.** Ce mouvement *"a également le vent en poupe pour ce qui est du tourisme intérieur"*, avec des excursions en groupe dans des hôtels appliquant des règles islamo-compatibles, ajoute le magazine. Parmi les agences de voyages spécialisées dans ce genre d'excursions, on trouve Chawq Travel ("passion voyage") ; sur la page Facebook de l'agence, on peut voir une femme en niqab sur le point de démarrer son jet-ski.

Les joies du stress

ÉTATS-UNIS — ***"Tout le monde sait que le rythme de vie ne cesse de s'accélérer, encouragé par la prolifération des téléphones mobiles, des tablettes, du WiFi et des technologies en tout genre"***, **affirme ironiquement la revue Scientific American. L'image de l'Américain stressé, overbooké et malheureux de son rythme de vie est pourtant à oublier, car les rares études disponibles ne montrent aucune corrélation forte entre augmentation du rythme de vie et baisse du bonheur individuel. On remarque même une diminution de 7 points du nombre de personnes se déclarant tout le temps pressées entre les sondages du début des années 1990 et ceux de 2007, passant ainsi de 24 à 17 %. Les derniers chiffres de 2010** ***"viennent confirmer une inversion de la tendance : les personnes les plus heureuses se définissent le plus souvent comme très pressées, avec peu de temps libre"***. **L'heure de remettre en cause le légendaire** ***"Don't hurry, be happy"*** **?**



DESSIN DE REUMANN, SUISSE

"Dans quelques secondes, votre smartphone s'autodétruira"

ROYAUME-UNI — *"S'il n'y a pas d'information stockée, il n'y a rien à voler."* Voilà le principe radical du nouveau service de messagerie instantanée proposé par la firme Redact Secure Messenger, qui pourrait bientôt équiper les smartphones des agents secrets britanniques. Redact permet d'envoyer des messages cryptés sans passer par un serveur central, et chaque note peut être effacée définitivement par son auteur ou son destinataire, explique **The Independent.** La destruction du message entraîne, comme dans les meilleurs *James Bond*, sa disparition de tous les supports, sans possibilité de récupération. Redact précise en outre ne stocker *"aucune liste de contacts ou noms d'utilisateurs"*. Certaine de son succès, la firme a déjà offert gratuitement l'application aux députés britanniques et lancé un défi en ligne aux hackers : 10 000 dollars seront remis à qui réussira à intercepter et décrypter un message envoyé grâce à l'application.

INSOLITES

Restez pur, voyagez sous plastique

L'image est singulière : on y voit le passager d'un avion enveloppé dans un sac plastique transparent noué sur la tête. Cette photo a fait le tour du web et des médias israéliens. En se couvrant ainsi, l'homme, un juif ultraorthodoxe, a déclaré obéir ***"aux prescriptions de son rabbin"*****, rapporte** ***Yediot Aharonot.*** **Objectif ? Préserver sa pureté. L'avion survolait un cimetière, or, selon la loi juive les descendants de la lignée des Cohen qui officiait dans le Temple de Jérusalem aux temps bibliques ne doivent pas s'approcher des cadavres. En 2002 déjà, note** ***Ha'Aretz,*** **un passager ultraorthodoxe avait été débarqué à l'aéroport Ben Gourion, à Tel-Aviv, parce qu'il voulait revêtir un sac plastique de crainte de survoler le cimetière de Holon. Difficile de voyager dans ce monde impie… Une organisation hassidique ukrainienne engage les pèlerins se rendant en avion sur la tombe du rabbin Nachman, en Ukraine, à coller des caches noirs sur leurs lunettes pour se** ***"protéger totalement les yeux"*****. Pas question de se laisser souiller par les films diffusés à bord. En vol ou à terre, rester pur, c'est la croix et la bannière. En Israël, les** ***"patrouilles de la pudeur"*** **de la communauté ultraorthodoxe vendent des lunettes dotées de filtres brouillant la vue, indiquait naguère** ***Yediot Aharonot.*** **Ces bésicles ne modifient pas la vision de près** ***"pour ne pas gêner les déplacements, mais tout ce qui se situe au-delà de quelques mètres est flou, femmes impudiques comprises"*****.**

SUR NOTRE SITE
courrierinternational.com

Scannez cette vignette et retrouvez les Insolites sur notre site.

histoire.



↙ **Charles XII et Ivan Mazepa, chef des Cosaques zaporogues, unissent leurs forces contre Pierre le Grand en 1709. Un tableau de Gustaf Cederström (1845-1933).** *Photo DR*

Quand la Suède était gouvernée de Moldavie

XVIIIe siècle Europe

A première vue, rien ne lie Moldaves et Suédois. Et pourtant...

—Adevarul Moldova *Chisinau*

En Suède, il suffit de prononcer le mot kalabalik *et la diplomatie devient plus aisée*", explique Natalia Gherman, vice-ministre des Affaires étrangères de la république de Moldavie et ancienne ambassadrice à Stockholm. Le 1er février dernier, on a justement fêté le trois centième anniversaire du *kalabalik* de Varnita [plus connu sous le nom d'"escarmouche de Bendery"], une affaire qui causa le départ du roi suédois Charles XII après un séjour de trois ans dans nos contrées. Un anniversaire significatif non seulement à Chisinau, mais aussi dans le nord lointain de l'Europe. Quelques aspects de la culture locale sont entrés dans la culture et l'histoire suédoises, à l'image des *sarmale,* les rouleaux de chou farci qui font partie intégrante de nos traditions.

Tout commence en 1700, lorsque le roi Charles XII s'engage dans la grande guerre du Nord contre la Russie, la Saxe et le Danemark, pays qui ont formé une coalition contre la Suède. Les Suédois remportent plusieurs victoires importantes en Pologne, dans les Etats baltes et en Russie, mais essuient également des défaites. Au printemps 1709, l'armée suédoise est anéantie à Poltava [en Ukraine], et le roi Charles XII, blessé à la jambe, est contraint de se retirer à Tighina, alors dans le district turc de Bendery (aujourd'hui en Transnistrie, région sécessionniste de Moldavie). *"Le roi était accompagné d'environ 1 000 Suédois et de plusieurs milliers de Cosaques, sous le commandement du hetman Ivan Mazepa"*, rappelle Elena Plosnita, docteur en histoire. En 1711, après des inondations, Charles XII déplace son camp sur une colline à Varnita, appelée plus tard la "colline des Suédois", où il demeurera jusqu'à l'incident du 1er février 1713.

Sur place, Charles XII occupait un bâtiment de briques à un étage, rebaptisé "Palais royal" ou "Maison du roi". *"Le bâtiment comptait plusieurs grandes salles et douze chambres plus petites. L'une d'elles avait été transformée en chapelle. La chambre du roi était sommairement meublée. Ensuite, on édifia autour une chancellerie, des écuries, des dépendances, une caserne pour les soldats, et d'autres bâtisses. Le camp s'est transformé en une petite ville, parfois surnommée Carlopolis (la ville de Charles)"*, commente Per Sardin, curateur au Trésor royal de Stockholm. Les Turcs appelaient ce camp le "nouveau Bendery". En plus des soldats, le camp abritait des fonctionnaires et les serviteurs de la cour du roi.

Johan Hulman, le majordome de Charles XII, décrivait la Maison du roi en ces termes : *"Elle avait de hautes portes en chêne, parées de laiton et de lourdes serrures de fer. Les chambres étaient décorées à l'orientale, avec des tissus turcs bigarrés."* Le roi de Suède avait beau se trouver en Moldavie, il n'en continuait pas moins à gérer les affaires de l'Etat. *"De Varnita, il a réformé le système d'imposition, ce qui a conduit à l'adoption d'une nouvelle législation fiscale, fondée sur des principes progressistes* [...]. *De même, il s'est employé à moderniser l'agriculture, l'exploitation minière, la fabrication des métaux, ainsi que le système financier"*, poursuit Per Sardin.

Expéditions scientifiques. Grand chef militaire et fin tacticien, Charles XII ne se préoccupait pas seulement de la guerre, mais manifestait un vif intérêt pour la culture. A l'époque, il profita de son séjour en Moldavie pour organiser au moins deux expéditions scientifiques au Moyen-Orient. Ces dernières lui rapportèrent des antiquités, des plantes séchées, plusieurs centaines de croquis de bâtiments et de monuments du Levant et d'Egypte. On peut admirer aujourd'hui au musée national de Stockholm une quarantaine de dessins de Cornelius Loos, qui avait pris part à ces expéditions orientales.

"Le roi de Suède a quitté la Moldavie en 1713, après une violente altercation entre soldats turcs, tatars et suédois. L'accrochage a légué à tous les peuples impliqués le mot kalabalik (*en turc, querelle bruyante*). *Après le* kalabalik, *le camp suédois a été complètement rasé. A l'initiative des autorités suédoises, on a érigé à Varnita en 1930 un monument qui existe encore aujourd'hui"*, précise Per Sardin. Et de conclure : *"Le roi ne s'intéressait pas à la nourriture. Il mangeait vite et buvait peu de vin, mais il a rapporté les* sarmale *en Suède. Ils sont un peu différents, mais ont sans aucun doute été importés de Moldavie."*

Charles XII rentre enfin chez lui, en Suède, au cours de l'hiver 1714, six mois après le *kalabalik*. Après la rétrospective réalisée par le musée national d'Archéologie et d'Histoire de Moldavie en collaboration avec le Trésor royal de Stockholm, l'anniversaire de l'événement comprendra plusieurs conférences internationales à Istanbul et à Stockholm, auxquelles participeront des scientifiques de Suède, de Moldavie, d'Ukraine et de Turquie. D'autres documents seront rassemblés dans un volume qui sera publié en novembre 2013.

—Virginia Dumitras

Fait d'armes

LA GRANDE GUERRE DU NORD

De 1700 à 1721, les Etats du nord de l'Europe s'affrontent pour le contrôle de la Baltique. Le Danemark et la Saxe s'allient à la Russie de Pierre le Grand contre la Suède. Une offensive éclair menée par Charles XII de Suède élimine le Danemark. Puis il écrase les Russes à Narva en 1700. En 1702, il détrône le roi de Pologne, également Electeur de Saxe. Il défait les coalisés à Fraustadt en 1706. La Saxe écartée du jeu, il ne reste plus que la Russie, que Charles XII envahit en 1707. Mais en 1709 il est vaincu à Poltava et se réfugie en Moldavie, sous contrôle ottoman. C'est le début du déclin pour les Suédois. Les combats durent jusqu'en 1721, Charles XII mourant en campagne en 1718. Après la guerre, la Russie supplante la Suède en tant que grande puissance nordique.

SÉLECTION TENDANCES

PAGE RÉALISÉE PAR L'ÉQUIPE COMMERCIALE DE *COURRIER INTERNATIONAL*



ABSOLUT ELYX

Une nouvelle vision de la vodka

ABSOLUT ELYX bouscule les codes et impose un style nouveau sur le marché des vodkas superpremium. Ingrédients, gestes précis, savoir-faire et secrets d'élaboration, ABSOLUT a plongé au coeur de son histoire pour en extraire une vodka superpremium d'une qualité exceptionnelle. ABSOLUT ELYX est vendue chez certains cavistes notamment au Lafayette Gourmet et chez Julhès Paris.
Prix public indicatif : 70cl : 48 euros
www.absolut.com

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé. A consommer avec modération.



IRLANDE

Derry-Londonderry, Ville de la Culture du Royaume-Uni 2013

Cette année, la 2e ville d'Irlande du Nord va vibrer au rythme de nombreuses manifestations artistiques et culturelles pour célébrer son titre de 1ère Ville de la Culture du Royaume-Uni. On y fêtera également le 400e anniversaire de ses remparts, qui font de Derry-Londonderry la seule ville entièrement fortifiée des îles britanniques. Une année parfaite pour découvrir cette charmante cité située sur la côte nord de l'Irlande.

www.irlande-tourisme.fr/derry



NOUVELLE MAZDA6

L'élégance d'une grande berline

La Mazda6 illustre le nouveau langage stylistique du constructeur : « KODO - L'âme du mouvement » témoignant de la volonté des designers de lui offrir un style épuré, à la fois gage d'efficacité et de fluidité. Cette berline bénéficie de la gamme complète des technologies SKYACTIV : moteurs, transmissions, structure de caisse et châssis ont été totalement repensés et permettent à la nouvelle Mazda6 d'être déjà compatible avec la future norme Euro 6, sans avoir recours aux coûteux systèmes de post traitement des particules polluantes (NOx). S'agissant de l'un des modèles les plus sûrs et les plus économes du segment, la nouvelle Mazda6 incarne la philosophie de la marque dans sa forme la plus avancée en matière de performances et de respect de l'environnement.

www.mazda.fr



HTC

Conçu à partir d'une seule pièce d'aluminium, le HTC One, nouveau smartphone premium d'HTC, propose des services encore inédits sur mobile : HTC BlinkFeed™ qui affiche en temps réel les contenus préférés de l'utilisateur directement sur son écran d'accueil, HTC Zoe™, une application photo HD complète dotée d'une galerie animée ou encore HTC BoomSound™ qui offre un son riche et authentique grâce à un amplificateur intégré et ses deux haut-parleurs en façade. Ces innovations exclusives à HTC, réinventent l'expérience mobile et établissent de nouveaux standards en matière de smartphones.

www.htc.com



RICARD TWIST'R

Design et avant-gardiste, Ricard Twist'R inaugure un nouveau rituel pour (re)découvrir Ricard aromatisé. Plus besoin de « shaker », il suffit de « twister » : cet objet inédit se pose sur un verre long drink et permet de consommer Ricard en mix avec du sirop de grenadine, orgeat, menthe, pamplemousse, cassis ... Il suffit pour cela de servir un Ricard [2cL de Ricard + 10 à 14cL d'eau + les glaçons] puis de retourner sur le verre le Ricard Twist'R préalablement rempli de sirop. Il ne reste plus qu'à faire tourner la bille pour mélanger les ingrédients, puis d'enlever le Ricard Twist'R et déguster. « Don't shake it, Twist'it* » le nouveau geste pour des mix Ricard aux multiples saveurs. * *Ne secouez pas, faites tourner.*
Disponible dans 2000 établissements d'ici à avril et sur la boutique Place Ricard

www.ricard.com

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé. A consommer avec modération.

Samsung GALAXY S4

Mon smartphone, ma vie





NOUVEAU SAMSUNG GALAXY S4
VOTRE TRADUCTEUR INTEGRE S TRANSLATOR

Le Samsung Galaxy S4 traduit instantanément du texte ou de la voix en plusieurs langues.

La fonctionnalité **S Translator** traduit aussi bien vos e-mails, vos sms ou des messages ChatON. Il peut également répéter dans une autre langue ce que vous lui dites. La traduction peut se faire de l'oral vers l'écrit et vice-versa.

Avec le Galaxy S4, oubliez les barrières de la langue.

www.samsung.com/fr/galaxys4

DAS = 0,285W/Kg. Le DAS (débit d'absorption spécifique des téléphones mobiles) quantifie le niveau d'exposition maximal de l'utilisateur aux ondes électromagnétiques, pour une utilisation à l'oreille. La réglementation française impose que le DAS ne dépasse pas 2 W/kg. © 2013 - Samsung Electronics France, 270 avenue du Président Wilson, 93458 La Plaine Saint Denis Cedex. RCS Bobigny 334 367 497. SAS au capital de 27 000 000 €. Visuels non contractuels. Écrans simulés.